



L'assassinat d'une députée pro-européenne bouleverse la campagne du « Brexit »

► Le meurtre de Jo Cox, jeudi 16 juin, à Birstall (West Yorkshire), a plongé le Royaume-Uni dans un état de choc, avant le référendum du 23 juin

► Le mobile du tueur n'est pas encore déterminé, mais Tommy Mair serait un sympathisant des mouvements d'extrême droite

► Les partisans du « in » (pour le maintien dans l'Europe) et ceux du « out » (contre) ont annoncé qu'ils suspendaient leurs activités

► Très investie dans la défense de l'immigration, la victime était, à 41 ans, une étoile montante du Parti travailliste

INTERNATIONAL – PAGES 2-3



SPÉCIAL RÉFÉRENDUM



Que serait le Royaume-Uni sans l'Europe ? Que serait l'Europe sans le Royaume-Uni ? Avant le vote du 23 juin, les réponses d'artistes et d'intellectuels, illustrées par **Martin Parr**

L'écrivain **Will Self** revendique son attachement à l'Europe. Engagé à gauche, il se souvient de ce qu'était son pays quand il était isolé du continent: « Voici quarante ans, il était impossible de faire un bon repas » à Londres

L'historien britannique **Robert Tombs** penche en faveur du « Brexit ». « Si nous restons, nous continuerons à être une sorte de frein »

Lire aussi les points de vue de **Ken Loach**, **Charles Dantzig**, **Jean-Marc Daniel**...

SUPPLÉMENT IDÉES



EURO 2016

► Malgré les hooligans, la fête

► L'Irlande du Nord, une équipe pas très catholique

► La polémique Paul Pogba

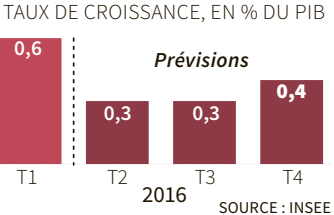
► On a retrouvé Panenka

SUPPLÉMENT

La courbe du chômage devrait enfin s'inverser en 2016

L'Insee a revu à la hausse ses prévisions et mise désormais sur une croissance de 1,6 % cette année

L'inversion de la courbe du chômage, celle que François Hollande avait imprudemment pronostiquée pour la fin 2013 et à laquelle le président a conditionné son éventuelle candidature en 2017, aura bien lieu. Selon des chiffres publiés par l'Insee jeudi,



le taux de chômage passerait de 10,2 % fin mars à 9,8 % fin 2016.

L'institut mise désormais sur une hausse du PIB de 1,6 % cette année, alors que les entreprises et les ménages se sont remis à investir quand la consommation a repris. Le commerce extérieur

continue de contribuer négativement à la croissance. Tout comme la hausse des prélèvements obligatoires entre 2011 et 2015. Au rang des risques, l'Insee désigne le « Brexit », qui pourrait ternir ce scénario de l'embellie.

CAHIER ÉCO – PAGE 3

Culture A la Foire de Bâle, tomate et légumes hors de prix

ARTS
BÂLE (SUISSE)

Bâle, la tomate se vend bien, et même hors de prix : 4,75 millions de dollars pour celle qui sert de tête au bonhomme imaginé par l'artiste américain Paul McCarthy. Encore n'était-elle plus très fraîche: *Tomato Head (Green)* est en effet une installation qui date de 1994. A deux pas de là, quatre cuistots s'affairent à préparer une gigantesque salade, le bruit de leurs couverts étant amplifié par des micros: la performance imaginée par l'artiste du groupe Fluxus Alison Knowles a été réalisée pour la pre-

mière fois en 1962. Bienvenue à la 47^e édition d'Art Basel, la Foire d'art moderne et contemporain de Bâle, qui cette année encore devrait battre tous les records.

A commencer par celui du nombre de visiteurs: ils étaient 98 000 en 2015, mais la foule durant les journées de vernissage, lundi 13 et mardi 14 juin, semblait bien plus dense qu'à l'habitude. Il y avait même un invité de marque, en la personne de Donald Trump, à l'entrée de la section baptisée « Unlimited ». Enfin, en effigie: une petite sculpture de cire, agenouillée sur un banc, fixait les visiteurs.

HARRY BELLET

→ LIRE LA SUITE PAGE 14

Politique Hollande et l'arme du 21 avril

Pour décourager ses concurrents à gauche, François Hollande brandit le risque d'un nouveau 21 avril. L'on sait déjà que Jean-Luc Mélenchon, qui dépasse le président dans certains sondages, est candidat. EELV aussi aura son candidat, Cécile Duflot ou Nicolas Hulot. Reste l'inconnue Arnaud Montebourg.

FRANCE – PAGE 8

Magnanville
Les policiers
« seuls contre le reste du monde »

SOCIÉTÉ – PAGE 11

ÉDITORIAL
PARITARISME À LA FRANÇAISE: TEL PÈRE TEL FILS!

PAGE 19



Le meurtre d'une élue britannique bouleverse la campagne

A une semaine d'un vote crucial sur le maintien du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne, Jo Cox, députée travailliste de 41 ans, a été tuée

LONDRES - correspondant

A une semaine jour pour jour d'un scrutin déterminant pour son avenir et pour celui de l'Union européenne (UE), le Royaume-Uni est dans un état de choc extrême. La personnalité et le parcours de Jo Cox, la députée travailliste de 41 ans qui a été tuée, jeudi 16 juin, à Birstall (West Yorkshire, dans le nord de l'Angleterre), concentrent tant de symboles que la campagne électorale pour le référendum du 23 juin en est bouleversée, indépendamment même du mobile de son meurtrier, qui reste à identifier avec certitude.

Le camp du « in » (pour le maintien dans l'UE) et celui du « out » ont tous deux suspendu leurs activités, les drapeaux sont en berne à Westminster et la reine, chef de l'Etat, a fait dire qu'elle adresserait un message privé à l'époux de la victime.

Dans un pays où le Parlement

représente le lieu sacré de la démocratie mais où la campagne référendaire était en train de dériver en surenchère xénophobe, le meurtre d'une députée pro-européenne et défenseuse des réfugiés devant la porte de sa permanence électorale sonne comme un cruel rappel à l'ordre.

« Acte isolé »

D'autant que les circonstances de la mort de la parlementaire, mère de deux jeunes enfants, semblent particulièrement atroces, selon le récit de plusieurs témoins. Jeudi en début d'après-midi, devant une bibliothèque où elle venait de tenir sa permanence de députée, un homme a tiré deux ou trois balles sur la jeune femme. Alors qu'elle gisait en sang, il lui aurait ensuite porté plusieurs coups de couteau.

« J'ai entendu un bruit sec, comme une explosion. Quand j'ai regardé, il y avait un homme d'environ 50 ans coiffé d'une casquette de baseball, un vieux fusil à la main, a rapporté Clarke Rothwell, un cafetier qui dit avoir

été témoin de la scène. Il a tiré sur cette femme, puis il a recommencé. Quelqu'un a tenté de l'attraper, alors il a brandi un couteau et s'est jeté sur elle une demi-douzaine de fois. »

Selon ce témoin interrogé par la BBC, l'agresseur aurait crié « Britain first » (« La Grande-Bretagne d'abord ») ou « Put Britain first » à deux reprises. Britain First est le nom d'un groupe britannique d'extrême droite dissident du British National Party qui lutte « contre l'immigration de masse et l'islamisation ». La police n'avait pas confirmé cette thèse, vendredi au matin, affirmant seulement qu'il s'agissait d'un « acte isolé ».

Motivation politique

Mais le profil de Tommy Mair, l'homme de 52 ans qu'elle a rapidement interpellé, pourrait confirmer l'hypothèse d'une motivation politique. Décrit par ses voisins du lotissement de Fieldhead Estate comme un homme calme et bien élevé qui « avait une histoire de maladie mentale », vivait seul et « proposait aux personnes âgées de couper leur gazon », M. Mair serait aussi un sympathisant d'extrême droite.

Selon le Southern Poverty Law Center (SPLC), une organisation américaine spécialisée dans la surveillance des groupes d'extrême droite, l'homme serait un sympathisant de la National Alliance (NA), un groupe néonazi américain. Jeudi soir, le SPLC a publié sur son site deux factures au nom de Thomas Mair datant de 2003 pour l'achat de plusieurs publications de la NA, dont un manuel destiné à

la confection d'armes artisanales.

Selon la BBC, il aurait également été abonné à *Patriot Magazine*, un journal pro-apartheid. Britain First, qui revendique quelque 6 000 membres, a nié tout contact avec Tommy Mair. Le quotidien britannique *The Telegraph* publie un Tweet de Jo Cox datant de janvier où la députée se disait « très fière » de ses concitoyens qui avaient protesté



**LES POSITIONS
EN FAVEUR
DE L'IMMIGRATION
QUE DÉFENDAIT
LA DÉPUTÉE JO COX
RENFORCENT
LE TROUBLE**

contre « le racisme et le fascisme » à l'occasion d'une manifestation de Britain First.

Le meurtre de l'élue du West Yorkshire intervient alors que les sondages donnent un « avantage marginal » au « out » selon l'universitaire John Curtice, spécialiste reconnu des enquêtes d'opinion.

Il survient aussi le jour même où Nigel Farage, leader du Parti

Jo Cox, une étoile montante du Parti travailliste

D'origine modeste, la députée était très engagée dans la campagne référendaire en faveur du maintien dans l'Union européenne

PROFIL

LONDRES - correspondant

Les origines sociales de Jo Cox, 41 ans, tuée jeudi 16 juin à Birstall, dans le nord de l'Angleterre, son parcours, et son positionnement politique pro-européen ont tout pour faire d'elle une icône anti- « Brexit ». Et, si les motivations politiques de son assassin étaient avérées, une martyre de la campagne en cours.

Née en 1974 à Batley, dans le West Yorkshire, Jo Cox revendiquait ses origines populaires. Sa mère, Jean, était secrétaire dans une école et son père, Gordon, ouvrier dans une usine de pâte à dentifrice à Leeds. Lorsque, en 2014, elle devient la candidate du Labour dans la circonscription

de Batley et Spen, elle se déclare « fière et émue » de concourir dans la région où elle avait grandi.

Après son élection, en mai 2015, elle raconte au quotidien *Yorkshire Post* le choc qu'elle a éprouvé en s'élevant dans l'échelle sociale, notamment lors de ses études à Cambridge, université dont elle a été diplômée en 1995, la première de sa famille.

« Je ne suis pas née femme politique, expliquait-elle. Cela m'est venu à Cambridge, quand j'ai pris conscience que l'endroit où vous êtes né a de l'importance, que la manière dont vous parlez a de l'importance, de même que vos relations. Je passais mes étés à emballer des tubes de dentifrice à l'usine où mon père avait travaillé, quand tous les autres étudiants prenaient

une année sabbatique. J'ai mis cinq ans à me remettre de mon expérience à Cambridge. »

Critique envers Corbyn

A partir de 2002, Jo Cox travaille pour des organisations non gouvernementales sur les questions de pauvreté et de discrimination. « Je me suis trouvée devant des situations horribles, des femmes violées à maintes reprises au Darfour [Soudan] ou des enfants-soldats ougandais auxquels on avait donné une kalachnikov pour qu'ils tuent des membres de leur propre famille. » Jo Cox avait également travaillé à l'ONU, à Bruxelles et à New York. Elle avait été conseillère de Sarah Brown, l'épouse de l'ex-premier ministre Gordon Brown.

Elue à Westminster, elle prend la vice-présidence du groupe parlementaire sur la Syrie qu'elle crée, ainsi que la présidence du réseau des femmes travaillistes. Elle s'élève contre les projets du premier ministre britannique, David Cameron, de supprimer certaines prestations sociales. Elle fait aussi partie des cinq députés du Labour qui, contre la ligne de leur parti, s'abstiennent, en décembre 2015, lors du vote sur les frappes aériennes contre l'organisation Etat islamique (EI) en Syrie.

Alors qu'elle n'est pas liée à la gauche du parti, elle accorde son parrainage à Jeremy Corbyn pour qu'il puisse se présenter à l'élection du président du Labour en septembre 2015. Mais elle vote pour la blairiste Liz Kendall.



AP

Jo Cox, jeune femme souriante et élégante, vivait avec son mari, Brendan, et leurs enfants, Lejla et Cuillin, sur une péniche amarrée sur la Tamise, à Londres. Elle se rendait à Westminster à vélo. Alors que Jeremy Corbyn est critiqué pour son faible engagement dans la campagne pour le vote « in » (rester dans l'UE), la députée du

West Yorkshire était très impliquée dans la bataille électorale. « L'immigration est une préoccupation légitime, mais ce n'est pas une bonne raison pour quitter l'UE », assurait l'un de ses derniers Tweet postés alors que des électeurs du Labour sont tentés par le « out » qui, pensent-ils, permettra d'arrêter l'immigration est-européenne.

Mercredi, la veille de sa mort, elle avait pris place avec son mari et leurs enfants à bord d'un bateau pneumatique rouge, brandissant un drapeau « in » au milieu de la flottille de marins pêcheurs qui manifestaient en faveur du « Brexit ». Cette image si emblématique pourrait symboliser le tournant de la campagne pour le référendum du 23 juin. ■

PH. B.



La députée travailliste Yvette Cooper étirent l'évêque de Leeds lors d'une cérémonie en hommage à Jo Cox, à Birstall, le 16 juin.
OLI SCARFF/AFP

pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP, anti-européen et xénophobe) a posé fièrement devant sa nouvelle affiche, qui porte à son paroxysme la rhétorique anti-immigrés de la campagne du «out».

«*Point de rupture. L'UE nous a tous trahis*», est-il écrit en lettres capitales à côté d'une immense file de réfugiés en marche – tous des hommes – évoquant une invasion. «*Nous devons nous libérer de l'UE et reprendre le contrôle de nos frontières*», insiste la légende. L'affiche qui a été comparée sur Internet à un placard de propagande nazie a fait l'objet d'une plainte pour «*incitation à la haine*» de Dave Prentis, secrétaire général du syndicat Unison.

L'émotion suscitée par la mort de Jo Cox dans le monde politique est d'autant plus vive qu'il s'agit du premier meurtre d'un député en fonctions depuis les trois assassinats de parlementaires commis entre 1979 et 1990 par l'Armée républicaine irlandaise. En 2010, l'ancien ministre travailliste, Stephen Timms, avait été grièvement blessé par une étudiante islamiste lors d'une permanence électorale dans une bibliothèque.

« Femme merveilleuse »

Les positions ouvertes à l'immigration que défendait la députée tuée jeudi renforcent le trouble. Ancienne travailleuse humanitaire, Jo Cox avait pris à plusieurs reprises la défense des victimes de la guerre civile en Syrie devant le Parlement, et elle magni-

fiait la diversité de la population de sa propre circonscription. «*Nos quartiers ont été profondément enrichis par l'immigration, que ce soit celle des Irlandais catholiques ou des musulmans indiens ou pakistanais*», avait-elle déclaré lors de son premier discours prononcé à la Chambre des communes, en juin 2015, juste après son élection.

Dans un message d'une grande dignité, son mari Brendan, ancien travailleur humanitaire et conseiller au développement de Gordon Brown quand ce dernier était premier ministre, a déclaré que désormais, lui, sa famille et ses amis allaient «*consacrer chaque moment de leur vie à lutter contre la haine qui a tué Jo*».

Jeudi, les principaux leaders politiques ont multiplié les hommages et les marques d'affliction. Devant le Parlement de Westminster, le leader du Parti travailliste, Jeremy Corbyn, a dénoncé «*l'horrible meurtre*» et a parlé de la députée comme d'une «*femme merveilleuse qui défendait les droits de l'homme, la paix et la justice*».

« Bilan impressionnant »

Présidant une veillée funèbre en compagnie de députés élus en 2015 comme Jo Cox, il a ajouté qu'il faudrait, dans les prochains jours, «*comprendre comment et pourquoi elle est morte*». «*C'est un coup terrible pour la démocratie*», a souligné de son côté Gordon Brown, ancien premier ministre très actif dans la campagne du «in». Jo Cox «*a fréquenté les endroits les plus dangereux de la pla-*

nète, a-t-il ajouté. *Le dernier endroit où elle aurait dû être en danger était sa ville natale*».

Le premier ministre, David Cameron, a annulé un meeting pro-UE prévu jeudi soir à Gibraltar. «*La mort de Jo Cox est une tragédie. C'était une star pour ses administrés, une star au Parlement*», a-t-il déclaré. M. Cameron, qui s'était fait apostropher à la Chambre des communes sur cette question par la députée, a salué son «*bilan impressionnant en matière d'aide aux réfugiés*». Plus sobrement, son ex-ami devenu rival, Boris Johnson, s'est dit «*triste et choqué*». «*Epouvantable qu'un député puisse perdre la vie simplement en agissant de son mieux pour ses administrés*», a-t-il tweeté.

Après le temps du recueillement et des hommages viendra rapidement celui des questions : celles sur les circonstances du drame et le profil précis du meurtrier, mais aussi celle qui est déjà dans toutes les têtes : à sept jours d'un vote crucial, à qui, des pro-européens ou des «brexiters», pourrait profiter le crime ?

L'empressement de Boris Johnson, figure de proue du «out» et challenger de David Cameron pour Downing Street, à se démarquer de la xénophobie par trop débordante de Nigel Farage, peut donner une indication. Mais dans un pays déjà sous tension électorale, où le référendum sur l'Europe s'est mué peu à peu en plébiscite sur l'immigration, qui peut prévoir l'ultime réaction des électeurs ? ■

PHILIPPE BERNARD

VERBATIM

« Aujourd'hui, c'est le début d'un nouveau chapitre dans nos vies. Plus difficile, plus douloureux, moins joyeux, moins rempli d'amour. Les amis de Jo, sa famille et moi, nous allons consacrer chaque instant de notre vie à aimer et à élever nos enfants et à lutter contre la haine qui a tué Jo. Jo croyait en un monde meilleur et, tous les jours de sa vie, elle a combattu avec une énergie et une joie de vivre qui épuisaient la plupart des gens. Elle aurait voulu par-dessus tout que deux choses adviennent désormais : un, que nos enfants soient entourés par l'amour, deux, que nous soyons tous unis contre la haine qui l'a tuée. La haine n'a pas de croyance, de race ou de religion, elle est toxique. Jo n'aurait pas eu de regrets au sujet de sa vie, elle a vécu à fond chaque jour de celle-ci. »

Brendan Cox, le mari de la députée, a diffusé un communiqué poignant, jeudi 16 juin, après l'annonce de la mort, à l'hôpital, de sa femme des suites de ses blessures.

« Si c'est serré à Liverpool, ce sera foutu »

En crise dans les années 1980, la ville portuaire a pu renaître grâce aux fonds européens, mais l'euro-scepticisme pointe

REPORTAGE

LIVERPOOL - envoyé spécial

Kate Forrester recule de quelques pas et montre du doigt différents bâtiments. «*Là-bas se trouve le terminal des bateaux de croisière, qui a été payé en partie avec des fonds européens. Ici, c'est le musée de Liverpool, ouvert en 2011, qui a lui aussi bénéficié d'argent européen. Un peu plus loin, le musée de la Tate Liverpool, qui reçoit des financements européens pour ses expositions.* » Le long de la rivière Mersey, la liste continue : projet après projet, les financements de l'UE sont partout, en finissant au grand centre des congrès flambant neuf.

«*En traversant Liverpool, vous aurez du mal à trouver un endroit qui n'a pas reçu d'argent européen*», continue M^{me} Forrester, une habitante de Liverpool de 28 ans qui milite pour Stronger in Europe, le groupe qui fait campagne pour rester dans l'UE.

Touchée de plein fouet dans les années 1980 par la désindustrialisation et le déclin du port, Liverpool renaît depuis une quinzaine d'années. La reconstruction la plus spectaculaire se trouve le long de la rivière, où les docks autrefois mal famés ont été transformés en centre culturel et touristique. De 1994 à 2013, la ville a touché 1,9 milliard de livres (2,4 milliards d'euros) de Bruxelles, au titre des aides aux régions les plus pauvres. «*Cet argent européen a ensuite fait bouler de neige, attirant d'autres capitaux*», explique M^{me} Forrester.

Alors que le camp du «Remain» peine à imposer son message, Liverpool offre une réponse concrète à une question que beaucoup de Britanniques se posent : qu'a fait l'UE pour nous ? Ici, outre la reconstruction, on se rappelle avec émotion du titre de Capitale européenne de la culture de 2008, qui a remis la ville à la mode.

Dans le centre des congrès, financé partiellement grâce à l'UE, le chancelier de l'Echiquier, George Osborne, a inauguré officiellement lundi 13 juin le Festival international des affaires, trois semaines de rencontres entre entreprises britanniques et internationales. «*Cette ville s'est construite sur ses liens de commerce vers l'international*, explique-t-il. *Quitter l'UE serait prendre un risque, qui pourrait mettre en danger 120 000 emplois dans la région.* »

Joe Anderson, le maire travailliste de Liverpool, renchérit : «*Les partisans du "Brexit" nous disent que l'herbe est plus verte de l'autre côté. Moi, je crois que c'est le désert de l'autre côté, avec un chemin isolé pour le Royaume-Uni. (...) Ici, partout autour de vous, vous verrez des preuves évidentes que*

« On a beaucoup bénéficié de l'UE, et on ne doit pas s'en éloigner maintenant qu'on se développe »

JOE ANDERSON
maire de Liverpool



l'Europe a bénéficié à cette ville. »

Dans les rues de Liverpool, le camp du «Remain» distribue des prospectus ce jour-là. Dans leur immense majorité, les militants sont reçus favorablement par les passants. Si une ville restera pro-européenne, c'est sans doute celle-là. Selon l'institut de sondage YouGov, Liverpool est l'un des vingt endroits du Royaume-Uni les plus favorables à l'UE.

Crainte d'une forte abstention

Pourtant, derrière ce discours pro-européen, il ne faut pas gratter très loin pour retrouver l'euro-sceptique britannique traditionnel. Sur les bâtiments financés par l'UE, il est rarissime de voir un petit sigle rappelant l'origine des fonds. L'Europe est passée par là, mais sans signer.

De plus, au fur et à mesure que Liverpool s'enrichit, les financements européens s'assèchent. Pour le programme 2014-2019, seuls 215 millions d'euros sont prévus. «*C'est normal*, rétorque M. Anderson. *Nous avons beaucoup bénéficié de l'UE, et nous ne devons pas nous en éloigner maintenant que nous nous développons.* » Ce message de solidarité ne passe pourtant pas toujours facilement.

D'autant que les partisans de l'UE font face à une large apathie et craignent une forte abstention, notamment chez les plus jeunes. Inversement, ceux qui soutiennent le «Brexit» sont très motivés. «*Pendant les élections traditionnelles, comme les législatives, on ne fait presque jamais face à des gens qui vous crient dessus, alors que cette fois-ci, c'est souvent le cas*», estime David Baines, un militant de Stronger In. Il cite les «*hommes blancs d'un certain âge*» comme étant particulièrement enclins à ces réactions épidermiques.

«*L'immigration est un vrai problème. On a beaucoup d'Européens, des Albanais, qui viennent s'installer ici. Et ils vivent de mendicité et d'aides sociales*», explique Michael Banks, un homme d'une cinquantaine d'années. «*Mes clients blancs âgés tiennent souvent le même discours : "on vivait très bien avant d'être dans l'UE, on peut recommencer"*», soupire Baka Mohamed, un Kurde irakien de nationalité britannique dans son salon de coiffure.

A Liverpool, ce discours semble minoritaire. Mais l'enthousiasme pour rester n'est que très modéré. Ce qui inquiète beaucoup les pro-européens, comme Francine Palant, une militante du Stronger In : «*Si c'est serré à Liverpool, ce sera foutu pour l'ensemble du Royaume-Uni.* » ■

ERIC ALBERT



Matteo Renzi,
le 6 juin,
à Rome.
ALBERTO PIZZOLI/AFP



Virginia
Raggi,
le 6 juin,
à Rome.
FILIPPO
MONTEFORTE/AFP

En Italie, un premier test pour le front anti-Renzi

Le second tour des municipales, dimanche, pourrait confirmer le désaveu envers le premier ministre italien

ROME - correspondant

Il était une fois un jeune premier ministre dont la popularité faisait envie à tous ses collègues chefs d'Etat et de gouvernement européens. Il avait réformé le code du travail sans connaître plus de deux heures de grève, l'éducation nationale, le mode de scrutin et la Constitution afin de permettre à son pays, l'Italie, de mettre fin à l'instabilité gouvernementale. Sa formation, le Parti démocrate (PD, centre gauche), mise au pas et purgée de ses vieux dirigeants, avait triomphé aux élections européennes de 2014 (41 % des suffrages) en écrasant le populiste Mouvement 5 étoiles, son principal opposant, et une droite déboussolée. A 40 ans, Matteo Renzi passait pour le modèle d'une social-démocratie déclinante dans toute l'Europe. Pourtant, lundi 6 juin, au lendemain du premier tour des élections municipales (1300 communes et 13 millions d'électeurs

concernés), il a dû avouer – ce qui n'est pas dans sa nature volontiers autosatisfaite : « *Nous ne sommes pas contents, et nous aurions voulu mieux faire, surtout à Naples.* » Dans le grand port de Campanie, le PD est éliminé dès le premier tour. A Rome, la candidate du M5S, Virginia Raggi, devance son poursuivant de gauche, Roberto Giachetti, de 10 points ; à Milan le représentant du PD n'a qu'un maigre point d'avance face à son challenger de droite ; enfin, à Turin et à Bologne, fiefs de la gauche, les maires sortants sont contraints à un second tour risqué.

Les raisons de ce désaveu sont multiples. Malgré le retour de la croissance, les Italiens se sont lassés des hashtags optimistes avec lesquels leur chef de gouvernement communique sur Twitter : « *Cette fois c'est la bonne* », « *L'Italie repart* ». Le fossé grandit entre le réel vanté par l'exécutif et la réalité subie par les Italiens. M. Renzi paye aussi sa double fonction de premier ministre et

de secrétaire du PD, laissant son parti – notamment dans le Sud – aux mains de responsables locaux peu regardants sur la qualité des cadres. Ses appels du pied à des élus berlusconiens en déshérence afin qu'ils rejoignent sa majorité ont achevé de fâcher la gauche de la gauche. Enfin, la décision du ministère de l'économie de reprendre une partie des 80 euros de ristourne mensuelle sur les impôts des plus pauvres lui vaut l'hostilité des ménages modestes.

Des ennemis coalisés

Mais c'est en décidant de jouer son mandat sur le référendum confirmatif de la réforme constitutionnelle en octobre qu'il a coalisé tous ses ennemis. Ce scrutin, qui doit mettre fin au bicamérisme parfait, source d'instabilité gouvernementale, en réduisant les pouvoirs du Sénat, est désormais un vote pour ou contre Renzi dont le second tour des municipales, le 19 juin, constitue les prémi-

Cet attelage de souverainistes, de xénophobes et de revanchards réunit plus de 50 % de l'électorat

ces. Incapables individuellement de mettre le gouvernement en minorité au Parlement, la Ligue du Nord, le Mouvement 5 étoiles, la gauche radicale et Forza Italia, la formation de Silvio Berlusconi, ont tacitement décidé de s'allier.

Mercredi 15 juin, le quotidien *La Repubblica* a révélé que l'ancien premier ministre de gauche Massimo D'Alema, ennemi juré du président du conseil qui l'a privé de tout mandat, a déclaré à plusieurs reprises au cours de colloques privés : « *A Rome, je suis prêt à voter Virginia Raggi pourvu que*

cela permette de faire tomber Matteo Renzi. » M. D'Alema nie mordicus d'avoir tenu ces propos, le quotidien maintient.

Baroque en apparence, cet attelage opportuniste de souverainistes, de xénophobes et de revanchards réunit en l'état actuel des forces politiques plus de 50 % de l'électorat. Dès le lendemain du premier tour, Matteo Salvini, le secrétaire fédéral de la Ligue du Nord, a appelé ses militants de Rome et de Turin à voter pour les candidates du M5S. Cet appel aura peu de conséquence dans la capitale où la Ligue ne pèse que 4 % des suffrages, mais il peut être décisif pour Chiara Appendino, dans le Piémont. Les études post-électorales mettent également en évidence que les flux de voix les plus importants se produisent entre le parti xénophobe et la formation « ni droite ni gauche » de Beppe Grillo.

« *Le second tour des municipales constituera un premier avertissement avant expulsion pour Mat-*

teo Renzi », se réjouit déjà la représentante de la Ligue dans la Ville éternelle. Même discours pour Renato Brunetta, ancien ministre de Silvio Berlusconi et patron des députés de Forza Italia : « *Nous sommes fatigués de cette classe dirigeante usée.* » « *Aujourd'hui, les Grillini sont la vraie force progressiste* », commente un responsable de la gauche radicale turinoise.

Pour contrer ce front en construction, Matteo Renzi joue la carte de la dramatisation. Il pronostique « *le chaos* » et « *le retour de l'ingouvernabilité de l'Italie* » en cas de victoire du non au référendum. Opportunément, il fait voter mercredi au conseil des ministres une loi très attendue pour renforcer les sanctions contre les *fannulloni* (« les absentéistes ») de la fonction publique. Il a renouvelé sa promesse de supprimer certaines taxes, honnies des Italiens, sur la résidence principale. Un léger vent de panique semble souffler sur le Palazzo Chigi... ■

PHILIPPE RIDET

CROATIE Le gouvernement nationaliste censuré par le Parlement

Le gouvernement croate est tombé jeudi 16 juin. Un échec cinglant pour les nationalistes du HDZ après cinq mois seulement passés aux affaires. « *Je crois que les citoyens attendent un nouveau scrutin* », a réagi le premier ministre Tihomir Oreskovic (50 ans), après le vote

d'une motion de défiance au Parlement. Le vote a été sans appel : 125 voix, contre 15. Ce gouvernement éphémère, né de longues et laborieuses tractations, laisse en héritage une image troublée, entre exaltation des valeurs traditionnelles, nationalistes et catholiques, et accusations d'avoir voulu relativiser les crimes commis par le régime oustachi pro-nazi durant la seconde guerre mondiale.

Un informaticien du bureau genevois de Mossack Fonseca arrêté pour vol présumé de données

Le mis en cause n'est pas le lanceur d'alerte, assurent les journalistes qui ont diffusé les fuites

PANAMA ★ PAPERS

D'un Tweet posté mercredi 15 juin à 9 h10, Bastian Obermayer, l'un des deux journalistes allemands de la *Süddeutsche Zeitung* à l'origine des révélations des « Panama papers », l'un des scandales de blanchiment d'argent les plus retentissants de l'Histoire, a éteint la rumeur qui commençait à enfler. Non, écrit-il, l'informaticien du bureau genevois de Mossack Fonseca, dont l'arrestation pour vol présumé de données informatiques a été annoncée le matin même par le quotidien suisse *Le Temps*, n'est pas « John Doe », la source restée anonyme qui a permis à cette investigation d'une ampleur inédite d'exister.

Les 11,5 millions de documents secrets transmis par « John Doe » (un pseudonyme) à la *Süddeutsche Zeitung* – qui les a ensuite partagés avec le consortium de journalisme d'investigation américain ICIJ et 108 autres médias dont *Le Monde* –, ont mis au jour les pratiques douteuses de ce puissant cabinet d'avocats panaméen : plus de 210 000 sociétés-écrans opaques immatriculées dans les paradis fiscaux, notamment pour des

dirigeants corrompus, des réseaux criminels et des fraudeurs au fisc. Il s'agit de la fuite de documents la plus importante de l'histoire du journalisme.

Même si Bastian Obermayer et son confrère Frederik Obermaier ne connaissent pas l'identité réelle de « John Doe », les deux journalistes ont connaissance d'éléments attestant qu'il n'est pas l'homme arrêté à Genève.

Divulguée mercredi et confirmée dans la foulée par le parquet de Genève, l'arrestation de l'employé de Mossack Fonseca en Suisse a eu lieu, selon nos informations, le 31 mai, peu de temps après le dépôt d'une plainte du cabinet d'avocats le visant nommément pour « *soustraction de données* », « *accès indu à un système informatique* » et « *abus de confiance* ». Un audit mené au siège de Mossack Fonseca au Panama aurait permis d'identifier des transferts de données suspects et conduit à la machine de l'informaticien en Suisse.

En Suisse, le vol de données est puni par une amende ou une peine de prison de cinq ans au maximum, l'intrusion dans un système informatique par une

amende ou une peine de prison de trois ans au maximum, et l'abus de confiance par une amende ou cinq ans de prison au maximum.

Une « *enquête préliminaire, portant sur un soupçon de vol de données au préjudice du plaignant, a été ouverte par le ministère public genevois* », a confirmé au *Monde* un porte-parole des autorités, jeudi, se refusant à tout autre commentaire. Une perquisition a eu lieu dans les locaux de Mossack Fonseca en Suisse et du matériel informatique a été saisi. Des vérifications sont en cours. L'employé a été placé en détention provisoire en raison d'un risque de fuite, a estimé le juge de la détention.

« Ils sont tombés des nues »

Sollicités, les deux avocats de l'informaticien, Thomas Barth et Romain Jordan, font savoir que leur client « *conteste l'ensemble des faits qui lui sont reprochés* ». « *Lui et ses collègues sont tombés des nues* », ajoute M. Barth. « *Toutes les hypothèses sont ouvertes* », estime au contraire l'avocat genevois de Mossack Fonseca, Thierry Ulmann.

Sur son site Internet, jeudi, le *Matin Dimanche*, s'appuyant sur des constats préliminaires de la police cantonale genevoise, indique tou-

tefois que les données ayant transité par les machines auxquelles l'informaticien avait accès auraient été soustraites « *bien après le 3 avril* », date des premières révélations des « Panama papers ». Cette information corrobore les déclarations des journalistes de la *Süddeutsche Zeitung*.

Cette enquête pénale marque le début d'une traque au lanceur d'alerte des « Panama papers ». Dès le 5 avril, tandis que les Etats du monde entier s'indignaient face aux agissements de Mossack Fonseca et, pour certains, saisisaient la justice pour blanchiment présumé, les dirigeants de la firme annonçaient leur intention de poursuivre le ou les auteurs des fuites. Le cabinet avait dénoncé un piratage informatique opéré depuis l'étranger.

Une première plainte avait été déposée au Panama pour piratage et vol de documents, qui avait suscité ce commentaire de la part de l'un de ses deux cofondateurs, Ramon Fonseca : « *on cherche enfin les vrais criminels* » – ignorant la secousse planétaire qui devait pousser à la démission plusieurs dirigeants, dont le premier ministre islandais et un ministre espagnol. ■

ANNE MICHEL

Le décryptage de l'éco

du lundi au vendredi à 8h10
avec Vincent Giret,
journaliste au Monde

avec

Le Monde

france info

Volkswagen

La compassion d’Obama à Orlando

PHOTO : PABLO MARTINEZ MONSIVAIS/AP

Barack Obama s’est rendu à Orlando, jeudi 16 juin, où il a rencontré pendant près de deux heures les familles des victimes de la fusillade meurtrière survenue dimanche matin, dans la boîte de nuit gay Pulse. Il a ensuite déposé 49 roses blanches – le nombre des morts de la tuerie – devant le mémorial improvisé. « *Si nous n’agissons pas, nous verrons d’autres mas-sacres comme celui-ci* », a-t-il mis en garde.

Le visage grave, le président a souligné : « *Nous continuerons à poursuivre sans répit les groupes terroristes Etat islamique et Al-Qaida. Mais, comme les deux der-nières attaques sur notre sol, Orlando et San Bernardino, ont été le fait d’individus ayant grandi ici même (...), déformés et pervertis par une propagande de haine qu’ils ont vue sur Internet, nous devons faire plus pour empêcher ce type d’événements.* »

Le président a insisté sur le fait que « *ceux qui ont été tués et blessés ici* » l’ont été « *par un seul assassin armé d’un puis-sant fusil d’assaut* ». Et d’ajouter : « *Ceux qui défendent un accès facile aux fusils d’assaut devraient rencontrer ces familles* », avant d’appeler les sénateurs à « *se mon-trer à la hauteur* ». Le matin même, les sénateurs démocrates ont obtenu qu’une proposition de loi limitant l’accès aux armes pour les suspects de terrorisme soit examinée. Une mesure similaire avait échoué en décembre à la Chambre où les républicains sont majoritaires. ■



Le Mexique change son système pénal pour regagner la confiance des citoyens

La réforme qui entre en vigueur samedi instaure des procès oraux et publics et met l’accent sur l’attention aux victimes et sur les droits de l’accusé

MEXICO - correspondance

Une révolution pénale est en marche au Mexique. Samedi 18 juin, un nouveau système de justice sera opérationnel sur l’ensemble du territoire. Historique, la réforme renforce l’Etat de droit dans un pays victime de l’impunité, de la corruption et de la violence.

« *C’est la transformation judiciaire la plus profonde que le pays ait connue depuis un siècle* », s’est félicité le président, Enrique Peña Nieto. Lancée en 2008, la mise en place progressive de la réforme dans les 32 Etats mexicains aura coûté deux milliards d’euros. Des policiers aux juges, des agents du ministère public aux experts légistes, près de 300 000 fonctionnaires ont été formés à ce changement titanesque avec l’instauration de procès oraux et publics.

« *Avant, les juges fondaient leur verdict sur des déclarations écrites, sans voir nécessairement l’accusé ou le plaignant*, explique Maria de los Angeles Fromow, la responsable de l’instauration du nouveau système pénal. *Aujourd’hui, les juges rencontrent toutes les parties pour un débat contradictoire garantissant les droits des accusés*

Selon une étude universitaire, 99% des délits commis dans le pays ne sont jamais punis

comme ceux des plaignants. » La nouvelle procédure met aussi l’accent sur l’attention aux victimes, assistées par un « conseiller juridique », et sur les droits de l’accusé à un procès équitable en renforçant la présomption d’innocence.

« Corruption et impunité »

Un enjeu de taille dans un pays où la majorité des Mexicains n’a pas confiance en la justice. Le dernier rapport de l’ONG World Justice Project place le Mexique au 93^e rang sur 102 nations en matière de justice. Des défaillances dont a été victime Florence Cassez. Le 23 janvier 2013, la Française a été libérée par la Cour suprême du Mexique, après avoir passé sept ans en prison pour des enlèvements qu’elle a toujours niés. Sa condamnation à soixante ans de réclusion avait été annulée

en regard des « *graves violations de ses droits fondamentaux* ».

Pour Alejandro Hope, spécialiste du crime organisé, « *la guerre déclarée, fin 2006, contre les cartels de la drogue a amplifié les abus des autorités. La légitimité du gouvernement est affectée par la corruption des institutions et l’impunité des criminels* ». Quatre-vingt-dix-neuf pour cent des délits ne sont jamais punis, selon une étude de l’université de las Americas, à Puebla. Pis, le nombre de plaintes pour torture à l’encontre de policiers ou de militaires a doublé entre 2013 et 2014 (de 1165 à 2403 cas). En avril, Juan Mendez, rapporteur spécial sur la torture pour les Nations unies, a rappelé que cette pratique était « *généralisée* » au sein des forces de sécurité pour « *obtenir des aveux forcés* ». Selon une enquête de la Commission interaméricaine des droits de l’homme, les présumés assassins des 43 étudiants disparus à Iguala (Etat de Guerrero), le 26 septembre 2014, ont été torturés, laissant planer le doute sur la version officielle.

« *Le nouveau système pénal vise à restaurer la confiance des citoyens envers la justice en rendant la procédure plus transparente* », assure M^{me} Fromow. La réforme prévoit

aussi l’instauration d’une « *justice alternative* ». En cas de délit mineur, la victime et l’accusé sont incités à négocier sans procès et sans prison préventive. « *L’Etat cherche ainsi à désengorger les prisons surpeuplées et contrôlées par le crime organisé* », souligne M. Hope. Selon la Commission nationale des droits de l’homme (CNDH), le système carcéral compte 254 705 détenus pour une capacité de seulement 203 084 places.

La formation du personnel reste la pierre angulaire du dispositif. « *Le nouveau système pénal repose sur la police, première sur les lieux d’un crime* », précise M^{me} Fromow. Et c’est là que le bât blesse : si 95 % des policiers fédéraux ont achevé leur formation, selon le gouvernement, moins de la moitié des policiers municipaux ont été formés. Pour M^{me} Fromow, « *nous débutions une transformation qui a pris des dizaines d’années dans d’autres pays* ». Dans le sillon de ce changement de paradigme, plusieurs projets de loi sont en débat au Congrès pour restructurer les polices municipales et régionales, mieux lutter contre la corruption et légaliser la marijuana à des fins médicales. ■

FREDERIC SALIBA

Un éditeur de Hongkong rompt le silence

Enlevé par Pékin, Lam Wing-kee dénonce une « détention absurde » et des « aveux forcés »

HONGKONG - correspondance

Contrairement à ses collègues qui, de retour à Hongkong, ont suivi les consignes chinoises de ne rien dire et de changer de métier, Lam Wing-kee a décidé de tout raconter : sa détention « *absurde* » dans des conditions « *surréelles* » et ses « *aveux télévisés forcés* ». Lam Wing-kee est l’un des cinq libraires-éditeurs de Hongkong qui ont disparu depuis huit mois et ont réapparu en Chine, entre les mains de la police.

Lam Wing-kee travaillait pour la librairie Causeway Bay Books, liée à la maison d’édition Mighty Current, connues pour leurs livres critiques à l’égard de Pékin. Il a affirmé que ses surveillants lui avaient permis de rentrer mardi 14 juin pourvu qu’il leur rapporte le disque dur du listing des clients de la librairie. Mais, plutôt que d’exécuter sa mission, il a choisi de raconter sa détention par le menu, au cours d’une conférence de presse impromptue jeudi.

Entre 20 et 30 interrogatoires

Arrêté le 24 octobre 2015 à la frontière chinoise alors qu’il rendait visite à sa petite amie, ses papiers lui sont confisqués. Première nuit sur une chaise de bureau de

police, transfert le lendemain les yeux bandés pour un long voyage en train qui l’amène près de la ville de Ningbo, puis nouveau transfert en voiture. On l’installe finalement au deuxième étage d’une grande bâtisse, dans une pièce qu’il ne quittera pas pendant cinq mois. Il estime avoir eu entre vingt et trente interrogatoires au total, aucun en présence d’un avocat. On lui reproche principalement d’avoir envoyé par la poste des livres interdits en Chine à des clients chinois qui ne veulent pas prendre le risque de passer la frontière avec. Ce qu’il ne nie pas. Mais il estime que les autorités qui l’ont interrogé cherchaient surtout à identifier les auteurs de certains livres les plus critiques.

Il a également affirmé que ses confessions télévisées, diffusées en février 2015, avaient été forcées, « *avec un script et un metteur en scène* ». Il y déclarait notamment que le contenu des livres vendus à la librairie était inventé et qu’il avait commis des crimes. « *Si je m’éloignais un peu du script, on me faisait recommencer.* » Amnesty International a appelé Pékin à « *arrêter les mensonges* » et à admettre enfin ce qui était vraiment arrivé aux cinq hommes. ■

FLORENCE DE CHANGY

DIMANCHE À 10H

PHILIPPE MARTINEZ

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CGT

EN DIRECT SUR EUROPE 1 ET iTÉLÉ

interviewé par

Jean-Pierre Elkabbach, Françoise Fressoz et Michaël Darmon

LE
GRAND
RENDEZ-VOUS

Europe 1

Le Monde



En Chine, l'éolien ne tourne pas rond

Les autorités locales, dépendantes du charbon, font de la résistance. Un quart des turbines sont à l'arrêt

SHANGHAÏ - *correspondance*

La Chine, championne des énergies renouvelables ? Pékin aimerait, mais les autorités locales font de la résistance. Dans les régions productrices de houille, les gouvernements locaux font tout pour privilégier les centrales à charbon, pourtant la source d'énergie la plus polluante. Quitte à forcer les éoliennes à rester à l'arrêt.

Au premier trimestre cette année, un quart des turbines n'ont pas tourné dans le pays et certaines entreprises du secteur ont reçu l'ordre de mettre à l'arrêt

LES CHIFFRES

50 %

Presque une éolienne sur deux dans le monde en 2015 a été installée en Chine. C'est 33 gigawatts de capacité en plus.

12 %

C'est la part des énergies renouvelables dans la consommation chinoise. L'objectif est d'atteindre 15 % en 2020 et 20 % en 2030, selon les engagements pris à la COP21 en décembre 2015.

155

C'est le nombre de projets de centrales à charbon approuvés en 2015 en Chine, quatre fois plus que l'année précédente, alors que les centrales actuelles ne sont déjà utilisées qu'à 50 % de leurs capacités.

60 % de leurs moulins. En 2015, 15 % de la capacité chinoise avait déjà été gaspillée. Pourtant, dans le même temps, la Chine installait de quoi produire 33 gigawatts d'énergie éolienne – une augmentation de 29 % en une année. Résultat, malgré une capacité d'énergie éolienne installée (145 gigawatts) deux fois supérieure à celle des Etats-Unis (75 GW), la Chine produit moins d'énergie à partir du vent (190 TWh contre 186 TWh).

Un gaspillage organisé que les producteurs ne veulent plus subir. Fin mars 2016, l'Association chinoise de l'énergie éolienne (ACEE), qui représente les professionnels du secteur, a accusé publiquement les autorités du Gansu, du Xinjiang et du Yunnan, dans l'ouest du pays, d'avoir adopté des mesures nuisant aux producteurs de renouvelables, violant une loi de 2005 sur le développement des énergies propres en Chine. Un sujet si sensible que le secrétaire général de l'association, Qin Haiyan, a refusé la demande d'entretien du *Monde*.

En décembre 2015, les autorités du Xinjiang ont réduit les quotas d'énergie achetée aux producteurs de solaire, d'éolien et d'hydraulique. Elles leur ont imposé une taxe supplémentaire, avec laquelle elles ont subventionné des centrales thermiques au charbon, dénonce l'association. Au Gansu, le gouvernement a réduit le prix d'achat du KWh éolien de 75 %. Au Yunnan, les autorités ont aussi tenté d'imposer une taxe sur l'éolien et l'hydraulique, pour financer des centrales thermiques. Un plan finalement abandonné face à la mobilisation des producteurs de renouvelables.

La Chine s'est pourtant donné des objectifs assez ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre

D'après l'ACEE, les producteurs d'électricité éolienne ont perdu 18 milliards de yuans (2,4 milliards d'euros) de revenus en 2015 à cause des limites imposées par les autorités locales. Le premier producteur du pays, Xinjiang Goldwind Science and Technology, a perdu à lui seul 500 millions de yuans à cause de ces mesures.

Les surcapacités sont déjà là L'éolien n'est pas le seul touché. En 2015, 12 % des capacités de production d'électricité solaire ont également été gaspillées. Au Gansu et au Xinjiang, des provinces largement désertiques du Nord-Ouest chinois, ce sont respectivement un tiers et un quart de la production photovoltaïque qui n'ont pas été distribués.

La Chine s'est pourtant donné des objectifs relativement ambitieux de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre. Lors de la conférence de Paris sur le climat en décembre 2015, Pékin s'est engagé à faire passer la part des énergies renouvelables à 20 % de sa production d'énergie, pour atteindre le pic de ses émissions *« autour de 2030, tout en s'efforçant de l'atteindre au plus tôt »*. Tout indique qu'elle y parviendra avant. D'après plusieurs études

d'experts, si la Chine n'a pas déjà atteint le pic de ses émissions de CO₂, celui-ci aura lieu d'ici 2025. Le ralentissement de l'économie est en cause : après une augmentation de la consommation de charbon de 8 % par an entre 2000 et 2013, alors que la croissance chinoise s'envolait, la Chine est maintenant en train d'atterrir. En 2015, la consommation d'électricité n'a augmenté que de 0,5 %, contre encore 4 % l'année précédente.

Cela n'a pas empêché l'approbation de 155 projets de centrales à charbon en 2015, trois fois plus qu'en 2014. Si tous les projets en cours sont terminés, la Chine aura 200 gigawatts de capacité en trop en 2020, d'après Yuan Jiahai, professeur à l'université North China Electric Power, à Pékin, cité par le magazine chinois *Caixin*. Un gaspillage qu'il estime à 700 milliards de yuans (95 milliards d'euros). De fait, les surcapacités sont déjà là : en 2015, la Chine n'aurait utilisé ses centrales à charbon qu'à 50 % de leur capacité, d'après un rapport publié en mars par les ONG Greenpeace, Coal Swarm et Sierra Club.

Et là où Pékin pouvait auparavant s'opposer à des projets de construction jugés inutiles, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Depuis septembre 2014, le ministère de l'environnement a délégué aux autorités locales le pouvoir d'approuver les projets polluants. Celles-ci sont censées être plus à même d'évaluer les réalités du terrain. Pékin regrette-t-il d'avoir lâché trop de lest ? En mars cette année, le gouvernement central a annoncé un moratoire sur la construction de nouvelles centrales au charbon jusqu'en 2017.

Pourquoi préférer le charbon ?

Parce que, comme ailleurs, l'éolien pose le problème de son irrégularité. Mais aussi parce qu'en Chine construire des centrales fait tourner l'économie. D'abord en faisant marcher le secteur du bâtiment. Ensuite, en créant de la demande pour le charbon local. Les provinces citées par l'association de l'énergie éolienne sont toutes de grandes productrices de charbon. On pourrait ajouter à la liste le Shanxi, le Heilongjiang et la Mongolie intérieure, premières régions charbonnières du pays, elles aussi concernées par des mesures de restriction. *« Les mines locales ont du mal à vendre leur charbon, donc pourquoi ne pas l'utiliser pour produire plus d'électricité ? Du point de vue des autorités, cela fait sens »*, explique Yang Fuqiang, expert en énergies pour l'ONG Natural Resources Defense Council.

« Cela s'inscrit dans une démarche lancée il y a quelques années consistant à coupler extraction minière et production d'énergie dans les mêmes entreprises », poursuit-il. Pour rationaliser les coûts, les producteurs chinois de charbon ont été poussés à créer des filiales en charge de la production d'énergie. Une politique qui a permis à Shenhua Group, le leader chinois du charbon, de continuer

Le réseau électrique chinois n'est pas à la hauteur des ambitions du pays en matière de renouvelables

à faire des profits, quand la plupart des autres acteurs du secteur ont enregistré des pertes en 2015.

Les restrictions ne sont qu'une source de gaspillage de plus, qui vient s'ajouter à des problèmes connus. D'après une étude de la revue *Nature Energy* publiée le 23 mai, deux autres facteurs expliquent la différence de productivité énergétique entre la Chine et les Etats-Unis. Le parc éolien américain est équipé de turbines de meilleure qualité, plus efficaces. Surtout, le réseau électrique chinois n'est pas à la hauteur des ambitions du pays en matière de renouvelables. *« Des développeurs attirés par les subventions se sont dépêchés de construire des éoliennes, mais elles ne sont toujours pas raccordées au réseau »*, déplore Yang Fuqiang.

Pour le chercheur, l'amélioration du réseau chinois prendra encore plusieurs années pour relier les centres de production d'énergies renouvelables, dans les vastes provinces peu peuplées, avec les centres de consommation, sur la côte est du pays. L'urgence est au changement des mentalités : *« Pour l'instant, les autorités locales ont gardé les habitudes d'une Chine en croissance : charbon d'abord, renouvelables ensuite. Il faut inverser ces habitudes. »*

De nouvelles règles adoptées par Pékin vont dans ce sens. En mars, l'Administration nationale de l'énergie a imposé des quotas d'utilisation d'énergie renouvelable pour chaque province. Reste à savoir s'ils seront respectés... Officiellement, les fournisseurs d'électricité chinois sont déjà obligés d'acheter la totalité de l'électricité produite. ■

SIMON LEPLÂTRE

Pollution de l'air : l'Ile-de-France passe à l'offensive

Le plan présenté vendredi au conseil régional veut notamment généraliser les bus propres d'ici à 2025 et instaurer une écotaxe pour les poids lourds en transit

Les Parisiens ne sont pas les seuls en Ile-de-France à respirer un air vicié. *« Un million et demi de Franciliens, soit 12 % des habitants de la région, sont exposés chaque jour à des niveaux de pollution qui ne respectent pas les normes »*, ne cesse de rappeler la présidente (Les Républicains) de la région, Valérie Pécresse.

Cette dernière entend passer à la vitesse supérieure sur un dossier longtemps délaissé, selon elle, par l'exécutif régional. Vendredi 17 juin, M^{me} Pécresse devait présenter son plan pour la qualité de l'air (2016-2021). Environ 150 millions d'euros (hors transports) seront alloués, 10 millions cette année.

La région commencera par débloquer 2,6 millions d'euros pour venir en aide aux artisans et aux commerçants concernés par les prochaines restrictions de circulation qui s'appliqueront dans la capitale. Le 1^{er} juillet, la Mairie de Paris passera à la deuxième phase de son plan créant une « zone de circulation restreinte ». Après les bus, les cars et les poids lourds anciens (avant 2001), bannis depuis le 1^{er} juillet 2015, ce sont les véhicules individuels et utilitaires antérieurs à 1997, ainsi que les deux-roues motorisés avant 1999, qui

La région va expérimenter des dispositifs pour aspirer des particules émises lors du freinage du métro

seront interdits de circulation en semaine de 8 à 20 heures.

L'Ile-de-France va donc aider les commerçants concernés à opter pour des véhicules électriques ou fonctionnant au gaz naturel. Le dispositif ne sera pas cumulable avec celui mis en place par la Mairie de Paris. Comme ce dernier toutefois, la prime régionale sera plafonnée à 3 000 euros pour un utilitaire, 6 000 euros pour un fourgon et 9 000 euros pour un poids lourd et sera accessible aux entreprises de moins de dix salariés, mais sur un périmètre élargi à toute l'Ile-de-France. Au total, 3 000 véhicules pourraient en bénéficier.

« La région doit veiller aux conséquences de telles mesures sur l'ensemble de l'Ile-de-France. Depuis la nouvelle loi sur l'organisation ter-

ritoriale de la République, elle est chef de file sur les questions de qualité de l'air », rappelle Chantal Jouanno, vice-présidente du conseil régional, chargée de l'écologie et du développement durable.

Le plan pour la qualité de l'air, qui compte trente-six mesures, met par ailleurs l'accent sur le développement des transports en commun et leur « verdisation ». La région prévoit, sous l'égide du Syndicat des transports d'Ile-de-France, l'affectation de 1 000 nouveaux bus à la grande couronne. Elle veut aussi accélérer la mise en place des bus utilisant le gaz naturel comme carburant et des bus électriques. Son objectif : 100 % de bus propres en Ile-de-France en 2025.

Création d'un fonds « air-bois » Le métro, où l'air n'est pas plus sain que celui que l'on respire à l'extérieur, est aussi concerné. Il y a là aussi un enjeu fort de santé publique auquel la région entend s'attacher en travaillant avec la RATP pour expérimenter des dispositifs d'aspiration des particules émises lors du freinage des rames.

La région s'apprête également à lancer, dès septembre, en partenariat avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, un fonds « air-bois », doté de 2 millions d'euros. Il permettra d'accorder aux 42 000 ménages franciliens utilisant le bois comme énergie principale pour se chauffer une prime d'environ 1 000 euros pour le remplacement d'un appareil de chauffage ancien (avant 2002), d'un foyer ouvert ou d'un vieux poêle. De fait, selon Airparif, l'observatoire de la qualité de l'air en Ile-de-France, le chauffage au bois

résidentiel représente 23 % des émissions de PM10 (d'un diamètre inférieur 10 microns) dans la région et 32 % de celles de PM2,5.

Une des mesures les plus emblématiques reste la volonté de mettre en place une écotaxe pour les poids lourds en transit. *« C'est probablement celle qui aura le plus d'impact, soutient M^{me} Jouanno. Aujourd'hui, le principe pollueur-payeur ne s'applique pas aux poids lourds. Il serait pourtant normal qu'ils participent aux financements des mesures de lutte contre la pollution à laquelle ils contribuent. »*

Le plan prévoit que la présidence de la région soit *« mandatée pour définir avec l'Etat les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de l'écotaxe (...), ainsi que les modalités permettant de garantir l'équité et la conformité avec le cadre de la réglementation communautaire »*. La région n'a pas le pouvoir de mettre en place seule ce dispositif. Mais M^{me} Jouanno, comptant sur le soutien du gouvernement, espère une mise en œuvre de cette mesure dès 2018. *« Nous avons déjà les portiques [installés pour la feue écotaxe nationale] : plutôt que de les démonter, utilisons-les »*, relève-t-elle.

Dans un courrier du 18 mars à l'Association des régions de France, la ministre de l'environnement, Ségolène Royal – à l'origine de l'abandon de cette écotaxe –, a assuré que *« les régions ont toute légitimité à conduire des réflexions »* et à faire des propositions sur le sujet. L'écotaxe francilienne pourrait rapporter, selon les estimations de l'exécutif régional, quelque 100 millions d'euros par an. ■

LAETITIA VAN ECKHOUT

RESSOURCES
Accord européen pour encadrer le commerce de « minerais de sang »
Après un an de négociations, la Commission, les Etats membres et le Parlement européens se sont accordés pour encadrer l'importation des « minerais de sang ». Indispensables à la production des portables, ordinateurs ou ré-

frigérateurs, les matières premières visées – tungstène, étain, tantal et or – sont surtout importés d'Afrique où ils contribuent à financer les conflits. La future réglementation sera contraignante pour les entreprises importatrices, qui devront s'assurer et garantir qu'il n'existe pas de lien entre leur chaîne d'approvisionnement et les conflits. – (AFP)





Arnaud Montebourg et Cécile Dufлот, alors ministres, le 21 septembre 2013, au Conseil économique, social et environnemental, à Paris. MARC CHAUMEIL/DIVERGENCE

Le spectre du 21 avril fige le paysage à gauche

Hollande met en avant le risque d'une disqualification à la présidentielle pour décourager ses concurrents

La menace d'un nouveau 21 avril, brandie par François Hollande et ses proches, sera-t-elle suffisante pour décourager ses potentiels concurrents à gauche pour la présidentielle? Rien n'est moins sûr. Depuis plusieurs mois déjà, le chef de l'Etat évoque en privé ce risque si les candidatures devaient se multiplier sur son flanc gauche. Pour le président de la République, le fait que Marine Le Pen soit donnée qualifiée pour le second tour par quasiment tous les sondages rend d'office indispensable le vote utile à gauche pour éviter l'élimination générale.

Jean-Christophe Cambadélis, partisan de « l'unité de toute la gauche », rappelle ainsi fréquemment la différence entre la présidentielle de 2002 et celle de 2017. « En 2002, le 21 avril avait été un accident, personne ou presque ne l'avait vu venir. En 2017, en revanche, avec le tripartisme installé, le risque d'une qualification du FN au second tour est bien réel. Personne ne peut faire comme si cela était inimaginable », prévient le premier secrétaire du PS. Une alerte à l'intention d'Europe Ecologie-Les Verts, mais qui vaut également pour d'autres candidats éventuels, d'Arnaud Montebourg à Emmanuel Macron ou Nicolas Hulot.

L'avertissement ne vaut déjà plus pour Jean-Luc Mélenchon qui a déclaré sa candidature en février. Le fondateur du Parti de gauche reste pourtant un traumatisé de 2002. Alors ministre socialiste délégué à l'enseignement professionnel, il avait été profondément marqué par l'élimination de Lionel Jospin au premier tour de la présidentielle.

Quatorze ans plus tard, il a visiblement évolué sur le sujet, lui qui assure ne pas se sentir « concerné par ce raisonnement ». « C'est trop facile, s'agaçait-il récemment. Les socialistes pourraient changer de disque. Ce sont eux qui font monter M^{me} Le Pen. »

Cécile Dufлот n'en pense pas moins. En 2014, lorsqu'elle était encore au gouvernement, elle confiait au Monde : « Une fois pour

« Ce sont les socialistes qui font monter M^{me} Le Pen »

JEAN-LUC MÉLENCHON
candidat à la présidentielle

toutes, la défaite du 21 avril 2002 n'est pas due à l'éparpillement des candidatures. Croire cela, c'est être condamné à revivre le 21 avril : on n'oblige pas les citoyens à voter pour telle ou telle candidature. En 2002, le problème était une incompréhension par l'électorat de gauche du virage pris par la majorité de l'époque en 2000. » Depuis, la députée de Paris a sèchement rompu avec le chef de l'Etat après avoir quitté le gouvernement en 2014.

A moins d'un retournement de taille, il devrait donc y avoir un candidat écologiste en 2017, issu ou non des rangs d'Europe Ecologie-Les Verts. L'ex-patronne des Verts est persuadée qu'il existe un espace entre MM. Mélenchon et Hollande qui, selon elle, ont tout intérêt à éliminer la concurrence, ce qu'elle appelle le « Yalta de la vieille gauche ».

« Disqualifiés par avance »

« Hollande a essayé de nous tuer, mais ça n'a pas entamé la détermination de Cécile pour qu'il y ait une candidature écologiste forte l'année prochaine », affirme son entourage. Si elle n'a jamais caché ses ambitions présidentielles, M^{me} Dufлот a toujours assuré qu'elle laisserait la place à Nicolas Hulot si ce dernier décidait de se lancer.

Dans le camp de l'ancien présentateur d'« Ushuaïa », le député européen Pascal Durand est aussi irrité par ce qu'il considère comme « un chantage ». « Les socialistes devraient se poser la question de savoir s'ils sont crédibles et pas disqualifiés par avance, juge l'ex-patron d'Europe Ecologie-Les Verts. Ce sont eux qui sont responsables de la situation dans laquelle

on est. » Un autre proche de M. Hulot, Matthieu Orphelin, reconnaît cependant que le candidat malheureux à la primaire écologiste de 2011 a intégré ce paramètre à sa réflexion. « Ça fait partie de l'analyse politique qu'il mène », indique-t-il.

De tous les candidats potentiels à gauche, l'ancien envoyé spécial pour la protection de la planète de François Hollande est l'un des rares à ne pas avoir rompu avec le chef de l'Etat. « Dans ma relation personnelle avec lui, il ne m'a jamais déçu », confiait-il, lundi 13 juin, à Libération. M. Hulot se refuse d'ailleurs à attaquer frontalement le président de la République. Interrogé sur la possibilité de l'affronter en 2017, M. Hulot botte en touche : « Pour l'instant, je ne suis pas candidat. Lui non plus. Ce qui prime, c'est ce que chacun peut apporter pour que la France aille mieux. »

Reste Arnaud Montebourg. L'ancien ministre de l'économie est sûrement celui qui a le plus à perdre à présenter une candidature contre le chef de l'Etat. Ses proches font mine pour l'instant de ne pas être impressionnés par l'argument. Arnaud Montebourg a même menacé, jeudi 16 juin sur France Culture, d'être candidat en solitaire à la présidentielle si le PS n'organisait pas une primaire pour désigner son champion. « S'il n'y a pas de primaire, je ferai usage de ma liberté », a-t-il déclaré.

Sondages

M. Montebourg balaie le risque d'un nouveau 21 avril, en s'abritant derrière les sondages qui donnent d'ores et déjà M. Hollande perdant. « Nous avons aujourd'hui un président de la République qui est battu par Jean-Luc Mélenchon au premier tour », a-t-il déclaré.

Macron, pas candidat pour le moment

« Est-ce que je suis candidat à la présidence de la République française aujourd'hui ? Non », a déclaré Emmanuel Macron, vendredi 17 juin sur RTL. Le patron de Bercy, qui a lancé en avril son mouvement politique En Marche !, affirme que son « souhait aujourd'hui est de continuer à être ministre de l'économie et responsable d'un mouvement politique qui recompose, [il] l'espère, l'offre française ». Interrogé sur les ambitions qui lui sont prêtées de vouloir se lancer dans la course à l'Elysée contre François Hollande, Emmanuel Macron a répondu : « Les questions du microcosme pour savoir si je suis Coluche, Brutus ou que sais-je, ce sont vos questions. »

souligné jeudi. « Hollande est en réalité le seul candidat qui garantisse à la gauche un nouveau 21 avril et son élimination au premier tour, tous les sondages l'attestent. Tout autre candidat ouvre une petite possibilité », appuie un de ses amis.

Mais le poids sera lourd à porter pour le socialiste qui choisira de partir contre son camp. Ce que ré-

sume Francis Parny, un ex-dirigeant du PCF qui soutient aujourd'hui M. Mélenchon : « A partir du moment où Hollande est candidat, aucun socialiste n'ira car il sera considéré comme celui qui a fait perdre le chef de l'Etat et il perdra la bataille au sein du PS pour l'après-2017. » ■

RAPHAËLLE BESSE DESMOULIÈRES ET BASTIEN BONNEFOUS

La lente agonie de la primaire

COMMENT ENTERRER LA PRIMAIRE sans que cela se voie trop, ni trop vite? C'est en partie l'enjeu du conseil national qu'organise le Parti socialiste, samedi 18 juin à Paris. Mise sur la table en janvier par le collectif Notre primaire, l'idée d'une primaire de toute la gauche s'éloigne chaque jour un peu plus. Officiellement, Jean-Christophe Cambadélis jure être toujours disposé à l'organiser, à condition que chaque formation de gauche y participant accepte deux modalités : que François Hollande puisse y concourir s'il le juge nécessaire le moment venu et que chaque participant accepte de soutenir pour 2017 le gagnant quel qu'il soit. Le premier secrétaire du PS devrait en ce sens lancer samedi une forme d'ultimatum aux communistes et aux écologistes, en leur demandant de clore définitivement ce débat avant la rentrée de septembre.

En réalité, le patron des socialistes rejette sur ces deux partis la responsabilité d'un échec, tant il sait ses conditions inacceptables pour eux. Pierre Laurent, le secrétaire national du PCF, a en effet clarifié sa position au terme du congrès de son parti, le 5 juin. A la tribune, le sénateur de Paris a lancé aux socialistes : « François Hollande ne peut pas être votre candidat, il ne peut

plus être le nôtre, il ne peut plus être en 2017 le candidat qui fait gagner la gauche. » Le numéro un communiste n'a cependant pas renoncé à organiser une primaire de « l'autre gauche ». Côté écologistes, la position est encore plus claire. A l'issue de leur congrès, qui s'est tenu le 10 juin, les militants se sont prononcés pour une candidature écologiste à la présidentielle, qu'elle soit issue ou non de leurs rangs.

Congrès extraordinaire à l'automne

Mercredi 15 juin, le tribunal de grande instance de Paris a débouté trois adhérents du PS qui exigeaient de leur parti l'organisation d'une primaire pour 2017, en application de ses statuts. Un jugement qui laisse M. Cambadélis « les mains libres » pour la suite. Or, la direction du PS a créé l'émoi en interne, en évoquant, lors d'une réunion mercredi soir, l'éventualité d'un abandon de la primaire par la convocation d'un congrès extraordinaire du parti à l'automne.

Une hypothèse confirmée dès le lendemain par M. Cambadélis. « Plusieurs options sont sur la table : l'organisation d'une primaire de toute la gauche, l'organisation d'une primaire du seul PS ou, effectivement, le changement de nos statuts pour désigner

notre candidat lors d'une convention du parti », a-t-il détaillé au Monde.

L'entourage de M. Hollande fait tout pour éviter qu'il soit contraint de passer par la case primaire pour pouvoir se représenter. D'autres hauts responsables socialistes, comme Manuel Valls et même Martine Aubry, considèrent également qu'au regard des institutions le président sortant n'a pas à se soumettre à une compétition interne, alors que les frondeurs et Arnaud Montebourg veulent au contraire l'y obliger. Mais, au fil des semaines et des mauvais sondages pour le chef de l'Etat, le débat prend corps jusque dans les rangs de ses partisans.

« Il ne faut pas fermer la porte à la primaire, Hollande peut en avoir besoin à la fin de l'année pour se relégitimer à gauche, face à Montebourg notamment », estime un proche du chef de l'Etat. Autre argument avancé, au cœur du pouvoir : la primaire peut être un moyen pour la gauche de ne pas abandonner, à la rentrée, tout l'espace politique et médiatique à la droite et à sa primaire prévue fin novembre. « On ne peut pas laisser pendant des mois le peuple de gauche être spectateur de la primaire de la droite », estime un ministre. ■

R.B.D. ET B. BO

La négociation sur l’assurance-chômage échoue

Les partenaires sociaux se renvoient la responsabilité, l’Etat devrait proroger la convention Unédic

Il n’y a pas eu de coup de théâtre. Alors qu’ils parlaient depuis quatre mois pour tenter de mettre au point de nouvelles règles sur l’indemnisation des chômeurs, le patronat et les syndicats ont constaté, jeudi 16 juin, leur incapacité à trouver un terrain d’entente. Une issue tellement prévisible que la ministre du travail, Myriam El Khomri, l’a commentée dans un communiqué diffusé, jeudi peu après 15 heures, avant même que soit levée l’ultime séance de discussions entre partenaires sociaux.

A l’origine de cet échec, il y a l’opposition résolue des organisations d’employeurs à une nouvelle augmentation des cotisations sur les contrats à durée déterminée (CDD). Les confédérations de salariés, elles, exigeaient une telle mesure, au point d’en faire une condition *sine qua non* pour parapher un éventuel accord. Mais le Medef ayant redit, le 13 juin, lors d’un conseil exécutif, qu’il y était hostile, la probabilité de parvenir à un compromis était devenue extrêmement faible.

« L’attitude du patronat »

Le gouvernement a critiqué « *l’attitude du patronat* », estimant que c’est elle qui a conduit « *au blocage* », selon la formule de M^{me} El Khomri. Une analyse bien évidemment partagée par toutes les cen-

« Le Medef n’est même pas à la hauteur de ses responsabilités minimales, celles d’avoir un mandat pour négocier »

VÉRONIQUE DESCACQ
CFDT

trales syndicales. « *Le Medef est le principal responsable de [cette situation]* », a réagi Eric Aubin (CGT), après la rencontre entre partenaires sociaux. « *Ce n’est pas très agréable de devoir constater que (...) les organisations patronales ne sont même pas à la hauteur de leurs responsabilités minimales, celles d’avoir un mandat pour négocier puisqu’on n’a même pas commencé à négocier* », a renchéri Véronique Descacq, secrétaire générale adjointe de la CFDT. Le président du Medef, Pierre Gattaz, a, sans surprise, développé un argumentaire rigoureusement inverse, rejetant la faute sur des interlocuteurs syndicaux qui ne savent pas « *dépasser des postures dogmatiques* » et qui ne cherchent qu’à « *punir* » les entreprises en relevant les contributions sur les CDD. Depuis la création de l’Unédic (l’association paritaire chargée de

gérer le régime d’assurance-chômage), en 1958, c’est la deuxième fois que les représentants patronaux et syndicaux ne parviennent pas à un compromis sur les dispositions encadrant l’indemnisation des demandeurs d’emploi. Le seul et unique précédent date de 1982 : au cœur de la dis-corde, il y avait, là encore, une mise à contribution financière des entreprises, dont ne voulait pas le CNPF – l’ancien nom du Medef. Petit clin d’œil de l’histoire : à l’époque, le « patron des patrons » s’appelait Yvon Gattaz, le père de Pierre Gattaz...

En l’absence de « deal » entre organisations d’employeurs et de salariés, l’Etat reprend la main. Comme M^{me} El Khomri l’a indiqué, jeudi, un décret sera publié afin de proroger les paramètres de l’actuelle convention Unédic, qui expire le 30 juin ; ainsi, les chômeurs ont la garantie de recevoir leurs allocations. Un autre décret sera pris pour permettre l’entrée en vigueur de l’accord conclu le 28 avril sur les intermittents du spectacle ; le texte d’application devrait paraître, à la mi-juillet, dans le *Journal officiel*. Cet arbitrage donne satisfaction aux partenaires sociaux du monde culturel, en particulier à la CGT qui avait menacé de perturber les festivals si le compromis du 28 avril n’était pas mis en œuvre au début de l’été.

Dans l’entourage de Manuel Valls, on précise que le premier décret devrait prolonger « *de six mois, a priori* », les effets de la convention du régime général, signée en 2014. L’objectif, ajoute-t-on, est de « *laisser la possibilité* » aux syndicats d’employeurs et de salariés de se remettre autour de la table à la rentrée – cette fois-ci pour conclure. « *Il faut que les passions retombent et que chacun prenne la mesure de ce qui s’est passé. Les négociations doivent reprendre, on ne peut pas juste se dire que c’est fini à cause des postures des uns et des autres* », complète une autre source au sein de l’exécutif.

« Porte d’entrée pour l’emploi »

Mais ce scénario a très peu de chance de se concrétiser, à en juger par les positions affichées, jeudi, par les protagonistes. « *Nous sommes prêts à discuter à tout moment, mais nous ne voulons pas augmenter les cotisations sur les contrats courts. Tant que le contexte économique est instable et que les carnets de commandes ne se remplissent pas, les CDD demeurent une importante porte d’entrée pour l’emploi* », a martelé Jean-Michel Pottier, vice-président en charge des affaires sociales de la CGPME.

Au sein du Medef, certains dirigeants de fédération (métallurgie, platurgie par exemple) seraient disposés à étudier une majoration des contributions sur les contrats

courts, mais ils ont été mis en minorité par les « *durs* » du mouvement de Pierre Gattaz, décrypte une source au sein de l’exécutif. Le fonctionnement de l’organisation patronale est troublé par un début de guerre de succession pour remplacer Pierre Gattaz, celui-ci ayant annoncé depuis longtemps qu’il ne briguerait pas de nouveau mandat en 2018.

En outre, poursuit un syndicaliste, plusieurs leaders patronaux, proches du parti Les Républicains, n’ont aucune envie de faire un cadeau à l’équipe de Manuel Valls, en « topant » sur un accord à moins de dix mois de la présidentielle : une alternance se dessine, autant attendre jusque-là, se disent-ils en substance.

L’échec de la négociation Unédic place le gouvernement dans l’embarras, car il s’était engagé auprès de Bruxelles à réaliser des économies de 1,6 milliard d’euros sur l’assurance-chômage, en 2016 et en 2017. Envisage-t-il de relever les cotisations sur les CDD, sur sa propre initiative si le dialogue ne reprend pas du côté des partenaires sociaux ? « *Nous n’en sommes pas là*, répond-on à Matignon. *Nous n’avons pas construit de convention fantôme.* » Le casse-tête de l’assurance-chômage risque de rester sans solution d’ici au scrutin présidentiel de 2017. ■

SARAH BELOUEZZANE ET
BERTRAND BISSUEL

LE CONTEXTE

INTERMITTENTS

L’accord du 28 avril sur les intermittents du spectacle, signé par les partenaires sociaux du secteur, prévoit, entre autres, le rétablissement du principe des « *507 heures en douze mois* », comme le souhaitaient les syndicats : les artistes et les techniciens du spectacle devront effectuer 507 heures en douze mois, au lieu de 10 ou 10,5 mois à l’heure actuelle. En contrepartie, le texte prévoit des mesures d’économies – estimées entre 84 millions et 93 millions d’euros par un comité d’experts (un chiffrage jugé très optimiste par l’Unédic, pour qui les économies seront d’un niveau inférieur). Or, les organisations syndicales et patronales du monde culturel étaient censées trouver 105 millions d’euros d’économies. Il manquerait donc, au minimum, 12 millions. Matignon s’est engagé à couvrir la différence.

Au tribunal : « J’ai été arrêtée parce que je m’habille en noir »

Une « métalleuse » en larmes, un fiché « S » qui veut devenir avocat et un étudiant en philo suréquipé : le défilé des prévenus jugés en comparution immédiate au tribunal correctionnel de Paris pour « violences sur personne dépositaire de l’autorité publique », jeudi 16 juin, deux jours après la manifestation parisienne contre la loi travail marquée par de violents affrontements, n’aura pas beaucoup éclairé sur le profil des « casseurs ».

Marine B. est la seule femme sur le banc des accusés. Cette assistante d’éducation de 29 ans est en larmes. Son chat est seul dans son appartement à Amiens depuis mardi. Mais elle s’inquiète aussi pour elle. « *Je travaille pour l’Etat, si j’ai un casier judiciaire, je vais perdre mon travail* », articule-t-elle entre les sanglots. Marine B. est venue mardi avec un bus de Force ouvrière, mais défile « *en tant que citoyenne libre* ». Soudain elle se retrouve à côté d’un groupe vêtu de noir, qui jette des projectiles sur les CRS. La jeune femme est interpellée avant d’être conduite à l’hôpital. Trois points de suture le crâne, trois jours d’arrêt de travail. « *J’ai été arrêtée parce que je m’habille en noir, j’ai un look de métalleuse* », estime-t-elle. Elle est relaxée.

« EN VOYANT LES IMAGES DES CRS ET MANIFESTANTS BLESSÉS, J’AI VOULU PRENDRE MES PRÉCAUTIONS »

QUENTIN G.
jugé après la manifestation contre la loi travail

« *militant antiraciste et anti-islamophobie*. » Son dossier évoque plutôt un port d’arme prohibé, des violences aggravées, la présence dans un groupe armé. Faisal A. portait mardi un masque de carnaval, vénitien, doublé d’un autre, chirurgical. « *Le chirurgical, pour les gaz lacrymogènes, et le vénitien, pour réaliser de belles photos* », explique-t-il. Le jeune homme est condamné à six mois de prison avec sursis.

Un masque de plongée, une casquette coquée, des protège-tibias, un protège-sexe et un K-Way noir : c’est l’équipement de Quentin G., un étudiant en philosophie de Poitiers. Le jeune homme de 22 ans se défend : « *En voyant les images des CRS et manifestants blessés à la télé, j’ai voulu prendre mes précautions.* » Il est interpellé en fin d’après-midi près d’un groupe d’une cinquantaine de casseurs. Un policier l’accuse de lui avoir lancé des projectiles.

Son profil – il est décrit comme un élève brillant – ne colle pas avec celui d’un casseur. La présidente lit alors sa déposition : « *Si je devais me préparer à l’affrontement, je prendrais un marteau et une kalachnikov.* » De l’ironie, selon son avocate. La présidente laisse échapper une grimace. « *Pensez-vous que dans le contexte actuel, il soit judicieux d’utiliser ces termes pendant une garde à vue ?* » Quentin G. est condamné à six mois de prison avec sursis et 200 euros d’amende pour préjudice moral contre le policier. ■

CLÉMENTINE BILLÉ

RELIGION

Emmanuel Gobilliard nommé évêque auxiliaire de Lyon

M^{re} Emmanuel Gobilliard, 48 ans, recteur de la cathédrale du Puy-en-Velay et qui a exercé plusieurs ministères auprès de jeunes, a été nommé évêque auxiliaire de l’archidiocèse de Lyon par le pape François, jeudi 16 juin. Le nouveau prélat a indiqué que sa mission lui sera donnée dans les prochains jours par le cardinal Philippe Barbarin, archevêque de Lyon. M^{re} Gobilliard arrive à Lyon quelques jours après que le cardinal Barbarin eut été entendu, le 8 juin, dans le cadre d’une enquête préliminaire pour des faits de « *non-dénonciation* » d’agressions sexuelles. – (AFP)

ÉDUCATION

L’ENA face à des difficultés financières

L’ENA fait face à un déficit « *chronique* », explique une note interne citée par *Acteurs publics*. Selon le magazine, les charges de l’institution augmentent et « *la subvention que verse l’Etat à l’ENA ne suffit plus à payer la rémunération des personnels de l’école et des élèves, futurs hauts fonctionnaires* ». L’institution craint « *une forte tension sur la trésorerie dès 2018* », voire début 2017, écrit la direction dans une note datée de février. – (AFP)

JUSTICE

Perpétuité pour le meurtre du jeune Alexandre Junca

La cour d’assises de Pau a condamné jeudi 16 juin à la réclusion criminelle à perpétuité le principal accusé du meurtre d’Alexandre Junca, collégien de 13 ans tué puis démembré en 2011 dans des circonstances sur lesquelles les quatre condamnés n’ont fait que lever un petit coin de voile. Mickaël Baerhel, un marginal âgé de 30 ans, était poursuivi pour « vol avec violences ayant entraîné la mort ». – (AFP.)

Martinez et El Khomri constatent leurs désaccords sur la loi travail

L’échange entre le patron de la CGT et la ministre n’a pas fait évoluer les positions de chacun sur le fond mais a acté une reprise du dialogue

Un « *échange constructif* », c’est ainsi que Philippe Martinez a qualifié l’entretien d’une heure trente qu’il a eu, vendredi 17 juin, avec Myriam El Khomri. Le secrétaire général de la CGT a adopté un ton résolument modéré, soulignant : « *La ministre nous a écoutés.* » Mais sur le fond, il n’y a aucun changement notable et les deux parties sont restées sur leurs positions. La centrale a confirmé ses prochaines journées d’action, les 23 et 28 juin, tout en réitérant sa demande de suspension du débat parlementaire à laquelle la ministre du travail a déjà opposé une fin de non recevoir. « *On a précisé un certain nombre de points autour de la colonne vertébrale* » du texte, à savoir l’article 2 qui, en donnant la priorité à la négociation d’entreprise sur le temps de travail, consacre l’inversion de la hiérarchie des normes.

Mais, pour cette première prise de contact, « *nécessaire* », a-t-il répété depuis le début de la contestation il y a plus de trois mois, M. Martinez parle plus de réécriture du projet de loi que de retrait. Mettant en avant six articles du texte, comme la hiérarchie des normes, le référendum d’entreprise, la définition des licenciements économiques, la médecine du travail, le leader de la CGT a souligné qu’il fallait

« *réécrire ou retirer* » ces textes. « *Ces désaccords sont confirmés aujourd’hui* », a-t-il ajouté, en affirmant que « *c’est le gouvernement qui gouverne et c’est lui qui a la main. On n’a pas écrit d’amendements, on a fait des propositions* ». La question du rôle des branches, pour mieux encadrer les accords d’entreprise, a été évoquée lors de cet entretien où la ministre, a dit M. Martinez, « *a écouté attentivement. Elle va étudier nos propositions* ». A propos de la volonté du rapporteur, Christophe Sirugue, de permettre aux branches de donner un avis sur les accords d’entreprises, le dirigeant syndical a affirmé son opposition : « *Un avis, cela ne veut rien dire, ce n’est pas contraignant, donc cela ne nous va pas.* »

« Décrédibiliser le mouvement »

M. Martinez a déploré l’absence de réponse de François Hollande à la demande d’entretien des sept organisations engagées dans la contestation mais il a pris soin de ne pas polémique sur les suites de la manifestation du 14 juin et sur la mise en cause par Manuel Valls de la CGT dans les violences, se contentant de rappeler sa condamnation des incidents les plus graves et observant que « *les casseurs sont là pour décrédibiliser le mouvement social* ».

Du côté du cabinet de la ministre on se félicite du « *retour du dialogue social* » tout en actant l’absence de terrain d’entente : « *Il était important de renouer le fil du dialogue, ils n’étaient venus à aucune réunion depuis le mois de janvier* », fait-on remarquer dans l’entourage de la ministre. Elle même a expliqué face aux télévisions : « *Nous n’avons pas trouvé de consensus, ça ne veut pas dire qu’on ne peut pas s’écouter ou se parler.* »

« Un avis, cela ne veut rien dire, ce n’est pas contraignant, donc cela ne nous va pas »

PHILIPPE MARTINEZ
secrétaire général de la CGT

M^{me} El Khomri a par ailleurs martelé qu’il était hors de question de toucher à l’article 2, sur les accords de branche en matière de temps de travail et qui cristallise les désaccords. « *Les propositions m’ont été remises ce matin, nous allons les étudier comme celles de tous les autres syndicats. Enrichir le texte oui mais sans en dénaturer la philosophie* », a-t-elle déclaré.

Cette rencontre ne devrait rien changer au calendrier de mobilisation prévu par l’intersyndicale qui se dit « *déterminé* » et exige toujours le retrait de la loi. Deux nouvelles grandes journées de manifestations sont prévus avant la fin juin. Les syndicats veulent peser au moment du retour du texte devant l’Assemblée Nationale le 23 juin et lors de son vote au Sénat le 28 juin. Les centrales souhaitent, par ailleurs, signifier leur détermination face au gouvernement en remettant la votation citoyenne qu’ils ont organisée à la présidence de la république avant la fin du mois de juin.

Mais que les syndicats ne se méprennent pas a déjà prévenu Manuel Valls, le texte qui est discuté au Sénat depuis le 13 juin et pour lequel 200 amendements ont été déposés, « *ira jusqu’au bout* ». ■

S. B. ET
MICHEL NOBLECOURT

Le plan de la droite en faveur de la médecine libérale

Proposition de loi, document d’orientation : le parti Les Républicains dévoile ses projets en matière de santé

La santé sera-t-elle en 2017 un axe fort du candidat de droite à l’élection présidentielle ? Six mois après l’adoption de la loi santé, l’Assemblée nationale a examiné, jeudi 16 juin, une proposition de loi des Républicains qui donne à voir les débats de l’année à venir. Le texte prend le contre-pied de la loi tout juste votée qui a instauré le tiers payant généralisé et tant déplu aux médecins libéraux.

« La santé, troisième préoccupation des Français selon de nombreux sondages, sera au cœur des débats entre les candidats et leur formation, c’est du moins le vœu que je forme », a déclaré à la tribune Arnaud Robinet, député Les Républicains (LR) de la Marne et maire de Reims. Le texte a, sans surprise, été rejeté après trois heures de débat. Mais ses douze articles ont cependant permis de dresser les points de consensus entre les candidats à la primaire : « *déshospitaliser* » le système de soins et « *redonner toute sa place à la médecine de ville* ». Un programme aux airs de revanche pour certains médecins libéraux, qui avaient vu dans la loi santé la mort programmée de la médecine libérale.

Tous – Alain Juppé notamment – n’ont pas encore dévoilé l’ensemble de leurs propositions sur le sujet. Mais une mesure s’impose d’ores et déjà : l’abrogation du tiers payant généralisé, censé entrer en vigueur le 1^{er} décembre 2017. La généralisation du tiers payant est populaire, indiquent les sondages, mais « *c’est une réforme inutile et dangereuse* », estime Jean-Pierre Door, le rapporteur de la proposition de loi. Le député LR du Loiret propose de « *laisser la liberté* » aux praticiens d’appliquer s’ils le souhaitent cette dispense d’avance de frais.

Les professionnels libéraux, échaudés par la loi santé, sont des électeurs choyés par la droite. En appelant à privilégier la formation des étudiants hors de l’hôpital, ou à diversifier et à revaloriser les tarifs des consultations, l’opposition sait qu’elle trouve un accueil favorable.



Le 15 mars 2015, ils avaient été des milliers à défiler dans les rues de Paris pour demander le retrait de la loi santé. « *L’hôpital a été la priorité des quinze dernières années. Le temps est venu de la médecine de ville !* », déclarait Nicolas Sarkozy au *Quotidien du Médecin* le 26 mai. La veille, il avait promis qu’« *un grand plan “Médecine libérale 2020” [serait] une grande loi du prochain quinquennat* ».

« Il s’agit de défaire les mesures les plus politiques de la gauche autour de l’hôpital public »

PATRICK HASSENTEUFEL
professeur d’université

Pas question pour autant pour l’opposition d’abroger dans leur intégralité les 227 articles de la loi promulguée en janvier. « *Alors qu’Alain Juppé, François Fillon et Nicolas Sarkozy se sont chacun engagés à abroger purement et simplement ce texte, (...) nous ne pouvions nous attendre qu’à un grand chambardement, une révolution* », a ironisé Marisol Touraine dans l’Hémicycle. La ministre de la

Deux textes pour légiférer sur la GPA

L’Assemblée nationale a examiné, jeudi 16 juin, deux propositions de loi de la droite contre la gestation pour autrui. L’une, du député Philippe Gosselin (LR, Manche), vise à inscrire le principe d’indisponibilité du corps humain dans la Constitution. L’autre, de Valérie Boyer (LR, Bouches-du-Rhône), veut porter à cinq ans de prison et 150 000 euros d’amende le recours à une mère porteuse. « *La GPA est interdite en France. Notre cadre est suffisant* », a rétorqué le secrétaire d’Etat chargé des relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen. Le vote de ces propositions, rejetées en commission des lois mercredi 8 juin, doit intervenir le 21 juin.

santé a souligné que le texte ne proposait pas la suppression de mesures comme le paquet de cigarettes neutre, les salles de consommation de drogue à moindre risque ou la suppression du délai de réflexion pour l’IVG. Des mesures pourtant vigoureusement combattues par la droite lors de l’examen du texte.

Le 25 mai, Les Républicains ont publié un document d’orientation de vingt-cinq pages précisant leurs propositions sur les questions de santé. Le texte prône notamment un rôle accru des cliniques privées, la lutte contre la fraude sociale, la suppression de l’aide médicale d’Etat qui permet des soins gratuits aux sans-papiers ou l’abaissement du taux de prise en charge par la Sécurité sociale de 76 % à 73 %.

« Bons comportements »

« On retrouve en miroir inversé les mêmes thèmes que lors de la campagne de 2012, commente Patrick Hassenteufel, professeur de sciences politiques à l’université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines. *Il s’agit pour la droite de défaire les mesures les plus politiques de la gauche autour de l’hôpital public et de l’accès aux soins* ».

Autre proposition forte chez les Républicains : l’instauration d’un « contrat personnel de prévention » entre l’Assurance-maladie, les organismes complémentaires et l’assuré. Lequel « *s’engagerait ainsi à être pleinement acteur de son maintien en bonne santé* ». « *J’ose espérer que derrière cette unique proposition ne se cache pas l’idée de conditionner la prise en*

charge par l’Assurance-maladie aux bons comportements », a prévenu jeudi Marisol Touraine.

Dans cette même logique de responsabilisation des patients, Bruno Le Maire a également proposé que si un patient se présente aux urgences alors qu’il n’y a pas de caractère d’urgence à sa venue, il paierait « *de sa poche un surcoût* ». Il a également souhaité que les patients qui prendraient un rendez-vous pour une consultation chez un médecin libéral et n’honoreraient pas ce rendez-vous acquittent une franchise.

Un point ne figure cependant ni dans la proposition de loi ni dans le programme du parti. Dans quelle mesure les hôpitaux publics seront-ils touchés par la suppression de centaines de milliers de postes de fonctionnaires que les candidats à la primaire appellent aujourd’hui tous de leurs vœux ? « *Il y a une surenchère libérale sur cette question pour remporter les primaires*, explique Luc Rouban, directeur de recherches au CNRS. *Mais c’est un jeu très dangereux, ces engagements vont mettre les candidats dans une situation intenable ensuite* », ajoute le chercheur.

Nicolas Sarkozy a promis entre 300 000 et 350 000 suppressions d’emplois publics, François Fillon, 500 000. « *L’objectif n’est pas de diminuer le nombre d’agents dans les hôpitaux mais d’être plus efficient, notamment via des mutualisations* », plaide M. Robinet. Des menaces de suppressions de postes que Mme Touraine ne devrait pas manquer de mettre en avant au cours des prochains mois. ■

FRANÇOIS BÉGUIN

A Mayotte, « on va travailler avec la peur de se faire assassiner »

La situation s’est encore dégradée dans l’archipel, malgré les renforts de police destinés à endiguer la délinquance et l’immigration clandestine

À Mayotte, chaque jour ou presque charrie son lot de violences qui viennent rappeler le climat d’insécurité régnant sur l’archipel. Jeudi 16 juin encore, vers 5 heures, des « coupeurs de route » – ces petits grou-

pes de jeunes armés qui érigent des barrages de fortune sur les axes routiers et rackettent les automobilistes – ont bloqué plusieurs véhicules, dont deux ont été incendiés, et agressé leurs passagers aux abords de Dembeni, à une dizaine de kilomètres au sud de Mamoudzou, le chef-lieu du département.

« On va travailler la boule au ventre, avec la peur de se faire assassiner, confie une habitante, jointe par *Le Monde*, qui souhaite garder l’anonymat. *On ne peut plus vivre, on a l’impression d’être des lapins. Quelques centaines de personnes sèment la terreur* ». La tension ces dernières semaines n’a fait que croître, malgré les renforts de police et de gendarmerie – 102 policiers et 42 gendarmes supplémentaires – affectés sur l’île. « *Cette fois, ce n’est pas seulement de la délinquance, c’est la guerre, s’exclame le maire de Dembeni, Ambdi Hamada Jouwaou. J’ai peur que ça finisse mal et que certains mettent le feu. Il faut que l’Etat agisse, vite.* »

Début juin, la ministre des Outre-mer, George Pau-Langevin, et le ministre de l’intérieur, Bernard Cazeneuve, avaient présenté un « plan sécurité à Mayotte » destiné à endiguer la délinquance et l’immigration clandestine. L’afflux de Comoriens – dans cet archipel dis-

tant d’à peine 70 kilomètres pour l’île d’Anjouan, la plus proche des côtes mahoraises – engendre une situation explosive. Des dizaines de milliers de personnes, sans travail ni revenu, vivent dans des conditions indignes. Les gamins déscolarisés errent dans les rues, font les poubelles pour se nourrir. La délinquance et la criminalité prennent des proportions effarantes, surtout quand de mauvaises drogues de synthèse – la « chimique » – font des ravages.

Un document, 324 mesures

Une partie de la population accuse cette immigration clandestine de tous les maux. Depuis plusieurs semaines, des « comités de villageois » ont mené des opérations d’expulsion de leurs logements des Comoriens, en situation irrégulière ou non. Des centaines de familles ont ainsi été « décasées ».

Près de 300 personnes chassées de chez elles, dont les deux tiers d’enfants, sont toujours regroupées dans un camp de fortune sur la place de la République, à Mamoudzou. « *Des personnes en situation régulière ou en cours de régularisation* », affirme la Ligue de droits de l’homme qui, avec plusieurs autres associations, tente de subvenir à leurs besoins.

Jeudi, le nouveau préfet de Mayotte, Frédéric Veau, réunissait les maires de l’île. Il s’est félicité qu’aucune opération d’expulsion n’ait eu lieu depuis le 5 juin « *grâce à la mobilisation des forces de gendarmerie pour éviter tout débordement et toute violence physique* ».

Il a également établi un bilan de l’intensification des reconduites à la frontière. « *Au cours des six dernières semaines, 92 opérations ont été réalisées et 750 étrangers en situation irrégulière ont été amenés au centre de rétention administrative en vue d’être reconduits à la frontière* », a indiqué le préfet. Cela porte à 3 706 le nombre total d’étrangers en situation irrégulière expulsés du territoire sur cette période. Transposé sur l’année, ce chiffre équivaldrait à 30 000 reconduites. En 2015, il a été procédé à 18 763 expulsions.

Ces six dernières semaines, 3706 étrangers en situation irrégulière ont été expulsés du territoire

« *Le nombre de reconduites à la frontière à Mayotte est équivalent à celui de la France entière. On peut peut-être encore l’accroître, mais que faire ? Construire un mur ?* », faisait remarquer M^{me} Pau-Langevin, samedi 11 juin, alors qu’elle recevait au ministère une délégation d’élus et de représentants institutionnels de Mayotte.

A cette occasion a été dressé un bilan de la mise en chantier du plan « Mayotte 2025 » signé le 13 juin 2015 par Manuel Valls, qui fixe six grands objectifs à atteindre en dix ans en matière de santé, d’éducation, de développement économique, d’environnement, de logement et d’urbanisme.

Selon ce premier bilan, sur les 324 mesures énumérées dans ce document, 95 ont été réalisées et 167 engagées. « *Nous avons bien identifié les problèmes concernant l’éducation et les jeunes en déshérence*, confiait la ministre, *mais on progresse lentement quand les besoins progressent rapidement. Il reste beaucoup d’embûches mais la volonté existe de permettre à Mayotte d’être une île française du XXI^e siècle. Nous faisons le maximum.* »

Présent à cette rencontre, Ibrahim Aboubacar, député socialiste de Mayotte, appelait à « *consoli-*

der la concertation entre le gouvernement et les élus ». « *Les fonds sont là, il faut maintenant mobiliser les énergies pour consommer les crédits* », estimait l’élue, mettant l’accent sur la nécessité d’accélérer la construction d’écoles primaires et la restauration scolaire et alertant sur l’effondrement du système de santé. « *Il ne peut pas y avoir qu’une réponse policière. La stabilité du territoire appelle une réponse globale aux problèmes économiques et sociaux* », mettait en garde M. Aboubacar, reconnaissant cependant qu’« *on va dans le bon sens* », même si les progrès sont encore insuffisants. ■

PATRICK ROGER

OSF - CESSATIONS DE GARANTIE

LOI DU 2 JANVIER 1970 - DECRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44

QBE FRANCE, sis Cœur Défense – Tour A – 110 esplanade du Général de Gaulle – 92931 LA DEFENSE CEDEX (RCS NANTERRE 414 108 708), succursale de QBE Insurance (Europe) Limited, Plantation Place dont le siège social est à 30 Fenchurch Street, London EC3M 3BD, fait savoir que la garantie financière dont bénéficiait :
S.A.R.L. METIS-IMMO SARB
96 Avenue Franz Lehar
Villa Franz Lehar
83700 SAINT RAPHAEL
SIREN : 429 066 442

depuis le 21 octobre 2005 pour ses activités de : Transactions sur Immeubles et Fonds de Commerce cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'Etablissement garant sis Cœur Défense – Tour A – 110 esplanade du Général de Gaulle – 92931 LA DEFENSE CEDEX. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la S.A.R.L. METIS-IMMO.

A Magnanville, les policiers « seuls au monde »

Une « marche blanche » a réuni des centaines de collègues du couple assassiné mardi par Larossi Abballa

Le cortège s’arrête dans l’allée des Perdrix, à Magnanville (Yvelines) ; trois mille personnes peut-être, des policiers surtout, une rose blanche à la main. Le pavillon de leur collègue, Jean-Baptiste Salvaing, se trouve à quelques mètres à peine, bordé d’une petite haie sage. C’est là qu’il a été assassiné au nom de l’organisation Etat islamique (EI), le 13 juin, comme sa femme, Jessica Schneider, fonctionnaire au commissariat de Mantes-la-Jolie.

Une photo où ils sont enlacés, visages jeunes, rieurs, est partout dans la foule, épinglée sur les blousons, imprimée sur les tee-shirts. Ou scotchée sur le revolver, que beaucoup portent à la ceinture, ostensiblement – « *prêt à servir* », dit quelqu’un. Il est midi, jeudi 16 juin.

François Hollande devait présider vendredi une cérémonie officielle à la préfecture de Versailles, en présence des familles des victimes, du premier ministre, Manuel Valls, et du ministre de l’intérieur, Bernard Cazeneuve. Et deux manifestations d’hommage sont déjà organisées par des élus locaux. Mais les policiers ont voulu leur propre « marche blanche », avec la volonté « *de se retrouver entre soi* ». Un jeune policier des Mureaux marche la main sur son arme : « *On se sent seuls au monde*. » Un collègue rectifie : « *Seuls contre le reste du monde*. »

Incapables de retenir la colère
Quelques-uns parlent technique, diminution des effectifs et des moyens. Ou bien évoquent la fatigue accumulée depuis des mois, les grèves, les attentats, les matchs de foot. Mais sans conviction, au fond, comme si on n’en était plus là maintenant.

« *Mais on ne vient pas faire le coup du syndicalisme* », annonce

Un retraité de la police va demander un port d’arme. « Toi aussi ? Ils veulent nous éliminer », s’exclame son voisin

l’un d’eux. D’ailleurs, la plupart refusent tout simplement de parler, incapables parfois de retenir leur colère. « *Nous, on fait un boulot de merde, mais les journalistes, encore plus !* », crie un gradé.

En tête de cortège, un petit groupe demande qu’aucun gros plan ne soit fait sur les visages, « *par mesure de sécurité. L’opération contre Jean-Baptiste et Jessica était ciblée* ». D’une source proche de l’enquête, Larossi Abballa, leur assassin, aurait dit aux policiers du RAID, l’unité d’intervention de la police nationale : « *Il est venu chez moi, maintenant, c’est moi qui viens chez lui*. » Le lien entre les deux hommes, qui vivaient dans le même secteur, n’est pourtant pas encore formellement établi.

Trois proches du tueur, des hommes âgés de 27, 29 et 44 ans, interpellés mardi, ont vu jeudi leur garde à vue prolongée de quarante-huit heures supplémentaires. Peut-être permettront-ils de comprendre ce qui a mené Larossi Abballa à prendre le couple pour cible. Les enquêteurs espèrent aussi puiser des informations dans le matériel informatique et téléphonique saisi chez les trois gardés à vue, ainsi que dans celui d’Abballa.

Dans le cortège, deux policiers de Brunoy discutent des détours



Les policiers ont voulu leur propre « marche blanche », jeudi 16 juin, dans les Yvelines. PHOTO MARC CHAUMEIL/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

et des ruses dont ils usent pour rentrer désormais chez eux, « *maintenant qu’on vient [les] tuer dans [leurs] maisons* ». Aucun n’est venu manifester en tenue : « *Trop dangereux*. » Un retraité de la police va demander un port d’arme. « *Toi aussi ? Ils veulent nous éliminer* », s’exclame son voisin.

« *La communication avec les services de l’antiterrorisme ne se fait pas : ils nous considèrent comme des minables* », explique un gradé

de Mantes-la-Jolie. Bruno Estebe, adjoint à la sûreté urbaine des Yvelines, est désigné pour prendre la parole au nom de tous : « *On n’a pas peur, mais, au quotidien, quand on nous envoie faire des interpellations, on ne nous dit pas qui on va trouver derrière la porte, une petite frappe ou une fiche S*. »

Il a du mal à parler calmement. « *Quand on pose des questions sur l’enquête pour Jean-Baptiste et Jessica, le ministère de l’intérieur*

nous répond : “On ne sait pas.” On ne peut plus s’en contenter. Aujourd’hui, ce sont les nôtres qui ne nous aident pas. »

« Top secret »
Quand *La Marseillaise* monte sous la pluie devant un parterre de fleurs et de bougies, les larmes se mettent à couler. Une policière est prise de tremblements pendant le couplet où les « *féroces soldats* (...) viennent jusque dans vos

bras égorger vos fils et vos compagnes ». D’autres se cachent le visage. « *On demande aux journalistes de dégager*, dit un des organisateurs. *On ne veut pas de photos de ce qui va se passer, top secret*. »

Ça y est, ils sont vraiment tout seuls cette fois, les policiers. Plus qu’eux, rien qu’eux. Et, comme s’ils ne pouvaient se retenir davantage, ils tombent en sanglotant dans les bras les uns des autres. ■

FLORENCE AUBENAS

Un homme suspecté de préparer des attaques arrêté à Carcassonne

Ce Français converti à l’islam se disait prêt à « mourir en martyr »

Il voulait aller en Syrie. A défaut d’y être parvenu, il aurait choisi de « *mourir en martyr* » en France. Lundi 13 juin, aux alentours de 21 heures, alors que Larossi Abballa venait de commettre un double assassinat au couteau à Magnanville (Yvelines), un jeune homme de 22 ans était arrêté à la gare de Carcassonne en possession d’un couteau et d’un petit marteau.

Le même jour, le parquet antiterroriste de Paris avait ouvert une enquête pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste criminelle, « *sur la base de renseignements et compte tenu de la crainte d’un passage à l’acte imminent* », indique une source judiciaire. D’abord placé en garde à vue à Toulouse, le jeune homme a été transféré jeudi 16 juin à Levallois-Perret, au siège de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI).

D’ores et déjà, le jeune homme « *reconnaît s’être rendu sur Carcassonne pour des passages à l’acte visant des Américains et des Russes* », indique la même source. Il envisageait de s’en prendre ensuite à des gendarmes et à des policiers. Une source proche de l’enquête précise que, lors de ses auditions, il aurait reconnu s’être rendu à Carcassonne un mois plus tôt pour y faire des repérages.

De nationalité française, converti à l’islam en 2014, le jeune homme a passé son enfance à Lu-

nel (Hérault), une commune dont plusieurs jeunes ont rejoint l’Etat islamique (EI) en Syrie. L’homme interpellé lundi n’était pas de la même génération mais il aurait « *grandi dans l’admiration de ces “grands frères”* », selon une source proche de l’enquête. Il aurait même entretenu des contacts avec plusieurs d’entre eux en Syrie, ainsi que d’autres Français partis faire le djihad.

« Misère sociale et intellectuelle »
« *Il regardait des vidéos de décapitation et en rêvait la nuit* », ajoute M^e Jocelyn Momasso Momasso, son avocat. Sa radicalisation se serait faite à travers Internet, sur Facebook et, surtout, Telegram, une messagerie prisée par les djihadistes de l’EI. C’est d’ailleurs parce qu’il se vantait sur les réseaux sociaux d’un prochain passage à l’acte que son interpellation a été déclenchée, précise une source policière.

Si son casier judiciaire est vierge, le jeune homme était connu des services de renseignement et avait été assigné à résidence dans le cadre de l’état d’urgence, en février. « *Il avait déjà proféré plusieurs fois des menaces et montré des signes de radicalisation* », étaye la source policière. Il avait notamment été convoqué pour un entretien administratif à la DGSI en 2015, au cours duquel il avait admis des sympathies pour le « califat » fondé par l’EI.

Si, d’après la même source, il semble avoir des problèmes mentaux assez lourds, un examen médical rapide l’a déclaré apte à la garde à vue. « *Je n’ai pas eu l’impression d’avoir affaire à quelqu’un de fou*, ajoute M^e Momasso Momasso. *Il s’exprimait de façon claire, détaillée et déterminée. Il assume les faits*. »

Il les aurait justifiés par des considérations géopolitiques sur le conflit israélo-palestinien ou la situation en Irak et en Syrie, faisant part de son aversion toute particulière pour les musulmans de France, considérés comme des « *koufars* » (« mécréants »).

L’avocat souligne un parcours difficile, marqué par la « *misère sociale et intellectuelle* ». « *C’est un jeune homme fragile, qui ne travaillait pas*. » Après avoir quitté Lunel, il aurait vécu dans plusieurs villes du sud de la France, dans des foyers ou à la rue, avant de prendre un appartement dans la commune tarnaise de Lisle-sur-Tarn.

D’après une source proche de l’enquête, un fusil de chasse a été retrouvé lors de la perquisition de son domicile. « *Son but, c’était de rejoindre la Syrie, mais il n’avait pas assez d’argent* », ajoute son avocat. C’est en obtenant l’aval d’un émir français basé en Syrie qu’il aurait décidé de passer à l’acte. Arrivé à Carcassonne, il se serait assoupi à la gare. Avant d’être interpellé. ■

JULIA PASCUAL

Kerviel, un « couillon » manipulé par la Société générale ?

Jacques Werren est un témoin heureux. Ancien directeur financier de banque et ex-directeur général adjoint du Marché à terme international de France (Matif), cité jeudi 16 juin par la défense de Jérôme Kerviel, il a plein de choses à dire à la cour d’appel de Versailles.

Jacques Werren est en effet « *indigné* », « *abasourdi* » même, que la Société générale puisse prétendre avoir tout ignoré des activités frauduleuses de son tradeur avant janvier 2008. « *C’est impensable, incompréhensible, un déni de bon sens, on se moque de la cour, je vous demande de me croire*. »

La cour, en tout cas, l’écoute avec attention expliquer qu’il est totalement impossible de croire que Jérôme Kerviel aurait « *masqué* » les positions à risque qu’il prenait, notamment celles d’un montant de 50 milliards d’euros sur les contrats boursiers européens. « *Balivernes !* », s’enflamme t-il.

Le président, Patrick Wyon, intervient d’une voix neutre : « *C’est pourtant Jérôme Kerviel qui, dans le dossier d’instruction, a expliqué comment il avait masqué ses positions. Ce que vous dites est donc contredit par Jérôme Kerviel lui-même*. »

« Desk fantôme »

Le témoin a sa petite idée sur la question : « *L’hypothèse que je formule et qui est tout à fait raisonnable, c’est que la banque couvrirait Jérôme Kerviel et que les pertes Kerviel sont des pertes de subprimes déguisées. La banque aurait pu initier des positions à partir d’un autre poste, d’un autre desk*. » L’hypothèse de ce « desk fantôme », validé par « *la hiérarchie élevée* », avait fait les belles heures du procès en appel. « *C’est mon scénario, et il est très probable* », maintient le témoin.

Philippe Houbé lui succède à la barre. Ancien chargé de compte à la société de courtage Fimat, filiale de la Société générale, il a été licencié en 2013 à la suite de son témoignage en faveur de Jérôme Kerviel devant la

cour d’appel de Paris, dit-il. Il vient à son tour défendre la thèse d’une banque qui non seulement savait mais organisait tout et aurait surtout alourdi la perte imputée à Jérôme Kerviel, pour alléger ses propres pertes dues aux subprimes.

Le président en revient toujours à la même question : « *Mais pourquoi Jérôme Kerviel masquait-il ses positions ?* »

– *Parce qu’il espérait tromper quelqu’un. Je ne sais pas qui, mais il n’a jamais trompé personne*. »

Le président résume : « *Donc, l’ordonnance de renvoi, puis le jugement du tribunal, puis l’arrêt de la cour d’appel expliquent qu’un individu a trompé la banque qui ne s’en est pas aperçue. Et vous, vous dites qu’en réalité c’est l’inverse, à savoir que c’est Jérôme Kerviel qui a été trompé par la banque ?* »

– *Oui*.

– *Et qui décide ?*

– *La décision de laisser faire ne peut venir que du responsable de la salle des marchés avec l’aval de sa direction*.

– *Mais, alors, pourquoi Jérôme Kerviel a-t-il fait tout cela ?* » (Les ordres masqués, par le truchement de faux courriels.)

La réponse fuse : « *Parce qu’il est couillon !* »

Le président conclut les deux témoignages-clés de la journée : « *Si j’ai bien compris, tout le monde manipule Jérôme Kerviel et il serait le seul à ne pas s’en apercevoir*. »

Réquisitoire et plaidoiries vendredi. La cour doit déterminer si Jérôme Kerviel, condamné pour abus de confiance, doit payer les 4,9 milliards d’euros exigés par la banque, soit l’intégralité des pertes qui lui ont été imputées. ■

PASCALLE ROBERT-DIARD

« KERVIEL ESPÉRAIT TROMPER QUELQU’UN. JE NE SAIS PAS QUI, MAIS IL N’A JAMAIS TROMPÉ PERSONNE »

PHILIPPE HOUBÉ
témoin cité par la
défense

La justice autorisée à exploiter les écoutes entre avocats et clients

Un arrêt de la Cour européenne des droits de l’homme pourrait avoir des conséquences sur une procédure concernant Nicolas Sarkozy

Dans les couloirs du temps, forcément long, de la justice, il arrive que d’étonnants télescopages se produisent. La Cour européenne des droits de l’homme (CEDH) a rendu, jeudi 16 juin, un arrêt sur une très vieille affaire d’écoutes judiciaires de conversations entre un client et son avocat. C’était il y a quatorze ans, en pleine crise de la vache folle, alors que la justice enquêtait sur le viol, par le fournisseur de Buffalo Grill, de l’embargo sur la viande britannique. Le juge d’instruction avait mis sur écoute le patron du groupe, y compris lorsqu’il parlait avec son avocat.

La Cour de Strasbourg valide aujourd’hui l’exploitation de ces écoutes. Mais les motivations de sa décision ne manqueront pas d’intéresser un certain Nicolas Sarkozy, lui aussi empêtré dans une affaire d’écoutes. C’est sur la base des échanges avec son avocat, Thierry Herzog, que l’ex-chef de l’Etat est mis en examen pour corruption et trafic d’influences. L’essentiel de ces écoutes a été validé par la Cour de cassation le 22 mars. Pourtant, la décision de la CEDH pourrait éclairer cette procédure d’un jour nouveau.

Le 17 décembre 2002, le patron de Buffalo Grill, alors sur écoute, est appelé par l’avocate qui vient d’as-

sister trois salariés du groupe pendant leur garde à vue. Quelques heures avant sa propre garde à vue, il est ainsi informé du type de questions que posent les policiers et des hypothèses qu’ils cherchent à valider... Sur la base de la retranscription de ces écoutes, le procureur général de la cour d’appel de Paris va saisir le bâtonnier pour demander une procédure disciplinaire à l’égard de l’avocate pour « *violation du secret professionnel et du code de procédure pénale* ». Un avocat, pas plus qu’un policier, n’a le droit de divulguer des propos tenus lors d’une garde à vue.

Validation a posteriori

L’avocate sera sanctionnée en 2003 par le conseil de l’ordre du barreau de Paris, ainsi que son employeur, M^e Jean-Pierre Versini-Campinchi. Ce dernier avait demandé à être poursuivi, affirmant que son avocate avait agi en tant que collaboratrice. Il sera frappé d’une interdiction temporaire d’exercer de deux ans, dont vingt et un mois avec sursis. C’est la légalité de l’exploitation des écoutes à des fins disciplinaires qui a été contestée. D’abord en appel et en cassation en France, puis devant la Cour de Strasbourg au nom de l’article 8 de la Convention européenne des droits de l’homme sur le droit au respect de la vie privée. Dans sa décision du 16 juin, la CEDH souligne que « *le secret professionnel des avocats a une grande importance tant pour l’avocat et son client que pour le bon fonctionnement de la justice et [qu’il s’agit d’un des principes fondamentaux sur lesquels repose l’organisation de la justice dans une société démocratique]* ». Mais « *il n’est pas pour autant intangible* ».

La Cour observe d’abord que ce n’est pas l’avocate qui faisait l’objet d’une écoute, mais le client, et que le but de la procédure était lé-

C’est pour parler avec son avocat que M. Sarkozy a ouvert une ligne au nom de Paul Bismuth

gitime. Ensuite, la constatation de l’infraction perpétrée par l’avocate ne remettait pas en cause les droits de la défense. Cette conversation pouvait donc être retranscrite et exploitée par la justice.

Patrice Spinosi, qui défendait ce recours devant la CEDH, estimait au contraire que la jurisprudence française en la matière était de reconnaître une atteinte aux droits de la défense. « *Les forces de police auraient donc le droit de tout savoir, de tout écouter des conversations d’un client avec son avocat, dénonce-t-il. La seule limite étant que si elles trouvent l’indice d’une infraction elles ont le droit de retranscrire l’écoute, sinon, elles doivent l’oublier...* »

Il demandait à ce qu’une conversation avec un avocat ne puisse pas être retranscrite, sauf lorsque c’est l’avocat lui-même qui est écouté dans le cadre d’une information judiciaire. « *La logique assez désespérante dessinée par la CEDH, selon M. Spinosi, est celle d’a posteriori en fonction de ce qu’on y trouve!* »

Les juges de Strasbourg insistent néanmoins sur le fait qu’au regard de l’exploitation d’écoutes entre un client et son avocat, « *il importe avant tout (...) que les droits de la défense du client ne soient pas altérés* ». Et de relever qu’une telle retranscription « *ne peut être retenue à charge du client mis en examen, mais peut l’être à l’égard de l’avocat.* »

Une telle remarque transposée au cas des écoutes entre Nicolas Sarkozy et Thierry Herzog ne serait pas sans conséquence. Réalisées en janvier 2014, elles ont révélé des propos de nature à soupçonner une infraction, en l’occurrence un trafic d’influence auprès d’un haut magistrat, Gilbert Azi- bert, et justifié l’ouverture d’une information judiciaire à l’encontre du président du parti Les Républicains. C’est pour ces échanges avec son avocat que l’ex-chef de l’Etat avait ouvert une ligne téléphonique sous le nom d’emprunt de Paul Bismuth.

Débat de jurisprudence

A en croire la CEDH, seules des poursuites contre M. Herzog seraient donc possibles. Celles concernant M. Sarkozy, dans cette affaire où la justice soupçonne un échange d’informations sur une procédure judiciaire en cours contre une promesse de promotion pour M. Azibert, devant tomber.

L’affaire n’est pas gagnée pour autant. Car les juges de Strasbourg précisent dans un autre des quatre-vingt-quatre considérants de l’arrêt que les propos écoutés ne peuvent être utilisés contre le client « *dans la procédure dont il est l’objet* ». Or, les écoutes des téléphones de M. Sarkozy avaient été ordonnées pour une autre enquête, celle sur un éventuel financement libyen de sa campagne de 2007. La découverte du possible trafic d’influence a été incidente.

La Cour de cassation a répondu le 22 mars à cette question, validant l’usage fait des écoutes dans la procédure Sarkozy. La réponse viendra désormais des juges du fond, qui devront se prononcer sur ce débat de jurisprudence. De quoi entretenir la procédure dans les couloirs du temps avant d’en connaître l’issue. ■

JEAN-BAPTISTE JACQUIN

MARSEILLE - correspondant

A Marseille, les balises GPS, nouvelle arme des règlements de comptes

Des mouchards sont utilisés par les gangs pour traquer leurs cibles en temps réel

« Ces preuves scientifiques rendront le travail de la défense encore plus difficile »

UN AVOCAT PÉNALISTE

Une balise GPS aimantée sous un véhicule du gang adverse, une tablette pour suivre en temps réel son trajet sur Google Maps ou une application spécialisée afin de « localiser un objectif », voire de déclencher le feu: les technologies de géolocalisation et de tracking sont de plus en plus souvent utilisées dans les règlements de comptes à Marseille. Le grand banditisme s’est emparé de ces « mouchards » proposés pour quelques centaines d’euros sur Internet, comme en témoignent plusieurs enquêtes récentes.

L’assassinat d’un homme de 23 ans, tué par balles dans la soirée de mercredi 15 juin dans une cité des quartiers nord, vient de porter à quatorze le nombre de morts dans des règlements de comptes à Marseille depuis le début de l’année. Un nombre d’homicides alarmant, même si la direction inter-régionale de la police judiciaire de Marseille se félicite des interpellations et du démantèlement de plusieurs « équipes » de malfaiteurs au printemps; cela aurait permis de déjouer pas moins de six règlements de comptes, estime-t-on à l’hôtel de police. Or ces opérations ont toutes révélé l’utilisation de balises satellitaires par les malfrats.

« *La grande nouveauté, explique un connaisseur du banditisme, c’est l’utilisation de balises en lien avec une application qui permet de tracer en temps réel le trajet des véhicules.* » Cet usage par des malfaiteurs, destiné « *à débusquer leurs futures victimes* », est « *de plus en plus répandu* », confirme un récent rapport d’enquête. Dans cette affaire, les policiers ont interpellé, le lundi 28 mars, l’auteur présumé d’un règlement de comptes commis en 2014, qui préparait, selon la police judiciaire, d’autres assassinats.

« Monter à l’assaut »

Ce lundi de Pâques, lorsque les trois occupants d’une Audi noire tentent d’échapper aux policiers en se lançant dans une course-poursuite à Allauch, près de Marseille, leur premier réflexe est de jeter par la fenêtre un GPS et trois téléphones portables. L’un des appareils « pilote » en réalité une balise fixée sous le véhicule d’un membre du clan adverse que le trio est en train de pister. L’utilisateur du véhicule balisé serait le « lieutenant » d’un malfaiteur qu’à travers lui, ses suiveurs chercheraient à localiser. Quelques jours plus tôt, les enquêteurs ont même assisté, nuitamment, au remplacement de la balise.

Le téléphone pilote a conduit à la découverte de deux autres balises placées sous les véhicules de deux salariés sans histoires d’Airbus Helicopters à Marignane. Sous le regard médusé de leur propriétaire, les policiers ont décroché un petit boîtier avec des diodes vertes et rouges aimanté sous chaque véhicule. Les deux voitures étaient des modèles sportifs à vitres teintées, repérées

dans le but d’être dérobées, « *des voitures dites de guerre utilisées pour monter à l’assaut* », selon les enquêteurs.

En 2015, l’un des malfaiteurs interpellés avait déjà « *balisé* » la Clio d’un employé d’une société de transports de fonds chargé d’alimenter les distributeurs de billets, avant d’abandonner son projet. Il détenait à son domicile un attirail technologique: caméra GoPro, stylo avec un embout micro, une autre balise, un brouilleur, une mini-caméra dissimulée dans une télécommande, et il était parvenu à rendre sa ligne téléphonique impossible à écouter.

Course-poursuite

Les balises sont aussi au centre des investigations lancées après un violent règlement de comptes commis le 9 novembre 2015, à 23 h 50, à l’entrée du tunnel Prado-Carénage. Les caméras de surveillance ont filmé une course-poursuite et l’échange de près de soixante-dix coups de feu à deux pas du Vieux-Port, qui se sont soldés par la mort de Mohamed Mhoumadi, dit « Babouin », suspecté d’appartenir à l’une des principales équipes se partageant le trafic de drogue à Marseille, et d’un de ses comparses. Sous le véhicule de Mhoumadi, resté stationné à Aubagne, les enquêteurs ont découvert une balise. Trois hommes sont sous les verrous depuis début mars, soupçonnés d’avoir composé l’équipe de baliseurs. Balises, routeur et portables saisis ont été confiés à des experts.

Car si le grand banditisme a adopté ces technologies, elles constituent aussi des preuves précieuses pour les enquêteurs et magistrats. Lors d’une récente intervention, le procureur de la République de Marseille, Brice Robin, estimait que la découverte de tels « mouchards » aux mains de malfaiteurs signalait de manière quasi certaine la préparation de règlements de comptes: « *Quand vous trouvez des gyrophares, des gilets pare-balles, des brassards police, des balises, des brouilleurs, convenez que ce n’est pas la panoplie du citoyen innocent!* »

« *Ces preuves scientifiques rendront le travail de la défense encore plus difficile* », pronostique un avocat pénaliste. « *Les voyous vivent avec leur temps, constate de son côté un enquêteur. Et si les balises constituent des éléments accablants contre eux lorsqu’ils sont interpellés, ils ne vont pas y renoncer pour autant. Beaucoup se sont fait avoir par les écoutes téléphoniques, ce n’est pas pour autant qu’ils ont abandonné le téléphone.* » ■

LUC LEROUX

Un homme de 23 ans tué par balles

Mercredi 15 juin vers 22 h 30, alors que le match France-Albanie se disputait au Stade-Vélodrome, un homme de 23 ans a été tué dans la cité du parc Corot, dans le 13^e arrondissement de Marseille. La victime a été touchée par des rafales de kalachnikov, par « *plusieurs individus qui ont quitté les lieux* », a précisé une source judiciaire. Une trentaine de douilles auraient été retrouvées sur place. Les règlements de comptes liés au trafic de drogue, dont des clans familiaux se disputent le contrôle dans plusieurs cités des quartiers nord de la ville, ont fait 14 victimes depuis le 1^{er} janvier. En 2015, ces règlements de comptes se sont soldés par 19 morts dans le département des Bouches-du-Rhône, dont 12 à Marseille.



En banlieue de Copenhague, le club de Charlotteager tente de réinsérer des membres de gangs criminels et d’anciens djihadistes par le football. Sans angélisme, et avec des résultats encourageants

OLIVIER TRUC
HOJE-TAASTRUP (DANEMARK) - envoyé spécial

Ce dimanche d’octobre 2015, le froid tombe sur Hoje-Taastrup, une commune de 50 000 habitants dans la banlieue ouest de Copenhague, où l’équipe de foot du quartier de Charlotteager rencontre des adversaires d’une autre banlieue de la capitale danoise. Le match de la dernière chance si le Charlotteager Fodboldklub (CFK) ne veut pas être relégué en 6^e division. C’est une équipe un peu spéciale qui vient jouer là, composée d’ex-membres de gangs et de jeunes tombés naguère dans l’islamisme radical. Tous tentent de faire bonne figure. *« Beaucoup de joueurs ont fait des mauvaises choses »*, raconte pudiquement Safar, l’un d’entre eux. Quand l’un de ses coéquipiers arrive, il désigne la barbe de Safar : *« Lui, c’est un terroriste ! »* *« Mais ta barbe est plus grande »*, rétorque Safar. *« C’est parce que j’ai un grade plus élevé, je suis un sniper »*, plaisante l’autre.

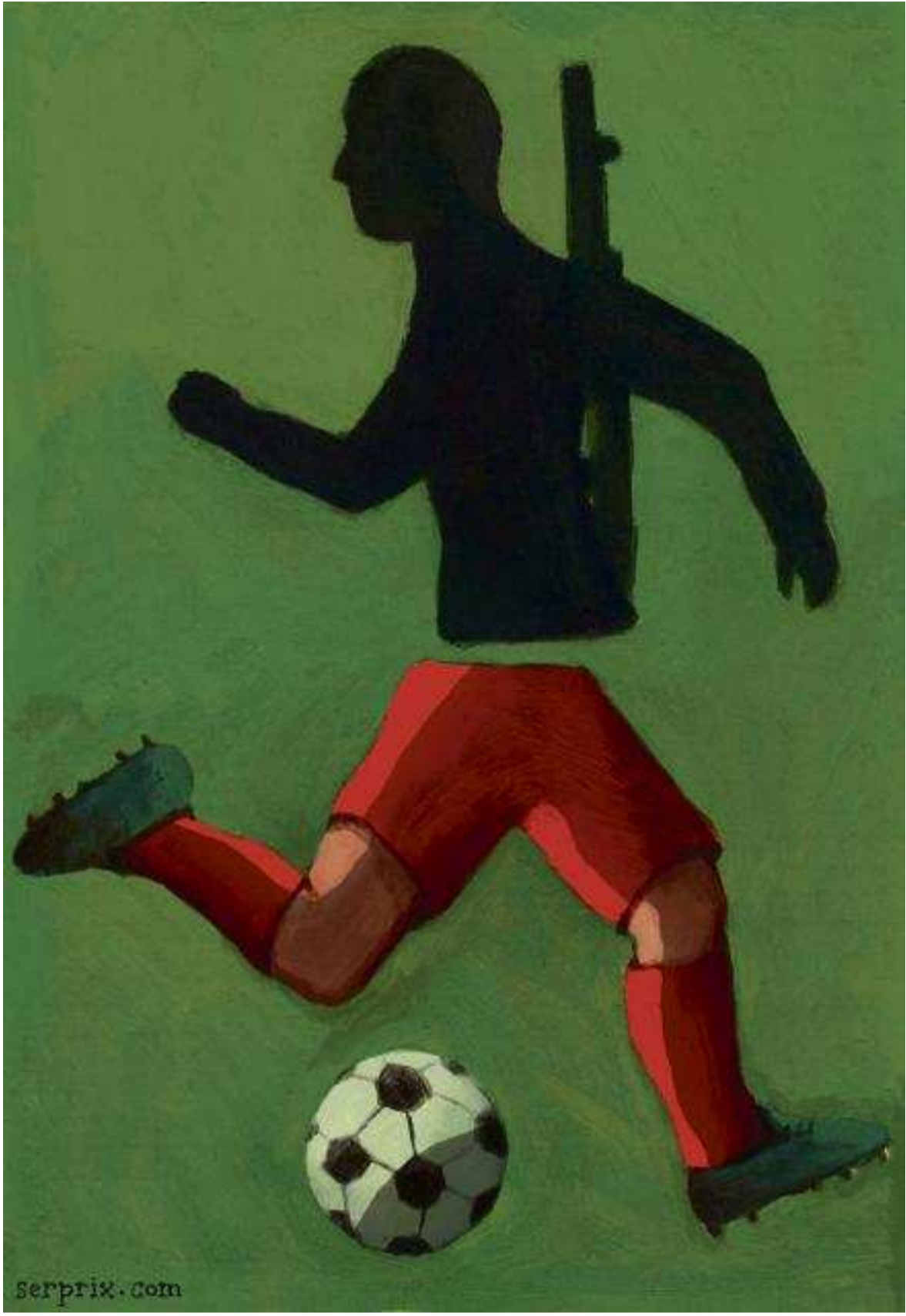
Mustafa Dogan, alias Musti, entraîneur et pédagogue au club de jeunes du quartier, expose l’enjeu du match devant un tableau, dans un léger brouhaha. Un des joueurs tape du poing sur la table pour réclamer le silence et mieux suivre les consignes. Fin 2014, au moment du siège de Kobané, cette ville du nord de la Syrie envahie par les djihadistes de l’organisation Etat islamique, ce dernier se promenait dans le quartier avec un drapeau de l’EI. Pas un mot là-dessus, tant il en a honte aujourd’hui. Il ne veut pas donner son nom. Sans être membre d’un gang au sens propre, il en était proche, trafiquait à son compte et gagnait beaucoup d’argent. Un an et demi auparavant, en 2013, il avait fait partie du programme de déradicalisation « Exit », mais les membres des gangs avaient encore trop d’influence sur lui, et le travailleur social qui s’occupait de son cas l’avait un peu « oublié ».

« Quand on a découvert qu’il allait mal à nouveau, c’était trop tard, il était retombé dans ce milieu », raconte Minnie Warner, travailleuse sociale qui suit plusieurs criminels et radicalisés. *« Le prix à payer quand vous quittez ces groupes, c’est que vous êtes seul, explique-t-elle. Dans ce boulot, si vous n’êtes pas disponible à tous les instants, c’est la rechute. »*

ENDOCTRINEMENT DANS DES CAVES

Minnie Warner, Mustafa Dogan et d’autres ont lancé voici deux ans ce projet social qui, vu de l’extérieur, pourrait paraître simpliste : on rassemble des jeunes en marge au nom des valeurs éternelles du sport et de l’esprit de camaraderie, et le miracle se produit, le mal est vaincu par le bien... Depuis que le programme de déradicalisation Exit – né à Aarhus, deuxième ville du pays, il concerne les quelque 130 Danois revenus de Syrie et d’Irak identifiés à ce jour – a été érigé en modèle, le Danemark est sans cesse ausculté. En revanche, le club de Charlotteager ne fait pas parler de lui. Peut-être, justement, parce que ce projet-ci n’est pas présenté comme une entreprise de déradicalisation. Peut-être parce que ses promoteurs savent que, dans ce domaine, rien n’est jamais gagné.

Etre catalogué comme des perdants, comme des personnes en marge, c’est la hantise de ces joueurs pas comme les autres. Pas tant dans le championnat de foot – le match fatidique d’octobre, d’ailleurs, finira sur un



Le Fodboldklub des repentis

score nul (1-1), insuffisant pour se maintenir – que pour tout le reste. D’où le côté taciturne des footballeurs du CFK. Ils ne veulent pas être renvoyés à leur vie d’avant, qui, de toute façon, n’est jamais très loin.

« Tout est question d’acceptation sociale », résume Jacques Royal, qui fait le lien entre les travailleurs sociaux et la police de Hoje-Taastруп quand c’est nécessaire. La cinquantaine déterminée, cet homme vous fait oublier d’un coup tout l’angélisme de certains projets sociaux. Il arpente le macadam de cette banlieue depuis le début des années 2000, engagé dans les opérations qui visent à faire sortir les jeunes des groupes criminels – ethniques, bikers ou fondamentalistes. Il sait que parfois ce sont ces derniers qui écartent les jeunes de la criminalité et que, dans d’autres cas, ce sont des gars des gangs qui écartent des islamistes trop prosélytes. Le genre de réalités que les élus locaux à la recherche de solutions simples ne peuvent pas afficher dans leur bilan de fin d’année.

L’équipe que Jacques Royal – Danois de père américain, et non Français, malgré son nom – a contribué à monter avec Minnie Warner, Mustafa Dogan et d’autres est un mélange étonnant. Des joueurs ont fréquenté des bandes comme La Raza par exemple, premier gang radicalisé au Danemark, aujourd’hui disparu, ou encore d’autres

« POUR QUE CELA NE DEVIENNE PAS UN ENDROIT OÙ ILS PUISSENT DISCUTER ISLAM, NOUS AVONS AUSSI MIS DES GENS DES GANGS »

JACQUES ROYAL
cofondateur du club de Charlotteager

gangs dits « ethniques », comme Brothas ou LTF (« Loyal to Familia »), l’un des plus redoutés du royaume actuellement. Plusieurs ont été radicalisés au contact de nébuleuses islamistes et terroristes. Pour donner un semblant d’équilibre à l’édifice, le CFK a recruté une poignée de « bons gars » destinés à insulfer un esprit différent.

En 2013, des informations inquiétantes remontent à Harun Basaran, travailleur social bien implanté à Charlotteager : *« J’ai découvert que les caves étaient utilisées pour l’endoctrinement par Hizb-ut-Tahrir, Al-Qaïda, Al-Nosra et par des groupes radicaux turcs. Ils récupéraient même les jeunes en bus et les emmenaient à Roskilde [une commune voisine] pour les radicaliser. A l’époque, rien n’existait pour occuper les jeunes. J’ai contacté des parents et Jacques. »*

Le vrai déclin arrive début 2014. Trois jeunes du quartier reviennent de Syrie. L’un d’entre eux raconte à Jacques Royal ce qu’il a vu. Il est critiqué par d’autres musulmans, accusé sur le Net de n’être pas « un vrai musulman ». Le conflit entre différents courants est évident. *« Comme il avait de l’influence sur d’autres jeunes, nous avons pensé à monter ce projet »,* explique Jacques Royal. Dès le départ, il prend contact avec la nouvelle mosquée locale. Celle-ci accepte d’autant plus de participer à ce programme qu’elle-même est

exposée aux tentatives de musulmans radicaux d’imposer leur propre imam au motif que celui de la mosquée ne parle que turc.

Reste à monter l’équipe de foot. Facile en théorie. Jacques Royal sait que le moindre faux pas condamnera le projet à rejoindre la pile de ces plans pleins de bons sentiments, coûteux et bâclés. Il a passé des nuits à arpenter les cités de Hoje-Taastrup et des heures à suivre les liens des uns et des autres sur Facebook. Dans le quartier de Charlotteager, au moment où l’affaire démarre, en août 2014, 75 personnes sont impliquées dans des actes de radicalisation, 34 dans le crime organisé. L’information est le nerf de sa guerre. Il faut passer beaucoup de temps sur le terrain, observer les gens, les relations entre les uns et les autres, dessiner les réseaux, faire des rapports... *« Mais ce n’est encore que le début, on doit ensuite rassembler les travailleurs sociaux et la police, et les confronter à ses propres observations pour confirmer les données issues de la rue et les compléter,* explique le cofondateur du CFK. *Ensuite vous reprenez ces informations et vous allez voir les gens un par un, vous leur demandez : “Comment tu connais ce gars-là ?” Vous avez une vue d’ensemble des conflits, car ils vous diront “Celui-ci, je ne l’aime pas pour telle raison...” »*

LES PARRAINS ET LES ENFANTS PERDUS

Tout ce travail a conduit à la composition de l’équipe de foot. Savoir qui recruter, à quel moment, avec quelles conséquences sur l’environnement du joueur. *« Pour faire ça, il faut être éduqué, savoir travailler dans un environnement dangereux et y passer tout votre temps »,* précise le « sélectionneur ». Dans son bureau, on découvre un fichier complexe où chaque individu est relié à une centaine d’autres, rassemblés en différents cercles : radicalisés et criminels – les deux se recoupent parfois –, groupes déjà engagés ou groupes à risques, avec des flèches de couleur marquant lien social, lien conflictuel ou lien familial, groupe de ceux qui servent de petits soldats, « free-lance » du crime... Il y a les trois parrains, plus âgés déjà, et les enfants perdus. Parmi eux, deux jeunes recherchés par la police pour avoir fourni en armes Omar El-Husseïn, le terroriste danois auteur des deux fusillades qui ont fait deux morts à Copenhague en février 2015.

L’idée était bien sûr de récupérer les radicalisés. *« Pour que cela ne devienne pas un endroit où ils puissent discuter islam, nous avons mis aussi des gens qui n’avaient rien à voir avec ça, et des gens des gangs,* insiste Jacques Royal. *Pour ces derniers, il faut des gens assez intelligents, car s’ils ne parlent que de faire de l’argent et de tuer, les radicalisés, qui sont souvent plus éduqués, leur tourneront le dos. Ils ne voudront pas parler à des idiots. »*

Au début, deux membres des gangs sont ainsi intégrés à l’équipe de foot. Le choix se porte sur eux, car ils ont un lien direct avec le premier cercle des joueurs. *« En recrutant ces deux-là, on coupe la ligne qui relie le club de foot aux gangs. »* Car tous, gangs, islamistes et services sociaux sont en concurrence pour recruter les jeunes, les ramener dans leur sphère d’influence. *« Parfois des membres du milieu des radicalisés ou de celui des criminels tentent d’entrer dans notre équipe de foot, uniquement pour essayer de déboucher nos jeunes, nous le savons,* affirme le créateur du CFK. *Ces groupes ont le même système de cartographie que le nôtre. Ils savent que, s’ils tentent de recruter un jeune, ils seront en compétition avec les travailleurs sociaux. C’est pour ça que vous devez être opérationnel 24 heures sur 24 tous les jours de l’année, car ces types-là travaillent 24 heures sur 24, tous les jours de l’année. »*

Jacques Royal n’est pas naïf au point de penser qu’il suffit de monter une équipe de foot pour tout régler. Cela permet de couper momentanément les lignes de recrutement, d’éviter la solitude qui constitue la plus grande menace pour ceux qui sont engagés dans ces programmes. Mais le seul moyen de combattre le phénomène est de *« prendre ces gens un par un et de trouver des solutions individuelles, en termes de logement, d’emploi, de relation avec les parents, d’aide psychologique »*.

Une des principales fiertés des initiateurs du projet : aucune rechute à ce jour. Edifice fragile pourtant. Pas de « happy end » garanti. Sur les 40 jeunes concernés par les deux équipes du club, entre 15 et 18 d’entre eux ont maintenu leurs activités dans des gangs ou des groupes radicalisés. ■

A Bâle, l'art de la démesure

Formats XXL et artistes confirmés se bousculent à la 47^e édition de la Foire suisse d'art contemporain

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

L'artiste est anonyme et l'objet a rapidement disparu, mais comme la posture rappelle celle de *Him*, l'Adolf Hitler en prière réalisé naguère par Maurizio Cattelan, les soupçons se portent sur lui.

Tomate et salade sont présentées dans Unlimited, qui comporte 88 œuvres en tout, des vidéos, des sculptures, des installations (mais aussi des tableaux), tous de dimensions hors normes. Le grand Pierre Alechinsky, par exemple, proposé par la Galerie Lelong, n'avait jamais été exposé dans sa version finale, ni n'était sorti de l'atelier de l'artiste, à cause de son format : il mesure plus de 3 mètres de haut, et plus de 7 mètres de long (la galerie expose en face un Antoni Tàpies plus modeste, 6,90 mètres seulement) ! Pour qui aurait des murs adaptés, il y a aussi un James Rosenquist d'un peu plus de 14 mètres, un Frank Stella de 15, et un Peter Halley de 18...

Des dimensions autrefois réservées aux musées mais qui séduisent de plus en plus les particuliers bien logés, lesquels n'hésitent plus à bâtir des lieux spécifiques : les fondations poussent un peu partout dans le monde. C'est ainsi que Liu Yiqian, un collectionneur chinois (la foire, sagace, organise des visites guidées en mandarin), a acheté pour son musée privé de Shanghai, selon le site Artnet, 930-7 *Strip*, un tableau de Gerhard Richter – environ 11 mètres. Il y rejoindra le Modigliani acquis en novembre 2015 chez Christie's pour un peu plus de 170 millions de dollars : M.Liu Yiqian a des moyens, et des goûts éclectiques. Exactement ce qu'il faut pour être heureux à la foire de Bâle.

Des valeurs sûres

Outre leur taille, ces œuvres ont en commun d'avoir été produites par des artistes à la carrière déjà longue : les collectionneurs se méfient désormais des petits jeunes lancés ces dernières années sur le marché comme des paquets de lessive, et à des prix délirants. Lorsqu'ils se rendent compte que, pour la même somme, ils peuvent acquérir un morceau d'histoire de l'art, le choix est vite fait.



La « Tomato Head » de Paul McCarthy, une œuvre de 1994, a atteint la somme de 4,75 millions de dollars. CHRISTOPHE BOURGEOIS POUR « LE MONDE »

Les galeristes l'ont bien compris qui multiplient les redécouvertes : ainsi Frank Elbaz, anticipant l'ouverture au Centre Pompidou d'une exposition consacrée à la Beat Generation, montre-t-il les travaux de trois Californiens qui en furent des figures marquantes, Jay DeFeo, Wallace Berman et Bruce Conner, dans un accrochage impeccable et accompagné

d'une documentation d'époque placée sous vitrine. De son côté, Michele Casamonti, de la galerie Tornabuoni Art, a missionné des historiens d'art trois ans durant pour explorer la vie et l'œuvre d'un poulain oublié du marchand Leo Castelli, Salvatore Scarpitta : résultat, la publication d'un livre de référence et un stand qui ressemble à un garage, le travail de Scarpitta rendant pour l'essentiel hommage aux voitures de course...

Ces deux stands sont situés dans un autre hall, divisé en deux étages : au rez-de-chaussée, ceux que les Suisses nomment les « modernes-classiques » ; à l'étage, les galeries plus contemporaines. Naguère, ces dernières étaient prises d'assaut dès les premières heures. Cette année, on assiste au phénomène inverse ; la tendance est aux valeurs sûres. Cela tombe bien, il y en a, et aucune foire au monde ne peut en proposer autant. De surcroît, les ventes aux enchères qui ont eu lieu en mai à New York témoignent d'un net fléchissement par rapport à 2015, dû, selon les observateurs, à la médiocrité qualitative des œuvres proposées : les 286 galeristes sélectionnés ont donc apporté le meilleur de leur stock. Où l'amateur de polissonneries pourrait-il hésiter entre un grand dessin d'Otto Dix, un nu de 1931 proposé par la Galerie Haas, et

d'autres nus, mais de Hans Bellmer, vendus par la Galerie 1900-2000 ? A moins que, anniversaire du mouvement dada oblige (il fut fondé non loin de là, à Zurich, en 1916), il ne préfère faire l'emplette d'un des collages de Kurt Schwitters réunis par la Galerie Zlotowski ?

Des foires off

Où donc celui dont le cœur bat pour les années 1950 pourrait-il trouver une des « Élégies à la République espagnole » de Robert Motherwell (galerie Dominique Lévy) et un Nicolas de Staël d'exception, la *Grande composition bleue* de 1951 (galerie Applicat-Prazan) ? Au hasard des stands surgit un cavalier de Marino Marini (Galerie Landau). Ils ne sont pas rares, lorsqu'ils sont en bronze : celui-ci est en bois, et peint. Des Picasso comme s'il en pleuvait, des Giacometti un peu partout. Les organisateurs estiment le nombre d'artistes présentés ici à 4 000 ! L'œil est vite saturé et les cartes de crédit se mettent à fumer.

Les pieds aussi car, aux deux halls qui abritent la foire, il convient d'ajouter un troisième, dévolu au design, mais aussi un parcours dans la vieille ville où sont dispersées 19 œuvres monumentales (*Effondrement* de Bernar Venet pèse 20 tonnes), et une tripotée de foires « off ». La plus ancienne, Liste, en est à sa 21^e édition. La plus jeune, Photo Basel, fête son deuxième anniversaire.

De plus, la ville et ses environs regorgent de musées d'exception : outre le Kunstmuseum, l'une des plus anciennes collections publiques au monde, récemment agrandi, l'amateur a le choix entre le Museum für Gegenwartskunst consacré à l'art contemporain, le musée consacré à Jean Tinguely, le Schaulager, qui abrite les collections de la Fondation Emanuel-Hoffmann, la Fondation Beyeler, à Riehen, où se tient en ce moment

une passionnante confrontation entre les œuvres de Calder et celles du duo suisse Fischli et Weiss. Quant aux amateurs de design et d'architecture, ils ne s'épargneront pas un crochet par l'Allemagne toute proche afin de visiter le Musée Vitra de Weil am Rhein. Si on y ajoute la présence à Zurich de l'exposition « Manifesta », on comprend que le week-end de l'amateur d'art contemporain risque d'être chargé, et suisse. ■

HARRY BELLET

Art Basel, halls 1 et 2, Messe Platz, 10, Bâle. De 11 heures à

19 heures. Jusqu'au 19 juin. www.artbasel.com
Design Miami/Basel, hall 1 sud. basel2016.designmiami.com
Foires off : **Liste**, Burgweg 15. www.liste.ch. **Photo Basel**, Volkshaus Basel, Rebgrasse 12-14. www.photo-basel.com
Rhy Art Fair, Muelhauserstrasse 17. <http://rhy-art.com>
Scope Basel, Clarahuus. <https://scope-art.com>
The Solo Project, Dreispitzhalle, Helsinki Strasse 5. www.the-solo-project.com
Volta 12, Viaduktstrasse 10. <http://voltashow.com>

LAURA MVULA

THE DREAMING ROOM

NOUVEL ALBUM DISPONIBLE



Inclus "Overcome feat. Nile Rodgers" & "Phenomenal Woman"

"La louve de Birmingham a encore fait du chemin depuis son brillant premier album soul"

Le Monde



DEEZER ANIMA iROCKuptibles Le Monde

AMADEO DE SOUZA CARDOSO
1887-1918

« Nous, la nouvelle génération, il n'y a que l'originalité qui nous intéresse »
Amadeo de Souza Cardoso, artiste portugais, précurseur de l'art moderne

GRAND PALAIS
grandpalais.fr
#ExpoAmadeo
20 avril - 18 juillet 2016

Découvrez la bande annonce



FIDELIDADE

GROW

ANNENBERG

arte

Le Monde

Slate

TQOIS

iROCKuptibles

INNOVATION

JULY

5



Amadeo de Souza Cardoso, Le Saut du lapin (détail), 1911. Ests Unis, The Art Institute of Chicago, Arthur Jerome Eddy Memorial Collection © Caplaine - Vignère Langlais

Aux racines des jardins d’Orient

La genèse d’un art millénaire racontée à l’Institut du monde arabe

EXPOSITION

Sur l’esplanade de l’Institut du monde arabe (IMA), à Paris, s’épanouit un luxuriant jardin d’Orient, aussi nourricier qu’odorant, diagramme végétal de tradition millénaire dialoguant avec les moucharabiehs de Jean Nouvel. Une belle invitation à découvrir, à l’intérieur du vaisseau de verre et d’acier de l’architecte français, l’exposition didactique rassemblant dessins, miniatures, peintures, sculptures, objets décoratifs, textiles, bijoux et maquettes qui content la genèse et la grammaire des jardins arabo-musulmans dont les racines plongent dans les temps reculés. L’histoire commence en Mésopotamie, il y a dix mille ans, alors que l’homme domestiquait la nature en pratiquant l’agriculture et inventait les jeux végétaux d’ombre et de lumière afin de goûter au plaisir des sens. Le paysagiste Michel Pena a relevé le défi et « *imaginé le verger de l’Antiquité en plein Paris. C’était inscrire un site naturel sur un parvis de béton, reconnaître-il, lutter contre la ville en choisissant des plantes qui donnent à manger, orangers, oliviers, palmiers dattiers, grenadiers et kumquats* ». Comme le bédouin dans le désert qui déroule son tapis semé de fleurs et de fruits,

en guise de paradis, il a organisé l’espace. Et retenu « *la géométrie qui représente l’ordre moral, une rigueur compensée par la très grande sensualité des plantes et des parfums* ». Avec le ruissellement de l’eau pour musique. « *Le culturel provient du culturel*, rappelle le jardinier. *Le croissant fertile, berceau de notre civilisation, où sont nées l’écriture, l’architecture, la cité, les lois, c’est d’abord l’invention de la terre arable, en Mésopotamie.* »

Tapis volant végétal

Pour l’occasion, dix mille plantes ont été apportées sur le parvis de l’IMA et 150 arbres adultes, dont 40 oliviers aux troncs biscornus et 60 agrumes, alignés comme dans un verger – 5,80 m entre les oliviers, 2,90 m entre les agrumes. Auxquels s’ajoutent 360 rosiers aux parfums aussi délicats que puissants – les pots sont changés périodiquement pour que les plantes soient toujours en fleurs. Comme pour évoquer, avec l’historien Yves Porter, *Les Roses d’Ispahan* chantées par Leconte de Lisle, et ces parterres fleuris de l’éternel printemps des jardins persans.

Cette mode gagnera l’Inde avec l’héritage culturel des empereurs Moghols (1526-1858) qui réserveront leurs plus belles compositions aux jardins funéraires, des-



Dix mille plantes sont disposées sur le parvis de l’IMA, dont 360 rosiers. THIERRY RAMBAUD

servant les grands mausolées comme le Taj Mahal d’Agra, en marbre blanc incrusté de compositions florales en pierres semi-précieuses, que l’empereur Shah Jahan, inconsolable, fit bâtir pour son épouse défunte. On y accède par quatre parterres séparés par les fleuves du paradis, plans d’eau en croix dans les quatre directions du monde. Ce sont quatre bras du fleuve qui irriguent le jardin d’Eden de la Genèse. Au

centre, l’eau jaillit, symbole de vie. Dans l’exposition, de remarquables miniatures, de Bagdad à Srinagar ou Delhi, illustrent le propos.

A l’IMA, le jardin d’Orient est recouvert d’une sorte de tapis volant végétal, anamorphose en forme de polygone étoilé, imaginée par l’architecte François Abélanet, sur laquelle poussent 6 600 fleurs vivaces de 160 variétés. On songe aux jardins suspendus de Nabuchodo-

nosor à Babylone (Irak), au premier millénaire avant notre ère.

« *Les rois babyloniens s’enorgueillissaient de leurs vergers et potagers qui faisaient partie du jardin royal, dessiné et composé pour charmer les yeux* », note Béatrice André-Salvini, directrice honoraire du département des antiquités orientales du Louvre. Le grand roi assyrien Assurbanipal (IX^e siècle av. J.-C.) à Nimroud – sa capitale, détruite par l’Etat islamique

en 2015, près de Mossoul (nord de l’Irak) – avait, lui, ordonné, d’irriguer le désert et de planter, sur les rives du Tigre, « *des vergers avec toutes sortes d’arbres fruitiers* ». Une manière d’affirmer sa puissance autant que d’aménager pour son peuple un lieu d’agrément.

Eblouissante composition

C’est cette double tradition qui perdure à Marrakech, au Maroc où, sur les 515 hectares de l’Agdal, un immense verger d’oliviers, orangers, grenadiers, sous lesquels poussent légumes et fleurs, s’étend en bordure du palais royal. Ce jardin nourricier, planté à l’époque des Almohades (XII^e siècle), achevé au XIX^e siècle, qui a pour toile de fond les sommets enneigés de l’Atlas, sera bientôt ouvert aux Marrakchis. C’est à Marrakech encore que l’on peut visiter la version modèle d’un jardin d’agrément moderne planté, dans les années 1930, par le peintre Jacques Majorelle (propriété de Pierre Bergé, actionnaire à titre personnel du *Monde*) d’essences rares dans une éblouissante composition picturale de cactées, agaves, bambous géants, entre des chemins d’eau.

On complètera enfin judicieusement l’exposition de l’IMA en découvrant, à quelques pas de là, le jardin de la Grande Mosquée de Paris, inauguré en 1926, récemment restauré, et classé monument historique depuis 1983. Un événement qui sert le raffinement de la civilisation arabo-musulmane. ■

FLORENCE EVIN

Jardins d’Orient, de l’Alhambra au Taj Mahal, Institut du monde arabe, Paris 5^e, jusqu’au 25 septembre. Imarabe.org

Plongée à 360 degrés dans le dessin animé

Au Festival du film d’animation d’Annecy, on a pu expérimenter de tout son corps le visionnage d’un film en réalité virtuelle

CINÉMA

ANNECY

Le novice franchissant les portes de la petite salle de création cachée derrière le centre culturel de Bonlieu, cœur battant du Festival international du film d’animation d’Annecy, qui a lieu jusqu’au 18 juin, observait cette semaine un curieux spectacle: une poignée de festivaliers de tous âges, debout ou sur des chaises pivotantes et le visage mangé par un énorme casque (voire une boîte en carton contenant un téléphone portable), dodelinant de la tête, tendant les bras, tournant sur eux-mêmes avec la vivacité d’une meute de zombies à l’heure de la sieste.

C’est dans cet antre que l’édition 2016 du festival invitait cette année à faire l’expérience de la VR: *Virtual Reality*, ou réalité virtuelle. L’assemblage des deux mots ne va pas de soi – on lui prédit un bel avenir dans les cours de philosophie. Au sens le plus simple, il s’agit, selon Thierry Barbier, directeur de production chez Axyz images, d’un film « *en narration linéaire, mais dont le point de vue n’est pas figé* ». En mettant le casque et en tournant la tête, on peut observer l’environnement du film à 360 degrés.

C’est le cas d’*Invasion!*, pétillante variation sur le thème de la guerre des mondes à hauteur de lapin et première expérience VR des jeunes Baobab Studios, ou encore de *Pearl*, présenté par l’application de Google Spotlight Stories, qui invitait, le temps d’une chanson sur le siège passager d’une voiture, à voir défiler la

Le spectateur se trouve au centre de l’action, libre d’orienter son regard. Autrement dit, la caméra, c’est moi

vie d’une petite fille et de son père. Deux expériences représentatives d’une appréhension de la VR comme « machine à empathie », selon l’expression enthousiaste de Kane Lee, producteur exécutif d’*Invasion!*: le spectateur se trouve au centre de l’action, libre d’orienter son regard. Pour le résumer en termes cinématographiques: la caméra, c’est moi.

Illusion de liberté

Plus naïf et exubérant graphiquement que *Pearl*, *Rain or Shine*, second film présenté par Spotlight Stories, cache derrière l’apparente légèreté d’un récit facétieux (la promenade d’une fillette sur laquelle la pluie s’abat dès qu’elle met ses lunettes de soleil) une avancée considérable dans l’interactivité, autre potentiel fort de la technologie: l’histoire « attend » pour se dérouler que l’on revienne braquer son regard sur la protagoniste – et a donc une durée variable.

Il ne s’agit pas tant d’offrir un monde ouvert (il faudrait animer à l’infini pour couvrir l’infinité des trajectoires) que de donner l’illusion d’une liberté somme toute relative – illusion nourrie d’un certain nombre de tours de

passé-passe, comme limiter l’animation des personnages secondaires pour qu’ils semblent vivants mais pas intéressants au point de détourner l’attention du protagoniste.

Au cours du développement, raconte le réalisateur Felix Massie, il avait été envisagé que ce soit le regard du spectateur qui oriente le nuage de pluie. L’option a été abandonnée, mais révèle les affinités que la technique entretient avec le jeu vidéo, comme la balade *Nevro Blues*, de la société Happy IP, difficile de savoir où s’arrête le film et où commence le jeu. La question était posée déjà depuis longtemps par l’intégration dans les jeux de séquences animées réduisant le joueur à la passivité, le temps de « faire avancer » le récit indépendamment de ses initiatives.

C’est d’ailleurs dans le jeu vidéo que la VR trouve à l’heure actuelle son application la plus évidente. Un casque sur la tête, la main crispée sur une manette en plastique que l’on « voit » sous les apparences d’un pistolet, un simple jeu de tir pour enfants, nouveau développement d’un joli projet pédagogique et interactif suisse (*Les Voyages fantastiques de Téo et Léonie*, de Kenzan Studios), devient enthousiasmant. Le cinéma en VR, en revanche, a encore à s’inventer un modèle économique viable. Pour l’heure, il a fait dans la plupart des cas le pari de la gratuité et s’offre sur smartphone, dans l’espoir de fidéliser une clientèle qui, exception faite des *gamers* plus vite gagnés à la cause, se demande encore si c’est de l’art ou du cochon. ■

NOÉMIE LUCIANI



C’EST PAR UNE ÉLÉGANCE INCOMPARABLE QUE L’ON MARQUE L’HISTOIRE.

Cette montre a été le témoin d’arias inoubliables à l’Opéra Bastille et de performances éblouissantes au Palais Garnier. Elle accompagne ceux qui perpétuent les traditions intemporelles de l’opéra et du ballet. Bien plus qu’une montre, un témoin de son temps.



OYSTER PERPETUAL LADY-DATEJUST 28

OPÉRA NATIONAL DE PARIS

MONTRE EXCLUSIVE DE L’OPÉRA NATIONAL DE PARIS

ROLEX

Miches, falafel et pyramides

France 5 rediffuse la série de la BBC « Voyage d'un chef », avec un premier numéro, insipide, consacré à l'Egypte

FRANCE 5
SAMEDI 18 JUIN – 23 H 40
DOCUMENTAIRE

Dave Myers est l'un des deux barbus hirsutes qui constituent les Hairy Bikers (« les moutards poilus »), un duo de cuisiniers bien connus des téléspectateurs britanniques. Depuis la première émission de Myers et de son comparse Si King, « The Hairy Bikers Cookbook » (2004), sur la BBC, ils sont devenus des vedettes du petit écran dans le monde anglophone, et même en France, où on les a vus à l'antenne de feu la très regrettée Cuisine +.

Ainsi que l'indique son nom de scène, le très sympathique et débordant duo se déplace à moto, que les deux comparses soient à Tokyo ou au fin fond de l'Angleterre, sillonnant des territoires contrastés à la recherche de recettes locales, d'anciennes traditions et de produits authentiques.

Le modèle des deux baroudeurs est « Two Fat Ladies » (1996-1999), une série culinaire de la BBC (dif-

fusée en 2000 par la télévision française), animée par « deux grosses dames » britanniques au caractère bien trempé, Clarissa Dickson Wright et Jennifer Paterson (aujourd'hui disparues), qui circulaient dans un side-car.

Mais, à la différence de leurs aînées, qui se fichaient du cholestérol et de leur tour de taille, les deux bikers ont fini par perdre du poids et même par en faire l'objet d'une émission, « Hairy Dieters : How to Love Food and Lose Weight » (2012) et d'un site Internet...

Ode au four à bois

En 2015, Dave Myers a été invité à présenter seul le premier épisode d'une série d'émissions culinaires à travers le monde, « A Cook Abroad », produite par BBC Two, que France 5 a diffusée en mai et propose de nouveau, à partir du 18 juin, sous le titre « Voyage d'un chef ». Le principe ? Un cuisinier se déplace à l'étranger – parfois sur les terres de ses origines – et laisse sa curiosité être surprise. Les cinq autres numéros emmènent Tony Singh en Inde, Rick Stein en Aus-



Le chef cuisinier Dave Myers en Egypte. BBC FEATURES DISTRIBUTION

tralie, John Torode en Argentine, Rachel Khoo en Malaisie puis Monica Galetti en France, dans les montagnes du Jura.

Dave Myers se rend quant à lui en Egypte, qui n'est pas une terre notoirement gastronomique, ainsi que le suggère d'ailleurs d'emblée le présentateur chevelu : « *Qui connaît un plat égyptien ? Qui connaît un restaurant égyptien ?* »

Ce qui ne l'empêche pas pour autant, avant de quitter l'Angleterre, d'essayer de cuisiner pour son collègue Si King un falafel qu'il rate lamentablement. Va donc pour la recherche de la recette parfaite de la boulette levantine dans

les rues du Caire. Où Dave Myers apprendra que le dilemme du falafel (fèves ou pois chiches ?) est comparable à celui posé par le dry martini (vodka ou gin ?)...

Une longue partie de l'émission est dévolue aux miches en tout genre, dont la fabrication par les boulangers est subventionnée par l'Etat, de sorte que chacun puisse en faire, pour un prix modique, son pain quotidien.

Certes, Dave Myers (qui troque sa moto pour un chameau ou un bateau que fréquenta Agatha Christie) montre comment une recette de pain est inscrite sur l'une des fresques murales d'un temple et

en quoi elle n'a pas changé depuis des millénaires. Mais, au fil d'une pérégrination un peu attendue, du Caire à Assouan, on se lasse vite de cette ode au four à bois.

Quant au ragoût de mouton cuisiné par une famille nubienne après une scène d'égorgement de la bête, pendant la fête de l'Aïd, heureusement non filmée au moment crucial, il donne envie de passer au strict végétarisme pour le restant de ses jours... ■

RENAUD MACHART

Voyage d'un chef, « l'Egypte », réalisé par Jason Holmes (GB, 2015, 6 x 60 min).

Les Brigades rouges, du rêve au cauchemar

Un documentaire rigoureux et passionnant sur l'organisation d'extrême gauche italienne

TOUTE L'HISTOIRE
DIMANCHE 19 – 16 H 45
DOCUMENTAIRE

Le 16 mars 1978, à Rome, un commando des Brigades rouges enlevait, au cours d'un guet-apens meurtrier, Aldo Moro, alors président de la Démocratie chrétienne, et tuait les cinq policiers de son escorte.

Ce jour-là, Aldo Moro se rendait à la Chambre des députés pour demander aux parlementaires de voter la confiance à un nouveau gouvernement soutenu, pour la première fois depuis la fin de la guerre, par les communistes.

C'était « *le compromis historique* ». Séquestré dans « *une prison du peuple* » pendant cinquante-cinq jours, interrogé et condamné à mort par un « *tribunal populaire* », Aldo Moro fut exécuté de sang-froid le 9 mai. Son cadavre fut déposé dans une ruelle située symboliquement à mi-chemin entre le siège du Parti communiste italien (PCI) et celui de la Démocratie chrétienne.

Pour son documentaire en deux parties *Ils étaient les Brigades rouges*, le réalisateur Mosco Levi Boucault est allé à la rencontre des quatre membres du commando. Ils s'appellent Mario Moretti (chef

du commando), Prospero Gallinari, Raffaele Fiore et Valerio Morucci (chef de la colonne romaine des Brigades rouges). Arrêtés quelques mois après l'assassinat et condamnés à la prison à vie, ils sont aujourd'hui tous libres ou en semi-liberté après avoir passé, pour certains, près de trente ans sous les verrous.

Action politique et militaire

Dans la première partie du documentaire – « Le vote ne paie pas, prenons le fusil » –, ils racontent leurs itinéraires et pourquoi ils sont entrés dans la lutte armée. Originaires de Bari, de Rome ou

de Reggio-Emilia, étudiant, ouvrier ou paysan, ils sont tous marqués par le communisme, la Résistance des partisans et l'antifascisme. « *Nous allions vers un avenir radieux* », explique Valerio Morucci. Un avenir qui tournera au cauchemar avec les « années de plomb » et ce 16 mars 1978 qui fut l'une des pages les plus noires de l'Italie d'après-guerre.

Dans la seconde partie du documentaire, « La révolution n'est pas un dîner mondain », chacun s'exprime avec recul sur cette action politique et militaire qui a stupéfié l'Italie et le monde entier. Une audace et une infras-

tructure qui ont laissé penser que les Brigades rouges n'avaient pas pu agir seules mais avec l'aide de services secrets étrangers. Une accusation qu'ils réfutent même s'ils ne lèvent pas les zones d'ombre qui continuent à planer sur cette attaque « au cœur de l'Etat ».

Aujourd'hui, certains se sont dissociés de la lutte armée, mais tous reconnaissent être « *des vaincus* ». ■

DANIEL PSENNY

Ils étaient les Brigades rouges, de Mosco Levi Boucault (Fr, 2011, 2 x 60 minutes).

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 16 - 144
PAR PHILIPPE DUPUIS

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

SOLUTION DE LA GRILLE N° 16 - 143

HORIZONTALEMENT **I.** Provocatrice. **II.** Lapinière. As. **III.** Aviser. Arp. **IV.** Sans. Espar. **V.** Tuais. Tex. FO. **VI.** Idiotie. Amon. **VII.** CA. Narration. **VIII.** Agissant. Lti (lit). **IX.** Géo. Enervait. **X.** Esses. Séante.

VERTICALEMENT **1.** Plasticage. **2.** Ravaudages. **3.** Opinaï. Ios. **4.** Vissions. **5.** One. Stases. **6.** Ciré. Iran. **7.** Ae. Sternes. **8.** Tripe. Atre. **9.** Ré. Axât. Va. **10.** Ar. Milan. **11.** Car. Footit. **12.** Espionnite.

HORIZONTALEMENT

I. Pour se maintenir partout au courant. **II.** En bordure du pavillon. Insupportable à la longue. **III.** Porteuses de laine. Le regard de l'Amérique sur le monde. **IV.** A appeler en cas de panne. Se déplacent à coups d'aile. Doublé pour jouer. **V.** Partagés, ils sont plus forts. Rarement seul au sommet. **VI.** Héritier qui a bien vieilli. A découvert de quoi endormir tout le monde. **VII.** Tendue pour ne rien perdre. Coin de Bretagne. **VIII.** Bout de rime. Dégoutte lentement. Mis en fuite. **IX.** Protecteurs et mécènes depuis Hercule. Epincera. **X.** Reports à la compatibilité.

VERTICALEMENT

1. Faire travailler ses neurones. **2.** Réajuste par le haut. **3.** Grande réserve d'huile. De plus en plus plate. **4.** Du bleu à la campagne. Richement colorée. **5.** Des barres sur le passage de la monture. Pourra être approuvé. **6.** Traits d'esprit bien lâchés. **7.** Ouvrent le guide. Renvoie vers l'œil. **8.** Pousse vers la perfection. Oncle chez les Clinton. **9.** Garde pour moi. Victime du grand froid. **10.** Ouvre les portes du pouvoir. Une douzaine au Vatican. Préposition. **11.** Ouverture de gamme. Turc un peu fermenté. **12.** Manque de finesse chez les jeunes. Fis l'innocent.

SUDOKU

N°16-144

Réalisé par Yan Georget (<http://yangeorget.net>)

8	6	9	3	5	1	7	2	4
3	2	5	7	8	4	9	6	1
1	4	7	6	2	9	8	5	3
9	3	4	8	1	2	5	7	6
6	7	1	5	9	3	2	4	8
5	8	2	4	6	7	1	3	9
4	5	3	1	7	8	6	9	2
2	1	6	9	3	5	4	8	7
7	9	8	2	4	6	3	1	5

Très difficile

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

DÉPOSEZ VOS

DOCUMENTS CONFIDENTIELS

DE MANIÈRE ANONYME ET SÉCURISÉE

sur www.sourcesure.eu

Le Monde

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA
Durée de la société : 99 ans
à compter du 15 décembre 2000.
Capital social : 94.610.348,70 €.
Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).
Rédaction 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13 Tél. : 01-57-28-20-00
Abonnements par téléphone : de France 3289 (Service 0,30 €/min + prix appel) ; de l'étranger : (33) 1-76-26-32-89 ; par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr.
Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €
Courrier des lecteurs blog : <http://mediateur.blog.lemonde.fr/> ; Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr
Médiateur : mediateur@lemonde.fr
Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Finances : <http://finance.lemonde.fr> ; Emploi : www.talents.fr/ ; Immobilier : <http://immo.lemonde.fr>
Documentation : <http://archives.lemonde.fr>
Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0717 C 81975 ISSN 0395-2037

M
publiété
Présidente :
Corinne Mrejen

OJD
PRINTED IN FRANCE

80, bd Auguste-Blanqui,
75707 PARIS CEDEX 13
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L'Imprimerie, 79 rue de Roissy,
93290 Tremblay-en-France
Toulouse (Occitane Imprimerie)
Montpellier (« Midi Libre »)

« HABITAT CONVIE LES CRÉATEURS À LA MAISON »

Pierre Favresse, directeur artistique de la marque, mise sur des designers renommés et de jeunes talents

ENTRETIEN

Il a succédé à Sir Terence Conran, à Tom Dixon... à la direction artistique d'Habitat, une marque légendaire du « design démocratique » devenue française en 2011 (groupe de distribution Cafom, présidé par Hervé Giaoui). Cet automne, Pierre Favresse, diplômé de l'Ecole Boulle et de l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs de Paris, invite de grands noms du design comme Eugeni Quitllet ou Noé Duchaufour-Lawrance, tout en continuant à porter le credo du fondateur : proposer de « l'utile beau et accessible ».



Chaise « Stone » en polypropylène, par Eugeni Quitllet.

HABITAT

Pour la rentrée, vous avez dessiné certains objets tout en faisant appel à de grands noms du design. Pourquoi ?

Je suis très fier de mes trois collaborations. L'artiste américaine Tina Frey, que j'avais découverte au Salon Maison & Objet il y a huit mois, a travaillé pour nous la porcelaine et propose des assiettes et des bols avec les irrégularités et la poésie du fait main.

Eugeni Quitllet, nommé « créateur de l'année » par le Salon Maison & Objet, a dessiné la première chaise en plastique de notre collection : elle est empilable, mais au lieu d'être plate, elle reprend les formes d'un coussin et d'un dossier, tout en rondeur.

Noé Duchaufour-Lawrance a créé une chaise confortable sur laquelle on retrouve sa patte, avec ce piétement en frêne massif comme sculpté, et cette élégance. Il voulait que la coque soit suspendue, et on l'a faite en feutre de laine bleu ou gris. De grandes personnalités comme celles-ci ont besoin de liberté.

Je les contrains seulement pour conserver un prix raisonnable. Ils ont fabriqué des objets que je n'aurais pas conçus moi-même, des produits bien finis au design poussé. C'est très enrichissant.

Vous faisiez partie de la « nouvelle vague » française découverte à Milan en 2011, grâce à Cédric Morisset. Vous avez mis fin à votre jeune trajectoire en solo ?

Succéder à Sir Terence Conran et à Tom Dixon, cela ne se refuse pas. Même si certains m'ont traité de fou il y a cinq ans, car Habitat était en déshérence, tout était brouillon. On ne peut pas dire non à l'une des plus belles marques au monde de design abordable. J'avais 31 ans. Si je reste dix ans, je serai quadragénaire et c'est encore la jeunesse dans une carrière de designer.

Au début, je me suis plongé dans l'histoire de la marque, cela m'a longtemps empêché de dessiner. Puis, je suis allé voir Terence Con-



« Nous cherchons à relancer le made in France. Nous avons rapatrié de Chine la fabrication de la lampe iconique Ribbon »

PIERRE FAVRESSE
directeur artistique d'Habitat

ran en 2012 à Londres, et je lui ai demandé conseil. Il a posé sa main sur la mienne et m'a dit : « *Listen to your heart!* » Ecoute ton cœur... Depuis, j'ai mis les bouchées doubles, toiletté les collections, remis des couleurs fortes et lancé toutes ces nouvelles collaborations.

Vous avez financé les créations de trois débutants en partenariat avec le site de financement participatif MyMajorCompany. Pourquoi ?

Pour maintenir une certaine fraîcheur ! Créer du beau abordable est important, et c'est ce que nous faisons en démocratisant les grands créateurs. Même s'ils sont très connus dans le milieu du design – comme Quitllet ou Duchaufour-Lawrance –, reste à les convier à la maison. Il faut aussi être le miroir de la société en inspirant une nouvelle manière de « *vivre son chez-soi* ». Prenons l'exemple de ce canapé que nous allons éditer cet automne : le Libertad, de Julie Figueroa Zafiro, 28 ans.

Canapé Libertad, par Julie Figueroa Zafiro. HABITAT

Cette lauréate de notre concours avait photographié différentes postures dans un sofa et dessiné la forme d'assise la mieux adaptée. C'est un projet difficile à réaliser que j'ai soutenu, car c'est une idée géniale que j'aurais voulu avoir ! Ce canapé, on peut s'y lover, s'y coucher, et s'asseoir par terre en s'appuyant contre la partie basse que l'on a matelassée à cet effet.

N'est-ce pas le comble pour une marque d'origine britannique de s'exporter grâce à la magie de la « French touch » ?

Nous cherchons même à relancer le made in France ! Après la lampe iconique Ribbon, rapatriée de Chine pour être fabriquée par la tôlerie Poncin à Tarare, près de Lyon, nous avons développé nos premiers parfums d'ambiance avec Molinard, parfumeur à Grasse depuis 1849, et confié la fabrication des nouvelles tables et chaises de jardin Eva à la société Rodet, près de Valence. C'est l'une des prérogatives d'Arnaud Montebourg, l'ex-ministre de l'économie, devenu vice-président d'Habitat.

Sir Terence Conran a fondé Habitat en 1964 à Londres, mais c'est un épicurien, passionné d'art de vivre et de cuisine française, auteur du livre *France ma douce* (Flammarion, 256 p., 1988). Il s'est inspiré du sud de l'Hexagone – où il avait une maison –, des couleurs joyeuses des marchés de Provence, pour apporter joie et générosité dans la Grande-Bretagne assez terne de son époque.

Quand, en 1973, il ouvre son premier magasin « continental », c'est Paris-Montparnasse qu'il choisit. Dans le premier concept store ayant jamais existé pour l'univers de la maison, il propose quelques ovnis : des couettes au lieu de draps, des boules lumineuses japonaises, des chaises pliables, des lampes de bureau à pince, le bois clair, l'osier.

Il pensait que certains produits ne nécessitent pas d'être redessinés, tels la chaise Thonet ou le ballon de vin rouge. J'ai adopté cette ligne de conduite. Il y a quarante ans, Terence Conran achetait les plats en grès de la Manufacture de Digoïn, en Bourgogne. Je viens de relancer cette collaboration – alors que la société redémarre doucement après deux liquidations judiciaires –, et leurs produits sont tellement justes que nous y avons, pour la rentrée, simplement apporté une touche de couleur. Du vermillon. ■

PROPOS RECUEILLIS
PAR VÉRONIQUE LORELLE

Farnèse, un palais pour les designers français

Tout l'été, trente pièces meublent le joyau romain de la Renaissance et siège de l'ambassade de France en Italie. Une vitrine inédite pour les créateurs

DESIGN

Cinq siècles séparent les fresques du Palazzo Farnese, à Rome, de la table basse Webwood en chêne et marbre blanc de Fabrice Ausset. Même décalage avec la console en verre bleuté « Propagation » d'Hervé van der Straeten. Et pourtant, le télécopage d'époques fonctionne. Jusqu'au 20 septembre, ce palais Renaissance, siège de l'ambassade de France en Italie, abrite une cinquantaine de créations de designers contemporains français, dans trois de ses grandes galeries ouvertes au public.

« Je n'ai choisi que des pièces fortes pour répondre au décor de ce palais, chef-d'œuvre intact de l'architecture du XVI^e siècle », souligne Catherine Colonna, ambassadrice de France en Italie, à l'origine de ce « réameublement » éphémère et inédit pour une ambassade à

l'étranger. « *Je souhaitais mettre en valeur les talents exceptionnels que nous avons dans le domaine du design en France. Nombre de nos visiteurs, depuis l'inauguration il y a une semaine, se sont dits surpris de voir que, derrière certains meubles de marques italiennes, se cachaient les signatures de créateurs français* », précise l'ambassadrice, qui a reçu le soutien, pour cette première, de l'Institut français d'Italie.

Quelles pièces pouvaient ressortir dans les galeries majestueuses de 40 mètres de long et 8 mètres sous plafond, baignées de lumière ? En montant le monumental escalier d'honneur du Palais Farnèse, le visiteur est accueilli, au premier étage, par ce paravent en cuir blanc Moucharabieh de Jean-Marie Massaud pour Poltrona Frau, qui délimite joliment l'espace. Sur une table, une accumulation de tubes de néons de DCW Editions semble mettre le feu au

piéd d'un faune antique, exposé dans une niche. Devant « L'Indiscret », trois assises collées en étoile et tapissées de mouton de Mongolie (édition Sawaya & Moroni), des visiteurs oublient les consignes et s'assoient, caressant voluptueusement la toison blanche.

Jean Nouvel côtoie Ora-ïto

« Les conseillers artistiques, Isabelle Valembas et Pierre Léonforte, m'ont soumis des centaines de photos d'objets, et j'ai fait mon choix sans vouloir connaître le nom des créateurs, de l'éditeur ou de la marque. Je l'ai fait selon mes coups de cœur, comme pour un lieu que je rêverais d'habiter... », précise Catherine Colonna. Résultat des courses ? Des célébrités du design tels Jean Nouvel, Christian Ghion, Christian Liaigre ou Ora-ïto côtoient des talents émergents, dont Margaux Keller, née en 1987, auteure d'une gracieuse table Ei-

leen (pour En Attendant les Barbares). Parmi les éditeurs, fabricants, ébénistes, industriels ou galeristes ont joué le jeu. Ce qui donne un joyeux mélange des genres : le Cheval-d'Arçons de Philippe Nigro pour Hermès s'encanaïlle avec la banquette Grid de l'éditeur indépendant Petite Friture, ou l'enfilade Snow de Roche-Bobois !

« Exposer au Palais Farnèse et en Italie où il y a autant de richesses culturelles, je l'ai vécu avec enthousiasme, comme une reconnaissance de mon travail », raconte Fabrice Ausset, qui a accepté, comme la trentaine d'autres designers, de prêter une œuvre pendant trois mois. « Tout dans ce lieu grandiose est comme magnifié : ma table contemporaine en marbre et bois à facettes est entrée en résonance avec l'architecture ronde de la Renaissance, avec les sols en terre cuite, la pierre sculptée et les stuccos au mur... », se félicite l'architecte-dé-



Table Webwood de Fabrice Ausset et fauteuils Jean-Marie Massaud pour Poltrona Frau, galerie « chancellerie » du Palais Farnèse, à Rome.

S. LUCIANO/AMBASSADE DE FRANCE EN ITALIE

corateur, qui va ouvrir sa propre galerie à Paris, à la rentrée.

Trente mille personnes visitent chaque année le Palais Farnèse, attirées en particulier par la galerie des Carrache récemment restaurée. Une magnifique vitrine – inespérée – pour le design français. ■

V. L.

Design@Farnèse, jusqu'au 20 septembre. Douze visites par semaine (s'inscrire dix à quinze jours à l'avance).

CULTURE | CHRONIQUE

PAR AURELIANO TONET

Il y a du Hegel dans PNL

Le Monde ou rien.» Il ne s’agit ni de la plainte d’un lecteur fidèle, clabaudant dans un kiosque à journaux en rupture de stock, ni du caprice d’une célébrité, exigeant à tout prix d’apparaître dans nos colonnes. Cette phrase, ne nous en déplaise, donne son titre au morceau qui ouvre le deuxième album de PLN, *Le Monde Chico*, paru en novembre 2015. Elle coiffe aussi, dans sa traduction anglaise «The World or Nothing», le long article que vient de consacrer le bimensuel culturel *The Fader* à ce duo de rappeurs – troisièmes artistes français, après Phoenix et Charlotte Gainsbourg, à orner la couverture de la prestigieuse revue américaine.

Notre consœur Atossia Abrahamiam, qui collabore également au *New York Times* et à Al-Jazira, a réussi là où l’ensemble de la presse hexagonale avait échoué: passer suffisamment de temps avec Tarik et Nabil, alias Ademo et N.O.S., dans leur cité des Tarterêts, à Corbeil-Essonnes, et dans leur studio d’enregistrement, à Clichy, pour infléchir leur politique de communication. Jusqu’ici, les deux frères n’avaient jamais donné d’interview ni posé pour un photographe étranger à leur cercle amical. Là, entre deux clichés *flashy*, des bribes biographiques émergent enfin entre les lignes, dans un malin mélange de pudeur et de marketing: sont évoqués, pêle-mêle, les origines corsico-algériennes de PNL, le passé carcéral d’Ademo, le financement par le trafic de drogue de leurs albums, leur rapport à l’islam, leur perfectionnisme en studio, leur «*isolationnisme*»...

La journaliste commence son article en relevant que *Le Monde ou rien* – 41 millions de vues sur YouTube – a inspiré l’un des slogans-phares des manifestations contre la loi travail. Elle conclut en décrétant que «*vous n’avez pas besoin de comprendre le français pour apprécier les chansons de PNL*». Lire une contradiction entre ces deux idées, ce serait nier la dialectique qui anime les meilleurs artistes hip-hop depuis sa création, à la fin des années 1970, dans les quartiers les plus pauvres de New York.

Classification des arts

Au fil des cours d’esthétique qu’il donne au début du XIX^e siècle, Hegel opère une classification des arts, du plus matériel au plus immatériel. «*Tout art s’exerce sur une matière plus ou moins dense, plus ou moins résistante, qu’il s’agit d’apprendre à maîtriser*», écrit le philosophe allemand. Par son gigantisme et sa pesanteur, l’architecture arrive en tête; la musique, «*art dont l’âme se sert pour agir sur les âmes*», et la poésie, art «*qui a réussi à s’élever à la plus haute spiritualité*», ferment la marche.

En un sens, le hip-hop s’est toujours nourri de cette tension entre urbanité et musicalité; c’est un genre où pactisent, pour reprendre la hiérarchie d’Hegel, architectes et poètes, matérialistes durs et purs esprits; vissés à la cité, les rappeurs peuvent tout aussi bien viser les cieux.

Voyez, par exemple, les noms des groupes les plus fameux: NWA, NTM, IAM, TTC, LL Cool J ou

SE BARDER
D’INITIALES
ÉQUIVAUT,
POUR NOMBRE
DE RAPPEURS,
À RÉINITIALISER
LE JEU SOCIAL

LA DIALECTIQUE
PEUT CASSER DES
BRIQUES, CLAMENT
LES RAPPEURS,
EUX DONT LES
« PUNCHLINES »
SE COGNENT AUX
PAROIS DE LA CITÉ

Warren G hier; SCH, MHD, MZ, DTF, GLK ou PNL, donc, aujourd’hui. A quoi tient cette floraison de siglaisons? En comparaison, les conversations les plus éméchées entendues aux buvettes des ministères («*As-tu lu le PLFFSS? T’es plutôt de l’avis de la DGCCRF ou de la DGSCGC?*») semblent limpides comme de l’eau claire; et, à cette même aune, les rêves les plus érotiques des candidats de «Motus», «La Roue de la fortune» ou «Des chiffres et des lettres» passent pour des abécédaires enfantins...

Accros aux acronymes

De fait, si tant de rappeurs sont accros aux acronymes, c’est autant par passion égotique que politique. Se barder d’initiales équivaut, pour nombre d’entre eux, à réinitialiser le jeu social. D’aucuns chercheront, par ce biais narcissique, à redorer le blason banlieusard en lettres majuscules. D’autres à faire écho à une sémiotique citadine criblée de marques, de codes, de sigles plus ou moins cryptiques, soudant ceux qui en maîtrisent les secrets. Se noue là tout un réseau d’emprunts et d’empreintes, qui s’inscrivent à même les murs des villes et des réseaux sociaux, par tags interposés.

Gare cependant à ne pas trop insister sur les soubassements politiques du hip-hop, au risque d’occulter sa portée poétique. Car accoler trois lettres les unes aux autres revient souvent, comme le formule Hegel, à s’adonner à «*l’art pour l’art, pour trouver sa satisfaction dans l’euphonie de l’âme*». PNL renvoie à l’expression «Peace N’lové», référence pour le moins gratuite dont le formalisme vaut bien, au hasard, celui d’*Elaeudanla Tēitēia* de Gainsbourg.

La dialectique peut-elle casser des briques, se demandait René Vienet en 1973. Carrément, répondent en chœur les rappeurs, eux dont les «punchlines» se cognent aux parois de la cité et s’en cognent tout à la fois. En matière hégélienne, nul n’égale Kendrick Lamar. En 2015, ce Californien sortait un album éminemment politique, *To Pimp a Butterfly*, qui disait l’ampleur des discriminations dont souffrent les Noirs américains en général, et les habitants du quartier de Compton, à Los Angeles, en particulier. La pochette montrait certains d’entre eux, billets de banque à la main, dans le jardin de la Maison Blanche; il n’en fallait pas plus pour que Barack Obama en fasse son disque favori de l’année écoulée.

En mars 2016, le même Lamar mettait en ligne *Untitled unmastered*, huit morceaux d’une musicalité inouïe, sur lesquels sa voix flûtée poétisait avec des nuées de vents, de cuivres et de bois. En guise de titres de chansons, une suite de chiffres abstraits; en guise de pochette, un monochrome verdâtre. D’un disque à l’autre, de *To Pimp a Butterfly* à *Untitled unmastered*, toute la dialectique hip-hop était ainsi ramassée – matérialité des villes contre immatérialité des rimes, bloc de matière contre jeux d’esprit, le monde ou rien. ■

tonet@lemonde.fr

PARITARISME
À LA FRANÇAISE :
TEL PÈRE,
TEL FILS !

ÉDITORIAL

François Hollande va-t-il achever son quinquennat sur une embellie économique et un échec social? C’est au moment où les bons indices se multiplient et laissent même, enfin, entrevoir une baisse du chômage en 2016 qu’un coup mortel vient d’être porté au paritarisme à la française. Après quatre mois de négociations en trompe-l’œil sur l’élaboration d’une nouvelle convention d’assurance-chômage, les partenaires sociaux se sont séparés, jeudi 16 juin, sur un constat de désaccord, renvoyant ainsi la balle à l’Etat.

Pour un président de la République qui avait fait de la démocratie sociale l’alpha et l’oméga de la réforme, c’est le troisième échec en dix-huit mois. En 2015, la négociation emblématique sur la modernisation

du dialogue social a capoté. L’absence de réelle concertation sur la refonte du code du travail explique dans une large mesure la contestation à laquelle donne lieu aujourd’hui la loi El Khomri. L’échec de la négociation sur l’Unédic vient de le confirmer: le dialogue social au niveau interprofessionnel est au point mort.

Syndicats et patronat se renvoient la responsabilité de ce fiasco, alors que le gouvernement attendait de la négociation d’une nouvelle convention, pour respecter les injonctions de la Commission européenne, une économie de 800 millions d’euros par an. «*Le patronat fait le choix aujourd’hui de l’échec de la négociation du régime d’assurance-chômage, essentiellement pour des raisons de conflits internes au Medef*», ont jugé la CFDT et la CFTC, en rappelant que, lors de l’accord de 2015 sur les retraites complémentaires, le Medef avait accepté une taxation des ruptures des contrats de travail des salariés de plus de 50 ans. Le Medef fustige «*l’incapacité des partenaires syndicaux à dépasser des postures dogmatiques visant à punir les entreprises en procédant à des hausses de cotisations sur le travail*».

C’est, en effet, sur la volonté de tous les syndicats de renforcer les cotisations dégressives à l’assurance-chômage en fonction de la durée des contrats que la négociation a échoué. Mais le patronat, théâtre

d’affrontements entre des «faucons» qui prônent la grève de la négociation jusqu’en 2017 et des «colombes» qui veulent préserver le dialogue social, a adopté une posture politique et radicale. Quand Pierre Gattaz va jusqu’à traiter les militants de la CGT, à propos de la contestation de la loi El Khomri, de «*voyous*» et de «*terroristes*», et jusqu’à s’en prendre au manque de «*pragmatisme*» de syndicats comme la CFDT, il ne laisse plus aucun espace au dialogue social.

On a l’impression de revivre le mauvais film de 1982. Il y a trente-quatre ans, le président du CNPF (l’ancêtre du Medef), Yvon Gattaz, le père de Pierre, avait claqué la porte de la négociation sur l’assurance-chômage, fustigeant l’irresponsabilité des syndicats. Le ministre des affaires sociales, Pierre Bérégovoy, avait dû, pour la première fois, prendre le relais des partenaires sociaux. Le décret du 24 novembre 1982 avait taillé dans les droits des chômeurs pour résorber le déficit du régime, au point de créer ce qu’on avait appelé les «nouveaux pauvres».

En prolongeant l’actuelle convention au-delà du 30 juin, «*dans l’attente d’un prochain accord*», Myriam El Khomri évite de tomber dans le même piège. Mais elle ne fait que reculer pour mieux sauter, et le paritarisme aura du mal à se relever d’un tel échec. ■

« SUR INSTAGRAM
ET FACEBOOK,
LES SUPERMAMANS
SONT DEVENUES
LES AMBASSADRICES
DE LEUR BONHEUR
FAMILIAL »

Enquête : #mère parfaite - Zineb Dryef



Vivez avec l’époque

DÈS DEMAIN EN KIOSQUE

l’enquête : Mais comment le kebab a-t-il supplanté le hamburger et le jambon-beurre ?





Mr. BURBERRY

LE NOUVEAU PARFUM POUR HOMME

MONOGRAMMEZ VOTRE FLACON SUR BURBERRY.COM



La croissance française se raffermi, la baisse du chômage s’esquisse

► La forte hausse de l’investissement des entreprises et des ménages est le principal moteur de la reprise

Elle tient bon. Alors que les Français commencent l’été entre morosité et angoisse, sur fond de tensions sociales exacerbées et de menace terroriste renouvelée, l’embellie économique se poursuit. La croissance hexagonale devrait atteindre 1,6 % en 2016, a indiqué l’Insee dans sa note de conjoncture, jeudi 16 juin. Jusqu’à présent, l’institut laissait

entendre que l’objectif du gouvernement, une hausse de 1,5 % après + 1,2 % en 2015, était à portée de main. Mais le bon chiffre de progression du PIB au premier trimestre (+ 0,6 %) et les perspectives relativement solides pour la suite de l’année l’ont incité à relever ses prévisions. Après l’envolée des trois premiers mois de 2016, un contrecoup est toutefois à at-

tendre dans l’immédiat : le PIB français augmenterait de seulement 0,3 % au deuxième trimestre et poursuivrait ensuite sur un « *rythme modéré* » (+ 0,3 % au troisième trimestre, + 0,4 % au quatrième). Mais « *la croissance a gagné du tonus au premier trimestre. Elle se diffuse [désormais] à l’emploi et, de ce fait, commence à s’autoentretenir* », analyse

Vladimir Passeron, chef du département de la conjoncture à l’Insee. Le taux de chômage devrait reculer, grâce à la création de 210 000 emplois de plus cette année, un chiffre bien « *supérieur* » à la hausse de la population active. **PATRICK ROGER ET AUDREY TONNELIER** ➔ LIRE LA SUITE PAGE 3

L’avenir de VW passera par la voiture électrique

► Le plan stratégique de la marque allemande, dévoilé jeudi 16 juin, prévoit jusqu’à 25 % de ventes de véhicules électriques d’ici à 2025
► 8 milliards d’euros d’économies devront être réalisés chaque année
► « C’est le plus gros processus de transformation jamais entrepris dans l’histoire du groupe », selon le PDG Matthias Müller

PAGE 4

Matthias Müller, le 16 juin, à Wolfsburg.

RONNY HARTMANN/AFP



NUCLÉAIRE UN RÉACTEUR DE FESSENHEIM ARRÊTÉ POUR DES CONTRÔLES

PAGE 6

PLEIN CADRE TAXE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES, LE CASSE-TÊTE IMPOSSIBLE

PAGE 2

📈 CAC 40 4 215 PTS + 1,50%
📈 DOW JONES 17 733 PTS + 0,53%
📈 EURO-DOLLAR 1,1225
📈 PÉTROLE 47,82 \$ LE BARIL
📈 TAUX FRANÇAIS À 10 ANS 0,41 %

VALEURS AU 17/06 - 9 H 30

Cahier du « Monde » N° 22216 daté Samedi 18 juin 2016 - Ne peut être vendu séparément

PERTES & PROFITS | FACEBOOK

Philanthropie bien ordonnée...

Maxima Zuckerberg a de la chance. Non seulement son papa est le plus riche trentenaire du monde, mais il est aussi le plus généreux. Tellement généreux qu’il ne pense pas qu’au bonheur de sa fille, née en 2015, mais à celui de toute sa génération. « *Notre société a l’obligation d’investir maintenant pour améliorer l’existence de tous ceux qui arrivent dans ce monde, pas seulement de ceux qui sont déjà là* », lui a-t-il écrit peu après sa naissance. « Max » n’aura pas le souci de gérer l’immense fortune léguée par ses parents, ceux-ci s’en sont déjà chargés pour elle. Mark Zuckerberg, le fondateur de Facebook et sa femme, Priscilla Chan, ont décidé de créer une fondation philanthropique qui recevra 99 % des actions qu’ils détiennent dans l’entreprise, soit, à la valeur actuelle de l’entreprise, près de 48 milliards de dollars (42,6 milliards d’euros). La Chan-Zuckerberg Initiative entend œuvrer dans les domaines de l’éducation, de la santé et, Facebook oblige, dans la mise en relation des hommes et des communautés.

La fondation, qui n’a pas pris le statut d’une organisation caritative mais celui d’une société à responsabilité limitée, a procédé ce jeudi 16 juin à son premier investissement important, dans une entreprise new-yorkaise, Andela, consacrée à la formation en Afrique. Elle entend former des petits génies du logiciel sur des campus implantés au Nigeria et au Kenya. « *Les talents sont partout, mais pas les opportunités. Nous voulons combler ce fossé* », assure Mark Zuckerberg. Ce faisant, il ne fait que tenter de répondre à un

besoin bien concret, celui du manque d’ingénieurs dans la Silicon Valley. D’ailleurs Google a également investi dans Andela. Philanthropie bien ordonnée commence donc par soi-même. Situation étrange, où un milliardaire français, Xavier Niel (actionnaire du Monde), implante une école similaire, gratuite et sans diplôme exigé à l’entrée, au cœur de la Silicon Valley, quand les caïds du quartier partent chasser les mêmes talents en Afrique.

Acteur global

Le patron de Facebook a déjà investi son propre argent dans des projets éducatifs à destination des déshérités de la Silicon Valley, mais il est désormais un acteur global dont les rêves de croissance le portent en Chine, en Inde et en Afrique. Il est donc logique qu’il en fasse aussi le cœur de son action humanitaire. A une époque où les pays riches se replient sur eux-mêmes et tentent de lutter contre les dégâts de la mondialisation, qui creusent le lit des populismes, les fortunes du numérique prétendent à l’universalité, bien au-delà de leurs propres affaires, avec des moyens supérieurs à ceux de la plupart des Etats. Une forme de captation de l’aide humanitaire par les grands marchands du XXI^e siècle, qui préfèrent lutter contre la malaria au Congo ou fabriquer des ingénieurs au Kenya que payer des impôts qu’ils jugent mal utilisés. Ils poussent de ce fait à la redéfinition nécessaire du rôle des Etats dans un monde où ces derniers n’ont plus le monopole de l’intérêt général. ■

PHILIPPE ESCANDE

Fun Radio accusée de manipulation d’audiences

Pour les uns, c’est un scandale inédit qui met en cause tous les chiffres d’audience des radios. Pour les autres, c’est une nouvelle manœuvre symptomatique d’un secteur où les rivaux ne cessent de se porter des coups médiatiques.

Cinq groupes (Lagardère Active, Les Indés Radios, NextRadioTV, NRJ Group et Skyrock) accusent Fun Radio, la station musicale du groupe RTL, de « *pratiques déloyales et frauduleuses* », selon un courrier de mise en demeure adressé mercredi 15 juin, que Le Monde a pu consulter. Selon ce courrier, les animateurs de Fun Radio « *demandent régulièrement, et depuis plusieurs mois, aux auditeurs de répondre massivement et de manière mensongère aux enquêtes de Médiamétrie* ».

Pour réaliser son étude « 126 000 Radio », qui fait foi en matière de mesure d’audience, l’institut procède par sondages téléphoniques.

Or, entre novembre 2015 et janvier 2016, au moins à quatre reprises, les membres de la matinale de Bruno Guillon ont encouragé les auditeurs à répondre aux enquêtes, à déclarer qu’ils écoutaient Fun Radio « *même sans [les] écouter* », lors de séquences qui se veulent potaches, avec des conseils du type : « *Prenez dix minutes, si vous répondez vite, ça va vite, vous dites “Fun Radio” à chaque fois, ne vous faites pas chier*. » Des messages « *marqués de manière récurrente* », selon les plaignants, qui ont pris soin de s’appuyer sur une analyse demandée par NRJ au Centre d’étude des supports de publicité (CESP), l’organisme d’audit et de contrôle des mesures d’audience en France.

ALEXIS DELCAMBRE ET ALEXANDRE PIQUARD ➔ LIRE LA SUITE PAGE 8



1936

Un hors-série du « Monde »
100 pages - 8,50 €
Chez votre marchand de journaux
et sur Lemonde.fr/boutique

La TTF, cet impôt que l'Europe n'ose pas enterrer

La création d'une taxe sur les transactions financières était de nouveau au menu d'une rencontre de quelques argentiers de la zone euro. Après cinq ans d'atermoiements, les ministres des finances concernés continuent à faire semblant de croire que cet impôt verra le jour

BRUXELLES - bureau européen

La quoi? La TTF? Vous êtes sûrs que c'est encore un sujet? Elle n'était pas morte l'année dernière?» «Non, tu exagères, elle bouge encore... Même si c'est un peu un zombie.» Voici un exemple, parmi d'autres, des échanges que la taxe sur les transactions financières (TTF) – la taxe Tobin version européenne – suscite désormais à Bruxelles. L'ennui, l'indifférence et quelques plaisanteries.

Toujours dans les limbes, après cinq ans d'atermoiements, cet impôt sur les établissements financiers, qui est censé réfréner la spéculation et contribuer à de nobles causes – la lutte contre le réchauffement climatique ou la recherche sur le sida –, ne passionne plus grand monde. Ni les fonctionnaires européens, ni les politiques, ni les médias, sursollicités par des crises – «Brexite», migration –, forcément plus urgentes.

Et, à chaque «réunion TTF» des ministres des finances (ils ne sont plus que dix concernés désormais, le Français, l'Autrichien, le Belge, le Slovène, le Portugais, l'Allemand, l'Italien, l'Espagnol, le Grec et le Slovaque), la même question se pose : ça y est, on l'enterre? Le rendez-vous du jeudi 16 juin, à Luxembourg, en marge d'une rencontre des grands argentiers de la zone euro, n'a pas fait exception.

Mais une fois de plus, comme en décembre 2015, comme en mars 2016, les ministres ont réussi à sortir de la salle en assurant que le travail continuait. «*Nous avons pris acte qu'un accord est possible*», a déclaré le Français Michel Sapin. «*Nous avons une position commune sur 99 % du compromis*», a ajouté son collègue autrichien, Hans Jörg Schelling.

Ils ont par ailleurs annoncé la création de deux groupes de travail, l'un pour évaluer le coût de la collecte de la taxe (une demande des Slovènes), l'autre pour étudier l'impact d'un impôt sur les dérivés d'obligations souveraines. Une nouvelle date butoir a été fixée : septembre, pour – enfin – tomber d'accord...

«*Ces groupes de travail n'ont aucun sens, c'est juste une manière de prolonger les discussions. La Commission européenne a déjà réalisé des études d'impact à foison! Ce que nous voulons, enfin, c'est un accord politique, cet été*», peste Alexandre Naulot, spécialiste de ces questions au sein de l'organisation non gouvernementale (ONG) Oxfam. «*On est partis pour faire durer le plaisir*», glisse une source bruxelloise proche des discussions. «*Tout cela commence à devenir ridicule*», confie une autre. Mais comment a-t-on pu en arriver là?

Quand la Commission de Bruxelles a dévoilé son projet de taxe, en septembre 2011, elle ne manquait pourtant pas d'ambition. En pleine crise financière, elle voulait faire payer aux banques leurs errements, «*faire*

en sorte que les établissements financiers participent de manière équitable au coût de la récente crise». Le taux de la taxe n'était pas fixé : l'idée était qu'il soit très bas, mais que, pour compenser, l'assiette soit la plus large possible et concerne à peu près tous les instruments financiers (actions, dérivés).

Les établissements concernés devaient verser leur écot à l'Etat membre où ils sont situés dès lors qu'ils participent à une transaction, selon le principe dit «de résidence». Bruxelles avançait la somme, énorme, de 58 milliards d'euros de collecte possible, et proposait qu'elle aille au budget de l'Union européenne (UE).

Les lobbys bancaires sont montés brutalement au créneau, au motif que la taxe allait provoquer un départ massif des acteurs vers des juridictions moins contraignantes, ou renchérir le coût du crédit pour les entreprises et les particuliers.

Des gouvernements ont relayé ces arguments sans trop de nuances. Pas question de discuter d'une TTF pour les Britanniques, les Néerlandais ou les Luxembourgeois, par exemple. Les intérêts supposés de leurs places financières primaient largement sur toute autre question.

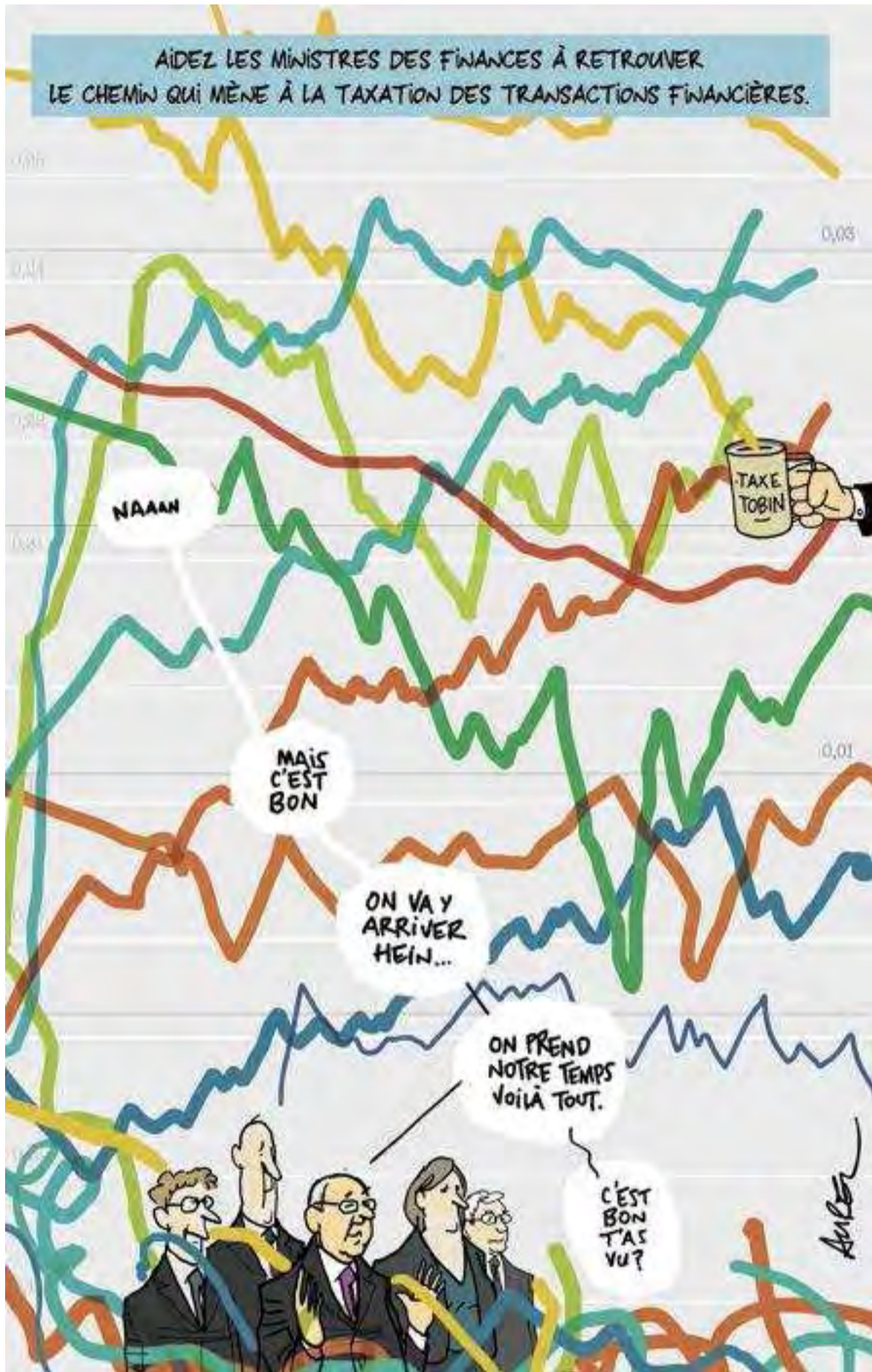
«COOPÉRATION RENFORCÉE»

Les sujets liés à la fiscalité exigeant l'unanimité des Etats membres pour être agréés, la TTF était dans une impasse. Pour en sortir, en 2013, onze pays, emmenés par l'Allemagne et la France (la TTF figure parmi les promesses de campagne de François Hollande) décident d'inaugurer une «*coopération renforcée*» pour tenter de trouver un accord avec un club de volontaires plus restreint. Un mode de négociation totalement inédit concernant la fiscalité.

Et les discussions repartent avec, pour qui ne suit pas le sujet au jour le jour, l'impression qu'on ressasse les mêmes questions. Quelle assiette, quels taux, quel principe : de résidence, ou d'émission? Quelles exceptions accorder : pour les fonds de pension, les teneurs de marché? Entre 2013 et 2014, la France fait plutôt partie des éléments bloquants, multiplie les demandes d'exemptions, réclamant de sortir une longue liste de dérivés de l'assiette du futur impôt.

Début 2015, changement de braquet à Paris, «*l'Elysée a fait pression sur Bercy pour débloquent les discussions*», assure Alexandre Naulot. «*Il faut une taxe large, une base large, un taux peut-être faible, mais que l'on s'engage enfin et que cette belle idée devienne une réalité*», déclare Michel Sapin devant l'Assemblée nationale, en janvier. Hans Jörg Schelling accepte de prendre la présidence du club des «11», pour mener les travaux de manière plus énergique, et surtout jusqu'à leur terme.

Mais décembre 2015 arrive et il ne s'est presque rien passé. M. Schelling s'impacient, menace de rendre son tablier. La France le convainc de rester : pas question de



NOMBREUX SONT CEUX QUI AIMERAIENT ARRÊTER LES FRAIS. MAIS PERSONNE N'OSE LE DIRE, CAR LA TTF RESTE NOTAMMENT UNE PROMESSE DE CAMPAGNE, COMME EN FRANCE

laisser mourir la TTF à quelques jours de l'ouverture de la conférence de Paris et de la COP21, et alors que les ONG réclament «leur» taxe pour le climat... Les Estoniens, eux, décident de claquer la porte : le club de la coopération renforcée passe à dix. Au-dessous de neuf membres, il doit être dissous, ce sont les règles européennes.

Et depuis? Jusqu'à début juin, ce sont les Belges et les Slovènes qui faisaient barrage. «*On a changé de saboteurs*», déplore Antonio Gambini, de la plate-forme d'ONG belge CNCN-11.11.11. La Slovaquie s'inquiète des faibles montants qui seraient finalement collectés par la TTF. La Belgique, elle, ramène le débat deux ans en arrière...

Johan Van Overtveldt, le ministre des finances du parti nationaliste flamand NVA juge «*inacceptable*» le projet de taxe discuté par ses homologues. Il serait «*en contradiction avec l'accord de gouvernement*», signé en octobre 2014 par la coalition de droite dirigeant la Belgique. Il réclame une exemption pour les fonds de pension, et une grande partie des produits dérivés.

PAS DE VOLONTÉ POLITIQUE

«*Nous demandons au gouvernement fédéral belge, et singulièrement au premier ministre, de se ressaisir. Charles Michel a beaucoup œuvré dans le passé, lors de son passage au ministère de la coopération, pour faire avancer l'idée d'une TTF. Faire échouer ce projet aujourd'hui serait pour lui un reniement*», estime Arnaud Zacharie, secrétaire général du CNCN-11.11.11.

«*On est pourtant tout près d'un accord, se désole M. Naulot, d'Oxfam. Huit pays sur dix sont prêts à accepter un compromis dans lequel on se contenterait de taxer selon le principe d'émission* [les établissements sont imposés, dès qu'ils achètent un titre coté dans un pays de la coopération rapprochée], à

condition de prévoir une clause de révision permettant, plus tard, d'imposer selon le principe de résidence.»

La vérité? Pas mal de monde, en off, le dit crûment : il n'y a pas de volonté politique pour continuer. Nombreux sont ceux qui aimeraient arrêter les frais. Après l'Estonie, la Slovaquie «*se pose des questions*» selon une source haut placée. Mais, en même temps, beaucoup d'autres n'osent assumer un échec, car la TTF reste une promesse de campagne (en France) ou fait toujours partie d'un accord de coalition (en Allemagne ou en Belgique).

La Commission, qui porte à bout de bras les discussions? Elle ne se fait pas non plus d'illusions. «*Elle est prête à accepter tous les accords, même s'ils sont symboliques. La seule chose qui compte pour elle, c'est de prouver qu'on peut réussir une coopération renforcée sur les sujets de fiscalité*», selon une source proche des discussions.

Elle compte se prévaloir de ce type de succès pour pousser un autre projet, bien plus important à ses yeux : l'harmonisation des bases fiscales pour les entreprises en Europe. En tout cas, si la taxe Tobin bruxelloise bouge encore, c'est bien grâce à la pression ininterrompue des ONG, qui continuent d'y croire et d'envoyer des piqûres de rappel à chaque réunion ministérielle.

Certaines, parmi elles, rêvent même d'un «revival», à la faveur de la campagne présidentielle en France. «*La TTF, c'est quand même un marqueur de gauche, Hollande pourrait la ressortir*», suggère une source européenne. Nicolas Hulot n'a-t-il pas cosigné, dans *Libération*, mi-mai, une tribune enjoignant à la France de «*se battre*»? Michel Sapin n'a-t-il pas lancé, jeudi, en sortant de la réunion à Luxembourg : «*La France veut une taxe, je me battraï pour qu'elle voie le jour*»? ■

CÉCILE DUCOURTIEUX

VW mise sur l'électrique pour sortir du « dieselgate »

Matthias Müller, PDG du groupe Volkswagen, a présenté, jeudi 16 juin, la nouvelle stratégie du constructeur

BERLIN - *correspondance*

Pour Matthias Müller, il s'agit du « plus gros processus de transformation jamais entrepris dans l'histoire du groupe ». Rien de moins. Le PDG du groupe allemand Volkswagen (VW) a présenté la nouvelle stratégie du constructeur, lors d'une conférence de presse, jeudi 16 juin, à Wolfsburg. Dans son offensive pour ébaucher l'avenir d'une entreprise ébranlée par le scandale du « dieselgate », M. Müller a dévoilé une série « d'initiatives » où les mots-clés sont voiture électrique, nouvelles offres de mobilité et révolution numérique.

Très attendu, M. Müller s'est libéré de la pression qui pesait sur ses épaules dès les premières minutes de la conférence. D'un lapsus, où il a confondu les mots « *tour d'ivoire* » et « *tour Eiffel* », il s'est sorti par une pirouette, dans l'hilarité générale : « *C'est ça quand on regarde trop les matchs de l'Euro de football.* » Un épisode impensable sous son prédécesseur, Martin Winterkorn, qui illustre parfaitement sa volonté de faire de la « *stratégie 2015* » un tournant dans la culture du groupe.

Car le changement est urgent et impératif. Après le « dieselgate », VW doit regagner la confiance du public et de ses clients et marquer des points sur le plan du développement durable, largement délaissé jusqu'à présent. La pression vient aussi de la concurrence, celle des acteurs du numérique, qui ont amorcé une redistribution des cartes sur le marché de la mobilité individuelle et mis en exergue les faiblesses du constructeur allemand. La crise que traverse VW « *a servi de catalyseur* » aux problèmes du groupe, a d'ailleurs reconnu M. Müller. Autrement dit, si coûteux qu'il soit pour VW, le



Ligne d'assemblage de la Golf Volkswagen, dans l'usine de Wolfsburg (Basse-Saxe). JOSÉ GIRIBAS/ROPI-REA

« dieselgate » est aussi une chance historique de réformer profondément l'entreprise, à la fois dans son offre, son organisation et sa structure de coûts.

Un site consacré aux batteries

Un des grands piliers de cette nouvelle stratégie est l'offensive sur l'électrique. Le PDG prévoit que, d'ici à 2025, un tiers des nouveaux véhicules seront équipés de moteurs électriques. Soit deux à trois millions d'automobiles et jusqu'à

un quart du chiffre d'affaires du constructeur. Un bond de géant pour le groupe. Pour renforcer la crédibilité de son projet, M. Müller a annoncé que VW envisageait de « *faire des batteries une nouvelle compétence centrale du groupe* » avec une usine consacrée. Le tout sera intégré dans une nouvelle marque, qui viendra s'ajouter aux douze que compte déjà le groupe.

Autre chantier qui doit faire l'objet d'investissements massifs : le numérique. Alors que BMW et

Daimler disposent depuis longtemps de leur propre offre d'autopartage urbain, VW est largement absent du secteur. Ce retard a été partiellement rattrapé avec l'entrée du groupe au capital de Gett, une start-up israélienne considérée comme une concurrente d'Uber, qui compte déjà 50 millions de clients. Un investissement de 287 millions d'euros. « *Autour de ce noyau, nous grouperons ces prochaines années d'autres services comme les robots-taxis, l'autopar-*

tage ou le transport à la demande. »

Le second volet numérique concerne la conduite autonome. M. Müller y voit « *un potentiel révolutionnaire* ». Là aussi, VW prévoit de se doter d'une identité propre et d'un site dévolu, qui se situera non pas à Wolfsburg mais à Berlin, une petite révolution pour la marque. Au total, ces investissements s'élèveront à plusieurs dizaines de milliards d'euros.

Pour financer ces changements d'ampleur, le groupe prévoit de se

Pour M. Müller, la conduite autonome a « un potentiel révolutionnaire »

réformer de fond en comble. Huit milliards d'euros d'économies par an devront être réalisés ces neuf prochaines années. Le constructeur prévoit ainsi de réduire et de réorienter considérablement son offre de véhicules. Des cessions pourraient être réalisées. Jusqu'ici très centralisé, avec des modèles pouvant être vendus dans le monde entier, VW souhaite désormais adapter davantage son offre aux régions. La *budget car* (voiture à bas coût) sera ainsi développée en priorité pour le marché asiatique. La gamme – 340 modèles aujourd'hui – sera également réduite.

Comment se répartiront les économies à réaliser ? La réponse ne sera connue qu'en novembre, après les consultations au sein du groupe. Le dossier le plus épineux sera la réduction de la masse salariale, dans un groupe qui emploie 604 000 salariés, dont 276 000 en Allemagne en 2015. La marque Volkswagen, cœur du groupe, très affectée par le « dieselgate », devra sans doute payer un lourd tribut. Outre le fiasco de son offensive américaine, elle souffre d'une rentabilité très faible. Selon une étude publiée en avril par le Centre de recherche automobile de l'université de Duisburg-Essen, la marque VW ne gagne que 667 euros par voiture vendue, contre 1 130 euros pour un modèle de la marque Skoda, 1 862 euros pour une Toyota et 3 345 euros pour un modèle VW... fabriqué en Chine. ■

CÉCILE BOUTELET

L'Inde boucle sa réforme de l'aviation civile

Les mesures annoncées par le gouvernement indien ont pour objectif d'augmenter le trafic passagers et de stimuler la construction de nouveaux aéroports

NEW DELHI - *correspondance*

Bienvenue dans le monde du transport aérien à prix abordable», s'est enthousiasmé le secrétaire d'Etat indien à l'aviation civile, Rajiv Nayan Choubey, en présentant, mercredi 15 juin, une réforme destinée à accélérer la croissance d'un secteur promis à un bel avenir. Le deuxième pays le plus peuplé de la planète n'est que le 9^e marché du transport aérien au monde. Le gouvernement souhaite le hisser au 3^e rang d'ici à 2022.

Seuls 80 millions d'Indiens ont pris l'avion en 2016. Le gouvernement veut augmenter le nombre de passagers en améliorant les dessertes régionales. Il va pour cela fixer le prix d'une heure de vol à 2 500 roupies (33 euros) vers de nombreuses villes moyennes, à l'écart des mégapoles où se concentrent 90 % du trafic. Le manque à gagner des compagnies sera compensé par un « fonds de connectivité » en partie alimenté par les deniers publics.

L'Inde devra construire de nouveaux aéroports, entre 50 et 80 d'ici trois ans, selon le ministère de l'aviation civile, et, surtout, exploiter les aéroports flambant neufs, mais désespérément vides. Celui de Jaisalmer, aux portes du désert, ressemble à une cathédrale de verre depuis son inauguration en mars 2013. Il a fermé ses portes en 2015 depuis que la compagnie aérienne Kingfisher Airlines a dé-

posé le bilan. Il y a dans le pays 55 aéroports fantômes, dont 30 qui continuent de dépenser de l'argent pour rester opérationnels.

Le gouvernement va également renforcer la compétition sur les lignes internationales. Il a amendé la règle dite des « *5-20 rule* », laquelle obligeait les compagnies désireuses d'opérer des vols à l'étranger d'exploiter au moins 20 avions depuis cinq ans. Désormais, elles pourront ouvrir des lignes internationales à la seule condition qu'elles consacrent au moins 20 appareils ou 20 % de leurs capacités à des vols intérieurs. Les nouveaux entrants, à l'instar de Vistara, détenue par Singapour Airlines et l'indien Tata, ou AirAsia, vont pouvoir concurrencer les compagnies aériennes déjà établies sans être obligés d'attendre cinq ans.

Air India toujours endettée

« *Nous allons nous concentrer sur des investissements massifs en Inde et augmenter notre flotte* », a réagi Amar Abrol, le directeur d'AirAsia India. La réforme de l'aviation civile imposera aussi de nouvelles règles, comme en cas de catastrophes naturelles, lesquelles sont de plus en plus fréquentes en Inde. En pareilles circonstances, les compagnies ne pourront augmenter leurs tarifs que dans la limite de 4 500 roupies.

« *Cette nouvelle politique va aider l'industrie à reprendre de l'altitude* », espère Jitender Bhargava,

Boeing et Airbus évaluent les besoins du marché indien à environ 1700 nouveaux appareils d'ici vingt ans

l'ancien directeur d'Air India, dans les colonnes du *Hindustan Times* daté du 17 juin. Cette réforme de l'aviation civile était attendue depuis de longues années. Plusieurs gouvernements s'y sont attelés depuis treize ans, sans parvenir à remplacer la loi datant de 1934, mise en place pendant la colonisation britannique.

Deux mesures pourtant très attendues sont absentes de la réforme. Les investissements étrangers restent plafonnés à 49 % du capital des compagnies aériennes domestiques. Et le gouvernement n'a fait aucune annonce relative au redressement de la compagnie publique Air India, endettée à hauteur de 7,5 milliards de roupies (100 millions d'euros). Le ministre de l'aviation civile, Gajapathi Raju, a déclaré début juin que « *son bilan financier était si mauvais* » que, en cas de vente, « *aucun acheteur ne s'y intéresserait* ».

La perspective d'une hausse du trafic aérien est une bonne nou-

velle pour les avionneurs européens et américains. Avec seulement 3 vols pour 100 habitants par an, contre 30 en Chine, le secteur affiche un certain potentiel de croissance. Boeing et Airbus évaluent les besoins du marché indien à environ 1700 nouveaux appareils d'ici les vingt prochaines années, pour un montant compris entre 220 et 240 milliards de dollars (entre 195 et 213 milliards d'euros). « *La croissance en Inde peut compenser le ralentissement de l'activité dans d'autres parties du monde* », déclarait, en mars, Dinesh Keskar, le vice-président de Boeing pour l'Asie-Pacifique.

En août 2015, Airbus a enregistré sa plus grosse commande en signant avec la compagnie indienne Indigo un contrat pour la livraison de 250 appareils A320neo. Fabrice Brégier, le PDG de l'avionneur européen, estime lui aussi que le marché indien est loin d'être à son optimum. « *En Inde, comme en France, vous avez trop de bureaucratie* », s'est-il plaint dans une interview à l'*Economic Times* le 4 juin, allant même jusqu'à affirmer que les deux pays étaient probablement au « top » du classement mondial dans ce domaine. Une bureaucratie qui permet tout de même à Airbus de remplir ses carnets de commandes, avec la livraison prévue d'un appareil par semaine pour les dix prochaines années. ■

JULIEN BOUISSOU

Tu veux un prêt ? Envoie-moi un selfie dénudé

SHANGHAI - *correspondance*

Lili est un peu fauchée. Quand cette étudiante chinoise voit sur Internet une publicité pour des prêts en ligne, elle n'hésite pas, malgré le taux d'intérêt de 30 % par semaine. Elle n'a besoin que de 500 yuans (68 euros). Mais elle peine à les rembourser à temps. Son usurier lui propose un nouveau prêt. Ainsi de suite, jusqu'à ce qu'elle lui doive 55 000 yuans (7 500 euros). L'agent, pressant, lui demande alors comme garantie une photo d'elle nue, carte d'identité en main. Lili n'a d'autre solution que d'accepter. Quand l'échéance suivante arrive, l'usurier la menace d'envoyer la photo à ses parents, dont il a exigé le contact dès le premier prêt.

L'histoire de Lili, un pseudonyme, est racontée par le *Southern Metropolis Daily* dans son édition du 13 juin, avec captures d'écran à l'appui. Depuis, d'autres titres ont fait le test et se sont rapidement vu demander ces gages d'un genre très particulier.

En avril, le suicide d'un étudiant criblé de dettes avait attiré la lumière sur les pratiques de ces plates-formes de finance en ligne.

Les étudiants ont peu accès aux prêts bancaires, mis à part des prêts à faibles taux aidés par l'Etat, mais limités à un quota d'étudiants. Les autres se tournent vers des plates-formes de prêts de particulier à particulier. Celles-ci ont des règles censées limiter les risques de surendettement, mais les étudiants éconduits peuvent passer par des agents. Ces intermédiaires peu scrupuleux font leur publicité directement dans les universités. Ils savent mentir pour contourner les règles, offrant aux jeunes les prêts qu'on leur a refusés ailleurs. Payés à la commission, ils ont tout intérêt à pousser leurs clients à emprunter davantage, quitte à s'adresser à différentes plates-formes pour brouiller les pistes. La plupart d'entre elles limitent les intérêts à 24 % par an, déjà cinq fois plus que les banques traditionnelles, d'après le *Southern Metropolis Daily*.

La finance en ligne a explosé ces dernières années en Chine. En 2015, 982 milliards de yuans ont transité à travers ces plates-formes. Beaucoup sont des coquilles vides, fonctionnant comme des pyramides de Ponzi (les nouveaux dépôts paient les intérêts des dépôts précédents). Un tiers des 3 600 plates-formes enregistrées actuellement est en difficulté. ■

SIMON LEPLÂTRE

LE SUICIDE D'UN ÉTUDIANT SURENDETTÉ AVAIT MIS AU JOUR LES PRATIQUES DE CES PLATES-FORMES DE FINANCE EN LIGNE



Une vente aux enchères de matériel industriel du canadien Ritchie Bros, à Saint-Aubin-sur-Gaillon (Eure), en 2008. LELIGNY/ANDIA

Quand le matériel industriel se vend comme les œuvres d’art

Les ventes aux enchères de pelleteuses et autres engins commencent à trouver leur place en France. Une aubaine pour le canadien Ritchie Bros

Il faut les écouter chanter, ces hommes coiffés d’une casquette orange. Toute la journée, ils se relaient au micro pour annoncer les enchères et faire monter la pression. Cela ressemble à un slam ou à une comptine américaine débitée à toute allure. La pelleteuse en vente est décrite en deux phrases, les chiffres grimpent, *« all right 15 000 euros »* dans la salle, 16 000 sur Internet, *« come on boys »*, 17 000, *« let’s go »*, 17 000, *« sold! Yes. »* Le commissaire-priseur abaisse le marteau et ponctue en français: *« Adjugé 17 000 euros. La pelle ira au Vietnam. Et nous continuons avec le numéro 351... »*

Jeudi 16 juin, 1460 lots ont ainsi été dispersés par Ritchie Bros, sur son site de Saint-Aubin-sur-Gaillon, un village de l’Eure, entre Rouen et Paris. Des pelleteuses d’occasion, mais aussi des chariots élévateurs, des engins de chantier, des tracteurs, des camions, des pneus. Sans oublier une Ferrari et une Maserati. Montant total: 10 millions d’euros. Joli succès pour Ritchie Bros, le Christie’s du matériel industriel, qui fêtait ses 10 ans d’implantation en France.

Pratiquée en Amérique du Nord depuis des décennies, la vente aux enchères d’équipements industriels et agricoles commence à trouver sa place en Europe. En 2015, les opérations de ce type ont représenté 93 millions d’euros dans l’Hexagone, un volume en croissance de 31 % en un an, selon le Conseil des ventes volontaires. Il ne s’agissait, cependant, que d’un rattrapage, après trois ans de baisse liée à la crise économique. Le niveau des ventes est désormais revenu au même que celui de 2011.

Ritchie Bros, le groupe canadien qui domine ce métier, espère bien que le marché tricolore est durablement reparti à la hausse. *« Cette année, nous visons au moins 60 millions d’euros de chiffre d’affaires »*, soit 11 % de plus qu’en 2015, précise le directeur commercial, Michel Schietequatte.

Principal atout des enchères: leur simplicité. Tout se passe en une journée. Il n’y a pas de prix

« C’est rapide et transparent, il n’y a aucun arrangement entre amis »

STÉPHANE HÉNON
directeur général
du loueur Loxam

de réserve, si bien que tous les lots sont vendus, même pour une somme très minime. Les clients repartent avec ce qu’ils ont acheté, les vendeurs sont payés au bout de vingt et un jours. *« C’est rapide et transparent, il n’y a aucun arrangement entre amis »*, se réjouit Stéphane Hénon, le directeur général du loueur Loxam, qui écoule aux enchères, essentiellement chez Ritchie Bros et Euro Auctions, les deux tiers de ses vieux matériels – le reste part à la ferraille ou est démonté pour récupérer des pièces.

Elargir la palette du groupe

Ritchie Bros organise six ventes de ce type chaque année en France et 350 dans le monde. *« Tout commence trois mois auparavant, raconte M. Schietequatte. Nous allons voir les entreprises de BTP et les loueurs comme Hertz ou Loxam pour les convaincre de nous confier les équipements dont ils veulent se défaire. Avec nous, ces groupes ont la certitude que tout partira et qu’ils seront payés. »* En 2015, Eiffage a, par exemple, pu écouler d’un coup tout le matériel de terrassement utilisé pour la ligne à grande vitesse entre Le Mans et Rennes.

Ensuite, Ritchie Bros assure la promotion de l’opération et expose le matériel sur son site. La veille des enchères, les acheteurs intéressés peuvent ainsi se faire une idée précise des biens en cause, cédés sans garantie aucune. Le jour J, la vente animée par des aboyeurs nord-américains permet, en général, de réaliser de bonnes affaires, même si l’affluence fait monter les prix: jeudi, pas moins de 1375 enchéris-

seurs ont participé à la manifestation, sur place ou par Internet.

Avec la crise, en particulier dans le bâtiment, les entreprises françaises vendent plus qu’elles n’achètent. Après avoir été utilisés pendant des années dans l’Hexagone, les tracteurs, grues et autres équipements mis aux enchères à Saint-Aubin-sur-Gaillon trouvent bien souvent le chemin de l’Allemagne, des Pays-Bas, de la Pologne, de la Serbie, du Vietnam, de la Thaïlande et d’autres pays aux normes parfois moins strictes, notamment en Afrique. *« Transporter un conteneur à l’autre bout du monde revient à 1 000 euros, relève-t-on dans le groupe. Pour un tracteur acheté 100 000 euros, cela vaut le coût. »* Le directeur de Loxam s’en félicite: *« Les appareils en fin de vie que nous vendons aux enchères ne restent pratiquement pas en France, donc cela ne pollue pas notre marché. »*

Ritchie Bros se rémunère en prélevant sur le vendeur une commission qui représente 11 % à 15 % du prix final. Cette dîme fait sa fortune. Le groupe fondé en 1958 dégage une solide rentabilité. Au premier trimestre, son résultat brut d’exploitation a atteint 37 % du chiffre d’affaires.

Ravi Saligram, le manager d’origine indienne qui a pris les rênes en 2014, entend maintenant accélérer la croissance en élargissant la palette du groupe canadien, notamment par des acquisitions. *« Au-delà des enchères, nous voulons aider nos clients à gérer tous leurs équipements industriels, explique M. Schietequatte. Vous avez besoin de cent machines pour creuser le canal Seine-Nord dans six mois, par exemple? Nous pouvons vous les trouver. »*

Ces ambitions séduisent les investisseurs. A Wall Street, la valeur de Ritchie a déjà bondi de 37 % depuis le 1^{er} janvier, à 3,5 milliards de dollars américains (3,1 milliards d’euros). *« Je crois que la diversification lancée par la direction va réussir »*, affirme l’analyste Sara O’Brien, de RBC Capital Market. Selon elle, l’action devrait bientôt toucher de nouveaux records. ■

DENIS COSNARD

LES CHIFFRES

6

C’est le nombre de ventes aux enchères organisées chaque année par la société canadienne Ritchie Bros en France.

1 460

Nombre de lots dispersés lors de la vente organisée par Ritchie Bros, jeudi 16 juin, à Saint-Aubin-sur-Gaillon (Eure)

3,1

C’est, en milliards d’euros, la capitalisation boursière de Ritchie Bros à Wall Street, en hausse de 37 % depuis le 1^{er} janvier.

31 %

C’est l’augmentation annuelle du marché français des ventes aux enchères de matériels industriels et agricoles en 2015, selon le Conseil des ventes volontaires.

La Lettonie devient le 35^e pays membre de l’OCDE

La politique d’austérité radicale conduite par Riga pour sortir de la crise a porté ses fruits

C’est officiel : la Lettonie est désormais le 35^e pays membre de l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Jeudi 16 juin, la Saeima, le Parlement letton, a adopté la loi validant l’entrée du pays dans la prestigieuse institution. *« C’est une décision historique, très positive pour nous »*, se réjouit Imants Liegis, l’ambassadeur de Lettonie à Paris.

Le 2 juin, l’Etat balte avait signé un accord d’adhésion avec l’OCDE, dont la mission est de rassembler des statistiques sur ses membres, tout en promouvant des réformes soutenant une croissance durable. La validation de la Saeima était la dernière étape. *« Rejoindre ce club de bonnes pratiques est un privilège, a déclaré Maris Kucinskis, le premier ministre letton, le 2 juin. C’est une reconnaissance du travail tenace mis en œuvre par notre pays lors du processus d’adhésion. »*

Celui-ci a commencé en 2013, alors que cette ex-République soviétique, indépendante depuis 1991, sortait tout juste de la crise. Celle-ci fut terrible : en 2009, le produit intérieur brut (PIB) a plongé de près de 15 %, selon le Fonds monétaire international (FMI), tandis que le taux de chômage a bondi jusqu’à 19,5 % en 2010.

Le pays et ses 2 millions d’habitants sont alors contraints de faire appel au FMI, qui leur accorde un prêt de 7,5 milliards d’euros. Dans la foulée, le gouvernement entame une politique d’austérité radicale : suppression d’un tiers des postes de fonctionnaires,

baisse de 20 % à 30 % des salaires, hausse de trois points de la TVA, taille dans les dépenses publiques... *« Ce fut une période très douloureuse, mais les Lettons ont compris la nécessité de faire des efforts pour sortir de cette mauvaise passe »*, raconte M. Liegis, à l’époque ministre de la défense. Beaucoup optent néanmoins pour l’émigration vers le Royaume-Uni.

Supervision bancaire renforcée

Mais les efforts finissent par payer. En 2011, Riga renoue avec la croissance, avec un PIB en hausse de 6,2 %, puis de 4 % en 2012. Le 1^{er} janvier 2014, le pays entre dans la zone euro, trois ans après l’Estonie, également membre de l’OCDE, et un an avant la Lituanie. Il poursuit les réformes indispensables pour répondre aux exigences fixées par l’organisation, notamment en renforçant la supervision de ses banques et la gouvernance de ses entreprises publiques. *« Grâce à ses études économiques détaillées et ses conseils, l’OCDE nous aidera à consolider notre croissance, et à poursuivre les réformes nécessaires pour renforcer, entre autres, notre système de santé »*, explique Solvita Gulbe, de l’agence d’investissement de Lettonie en France.

Mais pour Riga, l’OCDE est aussi un label, susceptible de rassurer et d’attirer les investisseurs. Surtout, cette adhésion ancre un peu plus encore le pays, qui partage une frontière avec la Russie de Vladimir Poutine et compte de nombreux russophones sur son territoire, dans le bloc occidental. ■

MARIE CHARREL

4

C’est, en milliards d’euros, le montant du contrat préliminaire annoncé, jeudi 16 juin, par l’italien Fincantieri qui prévoit la construction de sept bateaux militaires pour le Qatar. Ce montant inclut quatre corvettes de 100 mètres de long, un vaisseau amphibie et deux patrouilleurs, ainsi qu’une assistance technique pendant quinze ans. Dans cette compétition, l’émirat a préféré l’offre italienne à celle de DCNS, en dépit des derniers efforts consentis par le groupe français et du soutien du ministre de la défense, Jean-Yves Le Drian, qui s’était rendu à Doha pour défendre la proposition. Dans ce contrat appelé « Protector », le français MBDA devrait fournir pour près d’un milliard d’euros de missiles.

COSMÉTIQUES

Revlon acquiert Elizabeth Arden pour 870 millions de dollars

La compagnie américaine de cosmétiques Revlon Inc., contrôlée par Ronald Perelman, a annoncé, jeudi 16 juin, le rachat de sa concurrente Elizabeth Arden Inc., à raison de 14 dollars (12,44 euros) l’action. Cette transaction valorise Elizabeth Arden à 870 millions de dollars. Les investisseurs pariaient sur un rachat de l’entreprise depuis le mois de mars. – (Bloomberg.)

TRANSPORTS

Un chauffeur de taxi assigne l’Etat

Pour le compte d’un chauffeur de taxi, la Fédération nationale des taxis a intenté, jeudi 16 juin, un recours auprès du tribunal administratif de Paris pour dépréciation de la valeur de sa licence, après la chute du « monopole de la maraude ». Cette procédure se double d’un recours gracieux auprès du ministère de l’intérieur, autorité de tutelle des chauffeurs de taxis.

FINANCE

Crédit immobilier : La France défend son modèle

La Banque de France défendra le modèle français d’octroi de crédit immobilier lors des prochaines négociations avec le Comité de Bâle, qui émet des recommandations de 6régulation pour le secteur bancaire, a déclaré son gouverneur, François Villeroy de Galhau, jeudi 16 juin. *« Les prêts à taux fixes, la sélection des emprunteurs en fonction de leur aptitude à rembourser leur dette ou encore le recours au cautionnement plutôt qu’à l’hypothèque »* ne doivent pas être pénalisés.

Grèce: feu vert pour la nouvelle tranche de prêts

Jeudi 16 juin, les 19 ministres des finances de la zone euro ont entériné la mise en œuvre des réformes grecques dans le cadre du plan d’aide au pays, ouvrant la voie au versement d’une nouvelle tranche de prêts. D’un montant de 7,5 milliards d’euros, elle pourrait être versée au début de la semaine prochaine. – (AFP)

Un réacteur de Fessenheim arrêté pour travaux

EDF doit contrôler un générateur de vapeur à la suite de la découverte d'anomalies à l'usine du Creusot d'Areva

Les défaillances du contrôle qualité constatées dans les dossiers d'équipements fabriqués à l'usine Areva du Creusot (Saône-et-Loire) sont-elles en train de rattraper son premier client, EDF ? Le géant de l'électricité a annoncé l'arrêt, lundi 13 juin, du réacteur n° 2 de la centrale de Fessenheim (Haut-Rhin), appelée à fermer dans les toutes prochaines années.

Son générateur de vapeur, pièce essentielle de l'îlot nucléaire avec la cuve, fait en effet partie des 80 dossiers d'anomalies qui concernent le parc français, communiqués à l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN). « Il n'y a eu aucune injonction de l'ASN, nous avons juste avancé de quelques jours un arrêt de maintenance et de rechargement de combustible programmé depuis longtemps », affirme un porte-parole d'EDF. Nous allons maintenant examiner

cette pièce in situ, mais il n'y a pas d'inquiétude sur son intégrité, ni sur la sûreté des installations. »

Cet arrêt, même programmé, confortera ceux qui militent pour la fermeture rapide de cette centrale mise en service en 1977-1978, la plus vieille du parc d'EDF. Ses dirigeants rechignent à enclencher la procédure, malgré la pression du gouvernement, tant que l'Etat n'aura pas proposé ce qu'ils considèrent comme une juste indemnisation pour la perte de production – et donc de recettes – subie.

Chantier pharaonique

Si la ministre de l'environnement et de l'énergie propose 80 millions à 100 millions d'euros, EDF réclame une indemnisation... vingt fois supérieure au moins. Ségolène Royal a réaffirmé, jeudi 16 juin, que le calendrier doit « être tenu » et le processus de fermeture lancé dès cette année. En application de la loi de

transition énergétique, Fessenheim fermera au moment de la mise en service du réacteur EPR de Flamanville (Manche) prévue fin 2018, ce qui maintiendra ainsi la capacité nucléaire à son niveau actuel (63,2 gigawatts).

L'arrêt, pour plusieurs semaines, d'une partie de la centrale alsacienne est le dernier épisode d'un feuilleton qui trouvera son épilogue une fois que l'ASN, gendarme de la filière, aura tranché la question : les pièces fabriquées à Creusot Forge sont-elles sûres ou non ? Pierre-Franck Chevet, patron de l'ASN, juge que les irrégularités découvertes au Creusot relèvent « clairement de pratiques industrielles inacceptables ».

L'enjeu est crucial, puisque cet audit porte sur des éléments essentiels : les cuves, les générateurs de vapeur ou la tuyauterie du circuit primaire dans la partie nucléaire. L'ASN n'exclut pas la découverte de « nouvelles irrégulari-

EDF affirme que les irrégularités constatées sur 79 des 80 dossiers « n'ont pas de conséquence sur la sûreté » des 21 réacteurs concernés

tés » au cours de l'audit de Creusot Forge, lancé par Areva en mai 2015.

EDF affirme que les irrégularités constatées sur 79 des 80 dossiers « n'ont pas de conséquence sur la sûreté » des 21 réacteurs (sur un total de 58) concernés par les anomalies et répartis dans 12 des 19 centrales de l'Hexagone : Le Blayais, Bugey, Cattenom, Chinon, Civaux, Dampierre, Fessenheim,

Golfech, Gravelines, Paluel, Saint-Laurent-des-Eaux et Le Tricastin. En revanche, il est avéré que la cuve de l'EPR de Flamanville a de « graves défauts », selon l'ASN. Elle ne dira qu'au premier semestre 2017 s'ils peuvent être corrigés ou s'il faut forger une nouvelle cuve. C'est le seul élément, avec l'enclainte en béton, qu'on ne peut pas changer durant la durée d'exploitation d'une centrale.

Mais Areva vient de faire savoir au gendarme du nucléaire que d'autres pièces de ce réacteur de troisième génération, censé être le plus sûr du monde, n'ont pas subi les contrôles adéquats à Creusot Forge, faisant peser de nouvelles incertitudes sur ce chantier pharaonique dont le coût est pour l'heure estimé à 10,5 milliards d'euros, soit trois fois le devis initial. A l'ASN, on précise qu'on « ne dispose pas à ce stade d'élément sur leur nature et leurs conséquences ». Mais l'autorité avait déjà dû faire preuve de beaucoup d'obstination pour obtenir d'Areva des mesures et essais supplémentaires sur la cuve.

Autre sujet d'inquiétude, alors qu'Areva réalise plus de la moitié de son chiffre d'affaires hors de France : les irrégularités dans le contrôle de pièces vendues à ses

clients étrangers. Le groupe nucléaire dit les avoir tous informés d'éventuelles défaillances. Elles entachent la réputation de la filière française, qui reste très bonne dans les milieux nucléaires, en dépit des déboires des chantiers de l'EPR en France et en Finlande. Un « comité d'experts » travaille avec les exploitants étrangers de centrales pour y détecter d'éventuels problèmes.

Selon Greenpeace, ces investigations concernent notamment des installations aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Suède, en Espagne, en Suisse, en Chine et en Corée du Sud. L'organisation écologiste estime que les doutes sur la fiabilité des pièces sont suffisamment importants pour justifier la publication de la liste des pièces concernées, « ainsi que le détail des documents incriminés ».

Elle réclame surtout que les installations concernées soient « immédiatement stoppées », en France comme à l'étranger. « Il est impossible, aujourd'hui, de préjuger de bons résultats », indique-t-elle. Ces anomalies sont susceptibles de porter « une grave atteinte à la sûreté » et nécessitent « un contrôle indépendant et transparent ». ■

JEAN-MICHEL BEZAT

L'emploi bancaire continue à diminuer

Les effectifs du secteur ont reculé de 0,6 % en 2015. Le profil des embauchés évolue

Avec leurs réseaux d'agences qui quadrillent le territoire et leurs sièges sociaux parisiens, les banques françaises sont parmi les premiers employeurs de l'Hexagone. Elles représentent, en tout, 2,3 % de l'emploi salarié privé en France. Cependant, depuis 2011, les effectifs du secteur reculent. En 2015, ils ont encore baissé de 0,6 %, à 371 600, selon les chiffres communiqués, jeudi 16 juin, par l'Association française des banques (AFB). Et cette tendance devrait se poursuivre en 2016.

L'agence bancaire n'est plus ce qu'elle était. Hier, les jeunes pouvaient y décrocher un CDI deux ans après leur bac comme chargé d'accueil ou de clientèle. Dans les banques, deux tiers des recrutements se font en CDI, contre deux sur dix, en moyenne, tous secteurs confondus.

Aujourd'hui, cette agence est en perte de vitesse. En 2015, les clients n'étaient plus que 21 % à visiter leur agence bancaire plusieurs fois par mois, (52 % en 2010), selon un sondage BVA pour la Fédération bancaire française. Les établissements renvoient donc leur réseau à la baisse, ferment des agences ou font des regroupements. Souvent, cela s'accompagne de réductions d'emplois – la majorité grâce aux départs à la retraite, assurent les banques. LCL fermera 240 agences d'ici à la fin de 2019. La Société générale en supprimera 400, soit 20 % de son réseau, d'ici à 2020. Les banques mutualistes renvoient, elles aussi, leur maillage territorial.

La faute au numérique : les clients ont leur banque dans la poche, grâce aux téléphones mobiles, et n'ont plus besoin d'aller voir leur conseiller tous les quatre matins. Leurs attentes aussi évoluent. « Ils veulent des interlocuteurs de plus en plus spécialisés et qualifiés. Quand ils s'adressent à leur conseiller, ils ont déjà fait leurs recherches sur Internet », a observé, jeudi, Marie-Anne Barbat-Layani, directrice générale de l'AFB. Les recrutements de bac + 5 sont passés de

31,5 %, en 2014, à 34,5 %, en 2015. « Ce n'est pas neutre, car nous sommes l'un des secteurs qui embauchent le plus de bac + 2, mais notre modèle évolue vers le bac + 5 », a poursuivi la dirigeante.

Les chargés d'accueil, qui représentaient 20 % des embauches de la force de vente en 2013, ne comptent, deux ans plus tard, que pour 15 %. A la place, les banques recrutent des conseillers à la clientèle professionnelle ou patrimoniale, aux opérations financières..., mais aussi des spécialistes de la conformité, de la comptabilité. C'est une véritable « déformation du métier », constate Philippe Gendillou, directeur des affaires sociales de l'AFB. M^{me} Barbat-Layani compare cela aux « ruptures dans le secteur des télécoms ou de la presse ».

Lot d'inquiétudes

L'industrie bancaire reste, malgré tout, « un acteur dynamique du marché de l'emploi », avec 39 000 recrutements en 2015, 4 000 de plus que l'année précédente. Et, pour la première fois depuis trois ans, la branche a abouti, en février, à un accord salarial signé par quatre des cinq syndicats représentatifs, qui relève notamment de 1,5 % les minima salariaux. Les banques françaises sont moins radicales que leurs concurrentes étrangères en matière de réduction d'effectifs. Bank of America a déclaré qu'elle prévoyait de supprimer 8 400 postes (sur 68 400) dans sa banque de détail – 40 000 postes ont déjà disparu depuis 2009.

Mais l'avenir porte son lot d'inquiétudes. Plus le contexte de taux bas se prolonge, plus les marges de l'activité de prêt se réduisent. Le cadre réglementaire, déjà contraignant, pourrait encore se durcir. Enfin, le secteur souffrirait d'une « pression fiscale anormalement élevée », selon l'AFB. « L'emploi bancaire est directement affecté par la taxe spécifique sur les salaires qui représente, chaque année, une charge de 2 milliards d'euros », souligne l'organisation. ■

JADE GRANDIN DE L'EPREVIER



CHAQUE MATIN, RETROUVEZ LA SÉLECTION DE LA RÉDACTION DU « MONDE »

Avec l'application **La Matinale du Monde**, composez votre « journal » en sélectionnant vos articles parmi les 20 à 25 cartes proposées chaque jour **par la rédaction du Monde**. Et lisez-les quand et où vous voulez, même hors connexion.

En téléchargeant l'application gratuitement dans vos stores, vous avez l'accès à l'intégralité des contenus avec l'abonnement au *Monde*, ou spécifiquement à La Matinale pour 4,99 € par mois (premier mois gratuit).



Le Monde



MA VIE EN BOÎTE | CHRONIQUE

PAR ANNIE KAHN

Deux bonnes raisons pour aider les papas poules

Dimanche, les pères seront à la fête. Ils pourront s’extasier devant le cadre en coquillages du petit dernier, ou le porte-cravates peint à la main ! Mais nombreux sont ceux qui ne veulent plus se contenter de ces échanges privilégiés éphémères, et saisissent la justice... pour discrimination. Ici, comme ailleurs. Pas juste de ne pas avoir autant de congés paternité qu’une femme, a ainsi plaidé un contrôleur de trafic aérien américain, rapporte l’*International New York Times* du 17 septembre 2015. Son employeur, le ministère des transports des Etats-Unis, a transigé et a réglé le différend. Pas juste d’avoir été progressivement évincé des dossiers les plus intéressants et par avoir fini par être licencié pour avoir consacré du temps à aider sa femme, s’insurge cet autre, avocat. Son employeur a lui aussi préféré négocier. Grâce au troisième, un ancien correspondant de CNN – qui avait également attaqué son employeur en justice –, la chaîne de télévision et son propriétaire, Turner Broadcasting, ont modifié, en début d’année,

les droits accordés aux nouveaux papas. Ils bénéficient désormais de six semaines de congé parental rémunéré. On dira que les Etats-Unis sont un pays particulièrement procédurier, et qu’en France il n’en serait pas ainsi. Que nenni ! *« Des attaques ont été menées par les pères pour discrimination dans le domaine des retraites »,* rappelle Laurence Pécaut-Rivolier, magistrate, spécialiste du droit du travail. *« Elles ont conduit à d’abord éten-dre les majorations au profit des pères qui ont élevé leurs enfants, mais, dans un second temps, à ce que certains avantages soient supprimés à tout le monde »,* ajoute cette experte. En cette période où les parents, pères ou mères, sont de plus en plus nombreux à vouloir mieux équilibrer vie professionnelle et vie privée, ce type de contentieux pourrait aller croissant. Une première bonne raison de mettre en place des mesures pour aider les papas poules serait ainsi d’éviter à l’employeur, ou à la puissance publique, un procès pour discrimination. De quoi attendrir les décideurs

les plus insensibles aux arguments selon lesquels il est souhaitable que les pères soient davantage présents auprès de leur progéniture. **Rentabilité de l’entreprise** Une deuxième raison, tout aussi prosaïque, est d’ordre économique. Accorder des congés paternité dans de bonnes conditions aux pères de famille améliorerait la rentabilité de l’entreprise. Le constat est certes contre-intuitif. Mais le raisonnement tient la route. Selon une étude mondiale menée auprès de 21980 entreprises dans 91 pays et publiée en février par le Peterson Institute for International Economics, il apparaît que les pays qui accordent le plus de congés parentaux sont aussi ceux comptant le plus de femmes administratrices, bien que nombre d’entre eux n’aient pas imposé de quotas. Il en serait ainsi parce que *« des congés parentaux identiques pour les hommes et les femmes rendent caduc le raisonnement selon lequel les entreprises auraient intérêt à former un jeune homme plutôt qu’une jeune femme pour obtenir un plus grand retour*

sur investissement », expliquent les auteurs. *« Et parce qu’une femme, dont le conjoint partage les tâches familiales, a plus de temps pour réseauter, pour participer au jeu politique de l’entreprise »,* ajoutent-ils. Or, selon la même étude et selon des dizaines d’autres, les entreprises qui comptent le plus de femmes dirigeantes sont aussi les plus performantes. *« Laissez donc les jeunes papas prendre du temps pour s’occuper de leur enfant, et l’entreprise va prospérer ! »,* conclut Shellie Karabell, dans la revue *Strategy + Business* du 8 mars. Les « licornes » – ces entreprises de haute technologie qui connaissent une croissance fulgurante – l’ont bien compris. Elles arrivent en tête du classement des « meilleures entreprises où travailler pour les nouveaux papas », réalisé par la société américaine Fatherly. Netflix y est classé premier pour son congé paternité rémunéré d’un an, suivi de Spotify (vingt-quatre semaines) et de Facebook (dix-sept semaines). Les Français ont des progrès à faire en ce sens. Selon l’OCDE, les hommes ne représentent, en France, que 4 %

LES FRANÇAIS ONT DES PROGRÈS À FAIRE. SELON L’OCDE, LES HOMMES NE REPRÉSENTENT, EN FRANCE, QUE 4 % DES PARENTS QUI PRENNENT UN CONGÉ PARENTAL

des parents qui prennent un congé parental. La majorité des jeunes pères auraient pourtant envie d’en profiter, indique une étude de l’Insee, publiée en juin 2013. Mais ils ont peur que cela nuise à leur carrière. Alors qu’ils devraient, au contraire, en être félicités puisque, en agissant ainsi, ils œuvrent pour le bien de tous : pour eux-mêmes, pour leur conjointe et, in fine, pour l’entreprise. CQFD. ■

kahn@lemonde.fr
Twitter : @anniekahn2

Fermer Fessenheim ne coûtera pas si cher

Dans un contexte où la faiblesse du prix de gros de l’électricité s’annonce durable, la valeur du parc français est surévaluée. Prolonger la durée de vie des centrales est un pari économiquement risqué

PAR AURÉLIEN SAUSSAY

EDF vient d’annoncer qu’il refusait de fermer la centrale de Fessenheim, contrairement aux engagements de campagne du président Hollande. L’électricien considère en effet que l’indemnisation proposée par le ministère de l’environnement – 100 millions d’euros – est dérisoire, et ne saurait couvrir le manque à gagner induit, qu’il estime entre 2 et 3 milliards d’euros. Le ministère de l’environnement aurait-il été indûment optimiste ? Derrière cette querelle de chiffres se cache la question essentielle de la valeur résiduelle du parc nucléaire en France. Les centrales françaises ont été construites de la fin des années 1970 au début des années 1990 pour une durée de vie de quarante ans. Leur fonctionnement pourrait toutefois être prolongé au-delà de ce terme initial, à condition de réaliser de lourds travaux de rénovation – un programme de maintenance et de mise aux normes de sécurité post-Fukushima regroupé sous l’appellation générique de « grand carénage ». Toutefois, ces travaux ne peuvent être justifiés que si la valeur de l’électricité produite par les centrales pendant les dix ou vingt années d’exploitation supplémentaire obtenues couvre les coûts de cette rénovation. Or, il apparaît depuis plusieurs années que les marchés électriques français et européen sont en situation de surcapacité. L’arrivée massive de capacités de production renouvelables – en Allemagne et en Espagne

notamment – couplée à la forte baisse du prix du charbon d’abord, puis du gaz naturel ces deux dernières années, a contribué à un effondrement des prix de gros de l’électricité. Depuis 2015, celui-ci est passé en France sous la barre des 40 €/MWh, en dessous du tarif réglementé de rachat par les opérateurs privés de l’électricité produite par EDF, 42 €/MWh depuis le 1^{er} janvier 2012. A ce prix, la valeur de la production annuelle d’une centrale comme Fessenheim est inférieure à 480 millions d’euros, ce qui n’est pas suffisant pour couvrir les coûts de fonctionnement et de rénovation tels qu’estimés par le ministère de l’environnement (300 et 190 millions par an, respectivement).

UNE DEMANDE ATONE Le montant de l’indemnisation d’EDF repose donc avant tout sur les anticipations de prix de l’électricité pour les dix ou vingt prochaines années. Dans un contexte où la demande européenne d’électricité reste atone depuis près de dix ans, et où la poursuite de la transition énergétique en France et chez nos voisins va continuer d’accroître les capacités de production, on peut considérer que cette faiblesse des prix de l’électricité pourrait s’installer dans la durée. La valeur résiduelle des centrales nucléaires françaises, Fessenheim en tête, serait alors bien inférieure à ce qu’annonce EDF.

Paradoxalement, la meilleure arme d’EDF pour favoriser une remontée du prix de gros est de retirer des capacités de production sur le marché français – et donc de fermer des centrales. Dans ces conditions, la notion même de manque à gagner en cas de fermeture semble illusoire.

Il est tout à fait possible que le prix de l’électricité remonte dans la décennie qui vient. Toutefois, le débat sur la fermeture de Fessenheim permet de souligner que même sur le plan purement économique, il n’est pas forcément pertinent de prolonger la durée de vie des centrales nucléaires françaises. La concurrence des autres modes de production d’électricité ne montre aucun signe d’affaiblissement à court ou moyen terme. En réduisant la valeur résiduelle des centrales existantes, elle réduit également l’efficacité économique de la prolongation de leur exploitation. Dès lors, la valeur réelle du parc nucléaire français peut s’avérer bien plus proche de l’évaluation minima du ministère de l’environnement que des estimations optimistes d’EDF. ■

Le rachat de LinkedIn par Microsoft rajoute un M aux GAFA

Le renforcement de l’oligopole technologique américain doit inciter l’Europe à créer un marché unique du numérique

PAR OLIVIER SICHEL

Alors que le « M » de Gafam commençait presque à se faire oublier, Microsoft vient brusquement de se rappeler au bon souvenir des autres géants du numérique (Google, Apple, Facebook et Amazon) avec le rachat de LinkedIn, le premier réseau social professionnel au monde.

Ce n’est pas tant le montant colossal de la transaction (26,2 milliards de dollars, de plus payé en numéraire) qui doit surprendre que son caractère inattendu et spectaculaire. Devenu discret depuis son conflit avec la Commission européenne sur fond d’abus de position dominante dans les années 2000, et après quelques choix stratégiques plutôt hasardeux comme son incursion dans le hardware et l’intégration chaotique de Nokia, on croyait Microsoft en déclin. Avec ce coup de maître, Microsoft met aujourd’hui dans son orbite une grande société du numérique qui réussit brillamment son virage vers le mobile. Son excellente santé financière, avec 15 % de rentabilité et une croissance annuelle de 8 % de son chiffre d’affaires (qui atteint 85 milliards d’euros en 2015), contraste fortement avec son image de « perdant » de la révolution Internet, sans doute assumée dans la volonté de conserver un profil bas, par rapport à des acteurs plus arrogants.

Au lendemain de cette annonce, on commence à peine à imaginer toutes les possibilités qu’ouvre une telle alliance entre le premier système d’exploitation et de logiciels bureautique, qui dispose d’un quasi-monopole chez les entreprises, et le premier ré-

seau social professionnel au monde. Couplé à Skype, ce nouveau géant pourrait révolutionner les modes de fonctionnement, de communication et de recrutement des entreprises. Demain, la page LinkedIn de l’expéditeur sera automatiquement attachée à chacun de ses courriers électroniques. Notre carnet d’adresses Outlook se mettra à jour automatiquement au fur et à mesure de nos communications.

CHANGER D’ÉCHELLE

Pour LinkedIn, cette fusion, c’est la promesse de changer d’échelle à très court terme. De manière on ne peut plus explicite, Jeff Weiner, le PDG de LinkedIn, a déclaré : *« Imaginez un monde où l’on a cessé d’admirer les titans du numérique comme Apple, Google, Microsoft, Amazon et Facebook, en se demandant ce que cela fera d’opérer à leur échelle extraordinaire – parce qu’on serait des leurs »*. Aujourd’hui, c’est fait : bienvenue au club des tout-puissants Gafam.

Pour Microsoft, cette acquisition est d’autant plus précieuse que LinkedIn est un cas d’école de l’application de la loi de Metcalfe, selon laquelle l’utilité d’un réseau s’accroît exponentiellement avec le nombre d’utilisateurs. Avec ses 433 millions de membres, LinkedIn annihile, de facto, toute velléité de concurrence, y compris par des rivaux historiques comme le français Viadeo. Avec dix fois moins de membres, Viadeo affiche une valeur qui n’est pas dix fois mais cent fois inférieure à celle de LinkedIn ! La loi de la jungle numérique *« Winner Takes All »* (le gagnant emporte tout) s’applique ici sans détours.

Avec ses vicissitudes, Viadeo vient nous rappeler la difficulté pour nos start-up numériques de croître dans un espace européen culturellement, économiquement, réglementairement et fiscalement fragmenté. Le réseau social peut se prévaloir de dix millions d’utilisateurs en France, ce qui est considérable. Mais, dans l’écosystème européen du Web, vérité en deçà des Pyrénées est souvent erreur au-delà ; rien ne lui garantit la pénétration d’autres grands marchés européens. L’injustice est grande quand on sait que celui qui lance un

produit avec succès dans la Silicon Valley ouvre immédiatement les portes d’un marché immense de 320 millions de consommateurs américains, avec des économies d’échelle considérables à la clé.

Il est donc urgent d’accélérer la mise en place d’un marché numérique unifié pour donner une chance à nos futurs champions numériques européens. Certes, les barrières linguistiques et culturelles n’ont pas vocation à être levées du jour au lendemain, mais une harmonisation du système fiscal et réglementaire est à notre portée. Car, pendant ce temps, la fragmentation actuelle profite aux géants américains, seuls à avoir la capacité technique et surtout financière pour exploiter pleinement les effets de réseau. Leur capacité de frappe est aujourd’hui inégalée et inégalable pour un acteur européen : d’une valeur boursière désormais équivalente à celle d’un Renault ou d’un Safran, LinkedIn se placerait, s’il était français, au milieu de notre CAC 40 devant bon nombre de nos fleurons industriels.

Microsoft a agi habilement en jouant la carte de la discrétion. Cette stratégie était la plus sensée pour une entreprise qui a été pendant dix ans sous les feux des projecteurs et d’une procédure contentieuse ayant abouti à des sanctions historiques de la Commission européenne. Tout aussi habilement, elle a passé en avril dernier avec Google un pacte de non-agression : les deux sociétés se sont entendues pour retirer toutes leurs plaintes devant tous les régulateurs et autorités de concurrence mondiale, et ne plus s’en adresser de nouvelles. Le club privilégié des Gafam cultive décidément l’entre-soi. Cette stratégie ne saurait masquer les mouvements de consolidation à l’œuvre dans le secteur. On assiste à une inflation vertigineuse et continue des acquisitions, laquelle renforce la concentration du pouvoir économique entre les mains d’une poignée de géants du numérique. Cela doit nous rappeler que l’avenir du numérique se joue à l’échelle mondiale et qu’il est nécessaire d’interroger la pertinence de notre cadre réglementaire si l’Europe prétend un jour s’y faire une place. ■

Olivier Sichel est président de la Digital New Deal Foundation. Thedigitalnewdeal.org

Aurélien Saussay est économiste à l’Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE)

CETTE ACQUISITION EST D'AUTANT PLUS PRÉCIEUSE QUE, AVEC SES 433 MILLIONS DE MEMBRES, LINKEDIN ANNIHILE TOUTE VELLÉITÉ DE CONCURRENCE

Fun Radio accusée d’avoir manipulé ses audiences

La radio musicale du groupe RTL dénonce une manœuvre orchestrée par ses concurrents

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

C'est le « *plus grand scandale de l'histoire de la radio* », dit Jean-Paul Baudecroux, PDG de NRJ. Les cinq groupes mobilisés ont une stratégie de communication offensive : ils ont organisé une conférence de presse, jeudi 16 juin, et trois PDG concernés (M. Baudecroux, Denis Olivennes et Alain Weill) se sont exprimés, jeudi, dans « Le Grand Direct des médias », sur Europe 1 (groupe Lagardère).

Comment Fun Radio se défend-elle ? A la direction de la radio musicale, on ne nie pas que les animateurs incitent régulièrement à répondre aux sondages de Médiamétrie. « *C'est une pratique vieille comme la FM et qui ne transgresse aucun règlement*, dit Tristan Jurgensen, le directeur général. *Nos concurrents ne le font pas, mais rien ne les en empêche.* » M. Jurgensen reconnaît qu'il y a eu « *trois messages isolés, entre septembre [2015] et janvier, appelant à mentionner Fun Radio, même quand les gens ne l'avaient pas écoutée* ». Ces propos « *maladroits et discutables* », mais « *humoristiques* », auraient pris fin après un appel de Médiamétrie, en janvier. Pour Fun Radio, « *l'attaque menée (...) est calomnieuse et dénuée de fondement* ». Elle serait motivée par la volonté de ses concurrents de briser la trajectoire ascendante de la station. « *On ira jusqu'en justice, s'il le faut* », menace, à son tour, le patron de Fun Radio.

Les messages de Fun Radio ont-ils faussé les résultats d'audience ? Fun Radio a eu une audience de 6,7 % lors de la saison 2014-2015 et ne cesse de progresser depuis, avec 7,1 % à la rentrée 2015, 7,3 % en novembre-décembre 2015 et, enfin, 7,5 % en janvier-mars. Selon un cabinet mandaté par NRJ (Charles River Associates), « *la*

probabilité statistique que Fun Radio réalise réellement de telles progressions est inférieure à 0,01 % ». Pour les plaignants, pas de doute : « *Les manœuvres de Fun Radio ont eu pour effet d'augmenter artificiellement* » ses données d'audience. Mais, pour Médiamétrie, « *il n'est pas démontré* » que les appels lancés par la station ont eu une influence sur les résultats. L'institut analyse les données avant et après les messages de Fun et devrait conclure « *dans les prochains jours* ». Mais, pour le CESP, l'affaire pose un vrai problème : « *Les messages de Fun Radio ont eu une influence sur les résultats d'audience* », affirme sa directrice générale, Valérie Morrisson, qui reconnaît que le phénomène reste « *difficile à quantifier précisément* », faute de temps.

Faut-il annuler la vague d'audience radio d'avril-juin ? « *La prochaine vague d'audience ne sera pas fiable*, affirme un concurrent de Fun. *Nous demandons qu'elle ne soit pas publiée.* » L'affaire Fun Radio « *pose la question de la pertinence de la publication de tout ou partie des résultats de la vague d'audience en cours* », juge aussi M^{me} Morrisson, qui a suggéré à Médiamétrie de trouver une solution avec les médias concernés.

De son côté, Médiamétrie convoquera un conseil extraordinaire du « comité radio » dans « *les prochains jours* », où il s'agira de redéfinir ce qu'on a le droit de dire sur l'antenne à propos des mesures d'audience. « *On peut discuter de l'opportunité d'édicter de nouvelles règles* », dit M. Jurgensen. Mais, sur la vague elle-même, Médiamétrie se montre prudente : « *La précipitation n'est pas bonne conseillère* », avance un de ses membres. Sans pour autant exclure, « *si l'effet sur les audiences était avéré* », une annulation ou une correction de la vague en cours – en utilisant une vague an-



Jb Jammes, animateur du « Son Dancefloor », entre 16 heures et 20 heures sur Fun Radio. PHILIPPE DE POULPIQUET/PHOTOPQR/« LE PARISIEN »

térieure non contestée comme référence pour recalculer les résultats. Des plaignants rappellent que la mesure d'audience détermine les parts de marché publicitaires des radios et laisse planer la menace d'une action judiciaire contre Fun, qui aurait « *capté de la publicité de façon artificielle* ». Chez Fun, on estime que ce débat « *est porté par une coalition de radios majoritairement en baisse sur les derniers sondages* », en référence à Europe 1 (groupe Lagardère) et à RMC (NextRadioTV). Leur objectif serait d'éviter une nouvelle vague négative.

Faut-il remettre en question le système de mesure d'audience actuel ? « *Nos concurrents cherchent à casser un thermomètre qui n'est pas à leur avantage. Ils ont une politique de déstabilisation de la mesure d'audience du média radio* », dit M. Jurgensen. Selon Fun Radio, les concurrents prennent l'affaire comme prétexte pour précipiter la fin de l'étude 126 000 Radio et favoriser le passage à la « *mesure passive* » : au lieu de procéder par sondage déclaratif au téléphone, cette technique consiste à accrocher sur les membres d'un échantillon des

boîtiers capables d'entendre quelle radio est écoutée (ou quelle chaîne de télévision regardée). Son intérêt est de mieux mesurer l'audience hors du domicile : dans la voiture, au café, dans un lieu public... Une particularité susceptible de favoriser les médias comme RMC ou BFM-TV. A Médiamétrie, on évite d'entrer dans le débat : on défend la « 126 000 » et, plus généralement, l'importance « *d'avoir un outil dans lequel le marché a confiance* ». « *Cela n'interdit pas d'explorer de nouveaux dispositifs* », précise, pour autant, un de ses membres.

Sur la mesure passive, un second test est en cours : un échantillon de 750 personnes d'Ile-de-France a été équipé de boîtiers en novembre 2015. Les résultats devraient être connus dans les prochains jours, dit Médiamétrie, selon laquelle la mesure passive, si elle est adoptée, ne serait qu'un complément de la « 126 000 ». Si la fiabilité de l'outil semble forte, sa généralisation pose une question politique non tranchée, car elle devrait désavantager certains médias et en favoriser d'autres. ■

ALEXIS DELCAMBRE
ET ALEXANDRE PIQUARD

Les montagnes russes virtuelles de Samsung

Le groupe sud-coréen a ouvert, à Paris, un parc d'attractions de réalité virtuelle éphémère

Une plongée dans un asile désaffecté infesté de morts-vivants, un safari au cœur d'une forêt tropicale peuplée de dinosaures ou encore une descente à skis avec slaloms entre les sapins dans un décor alpin. « *Mettez vos casques, et c'est parti !* », s'exclame un démonstrateur. Les manèges, d'une durée de quelques minutes, s'enchaînent les uns après les autres. Certains d'entre eux sont stupéfiants de réalité. Du vendredi 17 juin au

dimanche 19 juin, le fabricant de produits électroniques grand public Samsung installe, en plein Paris, dans un espace de 6 500 mètres carrés sur l'esplanade de la Bibliothèque nationale de France, un parc d'attractions de réalité virtuelle. Une première mondiale pour la marque : « *La réalité virtuelle est encore très nouvelle pour le grand public, ce n'est pas simple de l'appréhender et de comprendre les sensations incroyables qu'elle peut faire vivre si on ne l'essaye pas. Ce parc est un moyen de la faire découvrir au plus grand nombre* », explique Guillaume Berlemont, directeur marketing produit de Samsung Electronics France. Pour séduire le grand public et convertir les moins technophiles à cette innovation technologique, le géant sud-coréen a sorti l'artillerie lourde : plus de 200 casques de réalité virtuelle de la marque seront déployés sur les neuf manèges de ce parc 2.0, capable d'accueillir 2 000 personnes. Le tout, sans bourse déliée pour les visiteurs. Un formidable coup de publicité pour les produits du sud-coréen, qui reste toutefois discret sur le montant de l'opération, née d'une idée lancée il y a deux mois et demi par l'équipe de la filiale française de la marque. Et, pour garantir le succès du projet et accentuer la sensation de réel, la société n'a pas lésiné sur les moyens. Des fauteuils dynamiques munis d'une soufflerie dans

La concurrence sur ce marché naissant de la réalité virtuelle ne s'est pas fait attendre

les accoudoirs pour reproduire les impressions de vertige et de vitesse lorsqu'on est sur des montagnes russes, des planches de surf et des brumisateurs pour dompter les vagues virtuelles ou des skis couplés à une soufflerie et à une climatisation d'air froid pour reproduire la sensation du vent, lors de descentes à ski à 360 degrés.

Un créneau prometteur L'année 2016 a marqué un tournant dans la stratégie des fabricants d'électronique, qui sont nombreux, à l'instar de Samsung avec son casque Gear VR, officiellement lancé en mars, à avoir parié sur la démocratisation de la réalité virtuelle auprès du grand public. « *Notre casque équipe déjà plus de 70 000 personnes en France. C'est au-delà de nos attentes* », précise M. Berlemont. Le sud-coréen en aurait écoulé plus de 300 000 unités en Europe. L'Oculus Store, le magasin consacré au Gear VR, comptabilise, à ce jour, plus de 250 applications compatibles, dont des jeux

populaires comme Minecraft. Des débuts satisfaisants pour la marque, compte tenu de la nouveauté de ce marché. Mais, au-delà de l'objectif du fabricant de produits électroniques d'investir un créneau prometteur, il s'agit également pour la société d'ajouter un peu de dynamisme dans les ventes de smartphones. Un enjeu stratégique sur un marché mondial où la croissance tend quelque peu à se tasser. Car le casque de la marque, qui fonctionne obligatoirement avec un smartphone, est uniquement compatible avec les modèles de smartphones haut de gamme de la société (Note 5, S6 et S7). D'autant que la bataille sur ce marché naissant de la réalité virtuelle ne s'est pas fait attendre, avec des casques rivaux comme l'Oculus Rift, le Vive de HTC ou l'arrivée en octobre de la PlayStation VR de Sony. Pour coiffer au poteau la concurrence et conquérir rapidement des parts de marché, Samsung mise sur des opérations de communication qui feront du bruit. Outre le parc de loisirs de réalité virtuelle, le sud-coréen continuera, cet été, à promouvoir ses produits sur tous les fronts, notamment à travers des partenariats avec, en juillet, les festivals de musique des Eurockéennes de Belfort et du Mainsquare, à Arras, et avec l'agence de mannequins Elite lors du prochain concours de top-modèles. ■

ZELIHA CHAFFIN

24 MILLIONS

C'est, en euros, la valorisation de l'application de rencontres Once, après l'investissement de 5 millions d'euros que la société vient de lever, rapportent *Les Echos*, vendredi 17 juin. Cette société, fondée en 2015 par le Français Jean Meyer et installée à Londres, propose du « slow dating », soit une rencontre par jour avec une personne sélectionnée par des « entremetteurs » humains plutôt que par des algorithmes. Une tentative de se démarquer d'applications comme Tinder.

MÉDIAS
Viacom : des opposants à Shari Redstone débarqués

Cinq membres du conseil d'administration du groupe de médias Viacom, dont son PDG, Philippe Dauman, ont été remplacés, a-t-on appris, jeudi 16 juin. La manœuvre semble renforcer Shari Redstone, son actionnaire principal, dans la lutte pour le contrôle de l'entreprise. La famille Redstone et les dirigeants du groupe s'opposent sur l'opportunité de vendre une partie des studios de cinéma Paramount. – (AFP)

MUSIQUE
La musique en streaming peut désormais gagner aux Grammys

Les morceaux qui sont uniquement diffusés en flux sur Internet (streaming) sur des plates-formes payantes comme Apple Music ou Spotify seront dorénavant éligibles aux prestigieuses Grammy Awards, ont annoncé, jeudi 16 juin, les organisateurs de ces prix qui récompensent l'industrie

musicale aux Etats-Unis. La prochaine soirée des Grammys, grand-messe du secteur au niveau américain et mondial, aura lieu le 12 février 2017, à Los Angeles. Les nominations seront dévoilées le 6 décembre. – (AFP)

INFORMATIQUE
Microsoft investit dans le secteur du cannabis légal

La start-up californienne Kind a annoncé, jeudi 16 juin, un partenariat avec Microsoft, dans le domaine du cannabis légal, rapporte le site américain The Verge. Les deux partenaires vont produire des solutions logicielles pour assurer la traçabilité des plantes, de la production à la vente. Ce type de suivi est censé renforcer la confiance des investisseurs dans ce produit nouveau, autorisé dans certains Etats américains et pas dans d'autres. Microsoft contribuera notamment par le biais de son service de stockage au cloud Azure, selon The Verge.

ÉQUIPE DE FRANCE
POGBA, LE GESTE
QUI DÉRANGE

→ PAGE 3



BIZUTS EN SÉRIE
L'IRLANDE DU NORD,
UNE ÉQUIPE QUI DIVISE

→ PAGES 4-5



ADDICTION
RONALDO, MON AMOUR :
DANS LA CHAMBRE D'UN FAN

→ PAGE 7



AMICAL

La première semaine de l'Euro a été marquée par les images violentes des hooligans russes. Mais de Lille à Marseille, dans les dix villes hôtes de la compétition, nos reporters ont aussi et surtout été les témoins de rassemblements pacifiques et festifs. Récit.

PAGE 6



Un jeune fan des Bleus et un supporteur albanais, mercredi 15 juin, près du Stade-Vélodrome, à Marseille. JEAN CHRISTOPHE MAGNET/AFR

On a retrouvé... Antonin Panenka

Le Tchèque fait partie des rares footballeurs qui ont laissé leur nom à un geste technique. A 76 ans, il dirige le club des Bohemians

Acette époque, le tournoi ne s'appelait pas encore Euro mais championnats d'Europe, et la République tchèque et la Slovaquie formaient encore la Tchécoslovaquie. Ce 20 juin 1976, la finale de la cinquième édition se joue aux tirs au but. Dans les cages de la Mannschaft, Sepp Maier. En face de lui, l'inconnu Antonin Panenka s'élance, et d'une pichenette envoie le ballon, lentement, finir sa course au centre du but. Le gardien des champions du monde 1974, qui a plongé sur sa gauche, vient de se faire mystifier. La Tchécoslovaquie obtient son premier et unique trophée.

« Plus [la balle] va lentement, plus c'est jouissif car on a le temps d'observer sa course, raconte son inventeur. En Tchécoslovaquie, on se moquait du stupide Maier, mais mon intention n'était pas de l'humilier, juste de transformer ce penalty. On s'est retrouvés depuis à plusieurs reprises. La première fois, Maier n'était pas ravi de me revoir. » Quarante ans après, le geste porte toujours le nom de son auteur. Zinédine Zidane lui a rendu hommage en finale du Mondial 2006. Et on attend le premier joueur qui se risquera à faire une « panenka » pendant l'Euro 2016. Peut-être un Tchèque ou un Slovaque... ■ PAGE 8



Antonin Panenka, le 20 juin 1976. PRESSE SPORTS

Un mois à ne pas sortir un Molière



CHRONIQUE

Jean-Jacques Vanier

Comédien

Au Québec, tout le monde vous le dira, la chasse et le hockey sur glace vident les théâtres du public masculin. En France, c'est l'Euro de football, la Coupe du monde évidemment, les Jeux olympiques bien sûr, une allocution d'un président de la République au début de son mandat, la baby-sitter qui prépare le bac... Tout ça n'est pas bon pour le théâtre non plus. Les producteurs ont depuis longtemps renoncé à produire quoi que ce soit pendant

ces périodes de réjouissances sportives. Les directeurs de salles le savent et essaient bien sûr de faire leur recette avant la fin du mois de mai. Ensuite, ils offrent, moyennant finances, comme disait Molière, le théâtre à qui voudra venir s'y casser les dents en se maudissant de ne n'avoir pas vérifié le calendrier sportif. Calice de tabernacle !

Juin 2016, c'est l'année, c'est le mois à ne pas sortir un Molière, même pas un one-man-show. Je vous aurai prévenus.

J'en ai fait l'expérience en juin 1996, lors de l'Euro anglais. Pas un homme au théâtre, tous au football. Les comédiens se consolaient au bar d'en face dans les bras des spectatrices, veuves d'un soir de match. On a même eu une femme de ministre qui a avoué après trois verres de vin : « *Tout' façon, foot ou pas foot, mon mari il est jamais à la maison* », et qu'il avait fondu en larmes quand on lui avait proposé la culture. « *J'aurais même encore plutôt mieux préféré les sports*, avait-il sangloté au soir de sa nomination, avalant trois whiskys pour sa consolation, *ou la justice.* » Non ! Pas de nom. N'insistez pas. Non !

Donc pendant un mois c'est du foot, il va falloir s'y résoudre, en profiter et essayer de comprendre ce qui pousse les hommes si loin de leur foyer, de leur patrie.

Comme ces deux messieurs ce matin dans le métro. Je regarde le plus âgé. Je viens de ramasser le passeport irlandais qu'il a fait tomber à mes pieds. Je lis sa vie qui fout le

camp, sa femme, son travail moins rentable qu'hier, les rêves enfouis sous les mensualités. Sur son visage, ses chaussures, son jean, sur son K-Way bleu ciel le rattrape son humaine condition. Il sort d'un film de Mike Leigh. Il se frotte le visage pour effacer des traces. Il verra plus tard. Dans le stade, il oubliera, il se laissera porter par l'enjeu, l'émotion, le plaisir, la beauté, et sera consolé par quelque chose de vert qui ressemble à la mer. Et alors ? C'est quand il oublie sa vie que sa vie prend un sens.

Je commence à comprendre. Ce midi, au Poinçonneur, brasserie de la porte des Lilas (Paris 20^e), les frères McCann m'expliquent ; ils sont cinq, Aidan, Conor, Shane, Cormac et Thomas, cinq célibataires, ils dorment sur des matelas posés sur le plancher de leur bus retapé et repeint aux couleurs de l'Irlande – et pour la douche, y a la piscine des Tourelles. Si l'Irlande se qualifie, ils iront à Marseille ou ailleurs en bus. A Marseille, en plus, pour la douche y a la mer. Sans être un grand pronostiqueur, je pense qu'ils rentreront très vite se consoler avec trois Kilkenny dans un pub à Dublin. Un ministre est consolé à trois whiskys, un supporter à trois bières. Vingt-quatre pays, 30 000 supporters, 30 jours, ça fait donc 64 800 000 bières pour consoler tout le monde. Un ministre est donc aussi malheureux qu'un supporter, mais beaucoup moins rentable pour l'industrie des alcools. ■



Pendant ce temps-là...

Saint-Etienne, mardi 14 juin, 21 h 54. Le Portugal affronte l'Islande au « Chaudron ». A quelques mètres du stade Geoffroy-Guichard, les membres de l'Association des Portugais de la Loire sont réunis autour de leur bar pour suivre l'entrée en piste de la Seleçao. Ils en sont persuadés : Ronaldo et ses comparses ne vont

faire qu'une bouchée du Petit Poucet islandais. Las, pour leur première participation à l'Euro, ils tiennent tête aux vedettes lusitaniennes. Cela n'empêchera pas les Portugais de la Loire de se retrouver de nouveau, samedi 18 juin, pour le match face à l'Autriche, même si la rencontre est au Parc des Princes. ■

L'HISTOIRE

Speaker, du Paris FC à l'Euro

THIBAUD LE MENEEC

Il est en train de faire un grand écart de quelques kilomètres. Habituel speaker du Paris FC, équipe de Ligue 2 reléguée en National, le troisième échelon du football français, Gilbert Azoulay, 51 ans, officie depuis vendredi 10 juin au même poste dans le cadre de l'Euro 2016. Pour l'occasion, la voix de l'autre club parisien a changé de dimension en délaissant le stade Charléty et ses 15 000 places pour le Parc des Princes, où le Paris-Saint-Germain réunit régulièrement 45 000 personnes, et le Stade de France, enceinte gigantesque de 80 000 spectateurs à Saint-Denis.

Le fossé entre les deux mondes aurait de quoi effrayer les plus aguerris à l'animation de matchs de haut niveau. « *Au début, on perd un peu ses repères*, explique Max Campo, speaker officiel de l'équipe de France depuis six ans et habitué des grands rendez-vous. *Surtout quand on lève la tête...* » Gilbert Azoulay, lui, s'est promis « *d'ouvrir grand les yeux* » afin de se rendre compte de la différence d'échelle. Pour cela, il dispose de douze matchs en un mois, jusqu'au dimanche 10 juillet, soir de la finale au Stade de France.

Un mois de compétition aux cadences infernales, sans compter l'intensité de sa préparation : « *Je me suis entraîné comme un sportif, avec la voix, le costume, détaille M. Azoulay. Et, bien sûr, je remplis beaucoup de fiches sur les joueurs.* » Car c'est bien la mission première des speakers de l'Euro, qui doivent faire connaître les 24 équipes de la phase finale. « *Briller, ce n'est pas l'objectif. Il ne faut pas forcer le public, mais au contraire le sentir. Et se demander : est-ce que c'est le bon moment ?* »

« Au niveau du Super Bowl »

Le moment idoine, Gilbert Azoulay a su le saisir pour avoir l'opportunité de chauffer les plus grands stades. « *J'avais candidaté en octobre 2015, un ami avait réalisé ma vidéo de présentation et j'avais passé un entretien de deux heures en visioconférence avec l'UEFA. Quatre jours avant Noël, je reçois un coup de fil et l'on me demande si je veux animer les matchs à Paris ou à Marseille.* » Un mois plus tard, la réponse de l'organisation tombe : ce sera dix matchs à Paris et à Saint-Denis. Pour ce spécialiste de l'éducation dans la vie civile, le conte de fées se poursuit un mois plus tard. « *L'UEFA m'a rappelé : "On pense à vous*

pour deux matchs supplémentaires, l'ouverture et la finale. Ça vous intéresse ?" A partir de là, j'ai plongé dans un rêve. »

Un rêve qui s'est réalisé, vendredi 10 juin, jour de la cérémonie d'ouverture et du premier match des Bleus : « *C'était au niveau du Super Bowl, un moment magnifique, d'une intensité rare, qu'on savoure à chaque minute. Beaucoup d'amis m'ont envoyé des photos où j'avais un grand sourire.* » Concentré, M. Azoulay veut faire abstraction des incidents éventuels, entre les menaces d'attentats et la problématique des hooligans. « *A Paris, en tout cas, je n'ai rien vu de négatif. Même entre Turcs et Croates, au Parc, ça chantait ensemble. Et lundi, je me suis senti porté par le public irlandais.* »

Une ambiance très éloignée de ses habituels matchs du Paris FC : « *Même si le championnat de Ligue 2 est physique, il n'y a pas du tout le même environnement.* » Pour autant, M. Azoulay ne regrette pas de devoir reprendre le micro au stade Charléty, en août. Avec déjà une certitude, à plusieurs semaines du terme du championnat d'Europe : « *Quand tu as été animateur au Parc et au Stade de France, tu peux être animateur partout.* » L'Euro peut continuer ! ■

Le score du jour

885-637

Espagne-Turquie

Entre championnat et coupes européennes, les joueurs de l'équipe d'Espagne ont disputé 885 matchs lors de la saison 2015-2016. Il s'agit, note l'Observatoire du football du Centre international d'étude du sport, du score le plus élevé parmi les équipes qualifiées, devant la France (858) et le Portugal (815). La Turquie est quinzisième (637).

Agenda

Samedi 18 juin

Portugal-Autriche Le groupe F, c'est la pochette-surprise de cette édition. Deux favoris, le Portugal et l'Autriche, tous deux décevants pour leur premier match. Le premier a été tenu en échec par l'Islande (1-1), quand le second s'est incliné face à la Hongrie (2-0). Ce match parisien est celui de la deuxième (et peut-être dernière) chance pour la Seleçao d'accéder aux huitièmes de finale. C'est aussi l'occasion d'observer le duel entre les omniprésents Cristiano Ronaldo et David Alaba. Une dépendance dont les équipes tentent tant bien que mal de s'affranchir. (21 heures, TF1 et BeIN Sports 1.)

Dimanche 19

Suisse-France La finale potentielle du groupe A, décisive pour la première place. Entre les deux pays, il n'y a jamais eu autant d'enjeux depuis la bataille de Marignan (1515) ! La neutralité légendaire de nos voisins helvètes n'a qu'un temps et devrait être mise de côté pour l'occasion. Car les coéquipiers de Xherdan Shaqiri auront en tête la légère déculottée (5-2) infligée par les Bleus pendant le Mondial 2014. Une revanche au stade Pierre-Mauroy. (21 heures, M6 et BeIN Sports 1.)

Mardi 21

Ukraine-Pologne Il s'agit du dernier match classé à risque par les organisateurs. Pour des raisons géopolitiques ? Pas vraiment... Certes, l'Ukraine et la Pologne partagent une frontière qui a longtemps fait l'objet de contestations, mais la raison est bien plus triviale. En effet, les supporters des deux équipes ne sont pas des plus dociles. En tout cas, pour le match sur le terrain, ça sera au Stade-Vélodrome de Marseille... (18 heures, BeIN Sports 1.) **Irlande du Nord-Allemagne** C'est un peu Sir David contre Herr Goliath. L'Irlande du Nord participe pour la première fois à une phase finale de l'Euro ; l'Allemagne, championne du monde en titre, en a gagné trois. Petit déséquilibre, donc. Mais une chose est sûre, on peut compter sur la Green and White Army pour faire preuve de combativité et d'engagement dans cette bataille face à une Nationalmannschaft archifavorite au Parc des Princes. (18 heures, BeIN Sports 1.)

Croatie-Espagne Il y a un peu d'Espagne dans l'équipe croate. Car la Croatie a pris un fort accent ibérique ces dernières années, entre les Madrilènes Kovacic et Modric et le Barcelonais Rakitic, ses maîtres à jouer. Aujourd'hui, les joueurs aux maillots à damier blanc et rouge sont de sérieux outsiders dans la compétition. Face à eux dans le groupe D, une Espagne qui peine dans la *reconquista* de son statut de favori. Au Matmut Atlantique de Bordeaux, le vainqueur aura l'assurance du plein de confiance avant les huitièmes. Ce face-à-face entre deux des meilleurs milieux d'Europe devrait garantir le plus beau des spectacles. (21 heures, TF1 et BeIN Sports 1.)



Mercredi 22

Islande-Autriche Cela pourrait bien être un match pour la deuxième place du groupe F. Derrière le Portugal, deux nations discrètes. La première fait bloc et mise sur sa force collective à défaut d'une cascade de talents. La seconde repose sur les qualités de chacun des joueurs, David Alaba (photo) en tête, remplacé au milieu du terrain. Plutôt novices dans la compétition (deuxième participation pour les Autrichiens, première pour les Islandais), les deux équipes ont une carte à jouer dans cet Euro. C'est aussi un peu l'occasion de voir le Nantais Sigthorsson marquer des buts. Pour la curiosité, rendez-vous au Stade de France. (18 heures, BeIN Sports 1.) (PHOTO: AFP) **Suède-Belgique** A l'Allianz Riviera de Nice, les groupies de Zlatan seront nombreuses pour acclamer leur géant numéro 10. L'omnipotent Ibrahimovic aura néanmoins fort à faire face à la talentueuse Belgique, une équipe bien plus équilibrée, où les individualités jactent un peu moins que le meilleur buteur de Ligue 1. Aussi « zlatanesque » soit-il. (21 heures, M6 et BeIN Sports 1.)

Cachez ce bras

ÉQUIPE DE FRANCE | Paul Pogba aurait fait un bras d’honneur au terme de la victoire (2-0) des Bleus contre l’Albanie, mercredi 15 juin. Des images que la télévision française n’a pas diffusées

RÉMI DUPRÉ AVEC ALEXIS DELCAMBRE
ET ALEXANDRE PIQUARD

Le répit fut de courte durée. Synonyme de qualification pour les huitièmes de finale de l’Euro, la victoire (2-0) acquise dans la douleur par les Bleus contre l’Albanie, mercredi 15 juin, à Marseille, aurait dû apporter un peu de sérénité au sein de la délégation tricolore. Las. Confronté à une litanie de forfaits lors du stage de préparation, accusé par Karim Benzema « d’avoir cédé à la pression d’une partie raciste de la France » en ne le retenant pas pour le tournoi quelques jours avant le début de « leur » Euro, le sélectionneur des Français, Didier Deschamps, doit faire face à une nouvelle polémique avant le match prévu contre la Suisse, dimanche 19 juin, à Lille.

C’est un geste équivoque du milieu Paul Pogba, effectué dans les arrêts de jeu du match face à la formation des Balkans, qui a tout déclenché. Au terme de la rencontre, un journaliste de la chaîne BeIN Sports – qui a acheté à l’Union des associations européennes de football (UEFA) les droits de retransmission du tournoi – poste sur Twitter une capture d’écran. On y voit le milieu des Bleus et de la Juventus Turin, entré en jeu à la mi-temps, faire ce qui pourrait s’apparenter à un bras d’honneur après le deuxième but de sa formation inscrit par Dimitri Payet.

Le mystérieux Tweet a été depuis supprimé et aucune séquence filmée n’avait été diffusée jusqu’à ce que la chaîne belge RTBF mette en ligne, jeudi 16 juin, la vidéo controversée. Sans que ce document ne permette d’affirmer s’il s’agit ou non d’un geste injurieux. La scène a toutefois suscité un vaste débat sur

les réseaux sociaux. Une interrogation planait au gré des échanges : mécontent des critiques qui s’étaient abattues sur lui après sa prestation ratée lors du match d’ouverture contre la Roumanie le 10 juin, Pogba aurait-il adressé un bras d’honneur aux journalistes massés en tribunes de presse ?

Susceptible d’alimenter l’hystérie médiatique – et parfois politique – qui entoure l’équipe de France depuis la grève du bus de

« Dans le contexte de l’Euro, nous avons envie de rester positif, de ne pas créer de polémique inutile »

FLORENT HOUZOT
rédacteur en chef de BeIN Sports

Knysna, lors du Mondial sud-africain de 2010, cette hypothèse a renvoyé aux incartades du milieu tricolore Samir Nasri lors de l’Euro 2012, coorganisé par la Pologne et l’Ukraine. Auteur du but de l’égalisation (1-1) des Bleus lors de leur entrée en lice contre l’Angleterre, le joueur de Manchester City avait mis son doigt sur sa bouche tout en lançant un provocateur « Ferme ta gueule » aux journalistes de *L’Equipe*, assis en tribunes de presse.

Quelques jours plus tard, après l’élimination (2-0) des Tricolores par l’Espagne en quarts de finale, Nasri avait insulté un jour-

naliste de l’Agence France-Presse (AFP) après une altercation dans les couloirs de la Donbass Arena de Donetsk (Ukraine). Le Bleu avait été alors suspendu trois matchs par la commission de discipline de la Fédération française de football (FFF). Ces écarts de conduite avaient motivé le sélectionneur Didier Deschamps et le patron de la FFF, Noël Le Graët, à mettre en place, en 2013, une « charte éthique ». Ce code de bonne conduite est placardé sur les portes des chambres des Bleus au château de Clairefontaine (Yvelines).

Sommé de s’expliquer – voire de s’excuser –, Paul Pogba a démenti « fermement » avoir fait un bras d’honneur après que son agent Mino Raiola a demandé aux médias français « d’arrêter avec ces conneries ». « Quelle que puisse être l’interprétation que l’on veut donner des images, je n’ai jamais eu l’intention de manifester, de m’en prendre à qui que ce soit ou de me venger de quoi que ce soit », a déclaré le joueur dans un communiqué transmis à l’AFP. Il assure avoir célébré le « dénouement » du match en se « tournant vers la tribune où [il] savai[t] que se trouvaient [sa] mère et [ses] frères ». « J’ai fait ma sarabande habituelle, bras en l’air et poing levé. Rien de plus, rien de moins », se justifie Pogba. Interrogé en conférence de presse, son coéquipier N’Golo Kanté a assuré n’avoir « pas vu » son geste, trop occupé à fêter le but de Dimitri Payet.

La polémique a enflé dans la mesure où Florent Houzot, rédacteur en chef de BeIN Sports, a décidé de ne pas diffuser « la vilaine image de Paul Pogba », comme il l’a indiqué à l’ensemble des salariés du groupe dans un mail interne révélé par Lequipe.fr. Contacté par *Le Monde*, M. Houzot ne cache pas un certain agacement. « Ce n’est pas une image

de BeIN, elle ne provient pas d’une caméra isolée de BeIN mais d’une des caméras de l’UEFA, qui l’a mise à disposition de tous les diffuseurs de l’Euro dans le monde », explique-t-il, réfutant toute « censure ». « Ces images proviennent de flux additionnels que l’UEFA fournit et que les diffuseurs visionnent en différé pour alimenter les débriefs d’après-match par exemple. »

« Sur le fond, j’assume pleinement ma décision, renchérit le rédacteur en chef de la chaîne payante qatarie, qui nie toute pression de la FFF. Dans le contexte de l’Euro, nous avons envie de rester positifs, de ne pas créer de polémique inutile. Nous sommes diffuseur et supporteur de l’équipe de France et souhaitons sa victoire. »

Plus profondément, M. Houzot se démarque de choix éditoriaux semblant superficiels ou hâtifs. « Je trouve qu’on va trop vite. Je prends le temps du recul, estime-t-il. Ce n’est pas moi qui vais créer la polémique sans savoir. On parle déjà d’exclusion de Pobga, d’excuses devant la nation… Il faudrait peut-être revenir à des choses plus terre à terre. On a une responsabilité de journalistes. Je ne me permets pas de juger mes confrères mais je demande qu’on respecte ma décision. »

Diffuseur officiel des Bleus et partenaire de la FFF, TF1 n’a pas non plus montré, mercredi, la scène. « Nous n’avions absolument pas connaissance de cette image mercredi soir », affirme la chaîne au *Monde*, en expliquant qu’au coup de sifflet final, les équipes ont travaillé « dans l’effervescence » à modifier les résumés du match, compte tenu de son dénouement tardif. TF1 a toutefois fini par récupérer l’image dans la journée de jeudi et l’a diffusée lors d’un court sujet consacré à l’affaire dans son journal de 20 heures. ■

PUBLICITÉ

Contre vents et marées

À quelques encablures de la côte ouest des Highlands, l’île de Skye abrite une seule et unique distillerie : Talisker. Au pied des volcans Cuillins, la maison embouteille des single malts étonnants de complexité, au caractère puissant et iodé.

La distillerie du bout du monde

Ce n’est pas chose facile, que de faire prospérer une distillerie dans une enclave telle que l’île de Skye. Au XIX^e siècle, on comptait encore une dizaine de distilleries. Mais la terre peu fertile de cette région n’est guère propice à la culture de l’orge, et les coûts d’importation de cette céréale sur l’île ont

eu raison d’elles toutes. Toutes, sauf une : l’insubmersible distillerie Talisker, qui a su faire de la rudesse de l’île, avec ses reliefs accidentés et ses vents chargés d’embruns, une force, ou mieux encore, une marque de fabrique.

TALISKER SKYE

Parmi les créations, on compte Talisker Skye, nouvelle référence emblématique de la distillerie, élevée en hommage à l’île éponyme, à ses embruns et à ses côtes rocailleuses. Expression vigoureuse à l’équilibre parfait, Talisker Skye emmène à la découverte de la distillerie et de ces caractéristiques. Le nez associe une douceur d’agrumes à une bouffée d’air iodé, avec un soupçon de fumée. Sa texture douce, enveloppante, légèrement piquante, accompagne des arômes légèrement fumés, qui deviennent plus âcres et plus salins, avec des notes de caramel, pour se conclure sur une fraîcheur poivrée rehaussée d’un accent tourbier



Entre tradition et innovation

La distillerie Talisker est connue pour son respect pointilleux de la tradition – sa méthode de distillation est restée quasiment inchangée depuis sa fondation – mais cette tradition, déjà, différerait grandement des techniques de distillation classiques pratiquées en Écosse. Le processus de double distillation de Talisker est unique en son genre : le wash passe davantage de temps dans les cuves de cuivre d’un alambic au design très particulier, ce qui confère au single malt ce caractère épicé et fumé reconnaissable entre tous, et des arômes iodés, fruits des spectaculaires paysages maritimes au coeur desquels il est conçu. Talisker se caractérise aussi par la force de son embouteillage : 45,8 % d’alcool – contre les 40 à 43 % habituels. Ce caractère unique, on le retrouve dans la création de plusieurs expressions sans mention d’âge. Avec elles, les chais de vieillissement ne sont plus seulement gérés à la montre : toute la responsabilité du résultat est confiée au savoir-faire du maître distillateur, qui suit et travaille les eaux de vie tout au long de leur maturation.

L’abus d’alcool est dangereux pour la santé. À consommer avec modération.



AUX PRISES AVEC LES ÉLÉMENTS

Talisker, Talisker Skye, les logos et les emblèmes associés sont des marques déposées. © Diageo 2016.
L’ABUS D’ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

God save l’Irlande du Nord

LES BIZUTS DE L’EURO (3 | 5)

La sélection nord-irlandaise, vainqueur surprise de l’Ukraine pour son premier Euro, ne rassemble plus les communautés catholique et protestante. Si les joueurs cohabitent, en tribunes s’expriment l’amour de la Couronne britannique et la haine des nationalistes

CLÉMENT GUILLOU
Belfast, envoyé spécial

Dans les vitrines du centre-ville de Belfast, on ne voit que lui, le plus souvent dans sa version « extérieur » : un maillot blanc, rayures vertes sur les manches, chiffre 3 imprimé en vert sur le torse, qui n’est pas le numéro de l’arrière gauche mais le logo d’un opérateur téléphonique, et ce blason sur le cœur, cerclé d’orange, qui dit « Ireland ».

La tunique de l’équipe nationale d’Irlande pour l’Euro 2016 est omniprésente dans les magasins de sport. L’équipe d’Irlande. Celle qui joue à 170 kilomètres au sud, à Dublin. Pour trouver à Belfast le maillot de l’Irlande du Nord, qui a remporté jeudi 16 juin le premier match de son histoire à un Euro en battant l’Ukraine (2-0), il faut se rendre dans les boutiques de la chaîne JD Sports, mais pas n’importe lesquelles.

Dans un centre commercial, à 15 minutes à pied de Windsor Park, où l’équipe nationale joue tous ses matchs, la boutique JD ne distribue pas l’élégant maillot vert émeraude barré d’une bande bleu marine. Ce n’est pas un problème de stock. De ce côté-ci de l’autoroute, nous sommes dans Upper Falls, bastion du nationalisme irlandais, 92 % de catholiques lors du dernier recensement en 2011.

Porter un maillot de l’Irlande du Nord dans un pub de Falls Road est un exercice réservé aux masochistes, amuseurs en caméras cachées ou provocateurs en quête du coup de poing. Y poser la question de l’équipe d’Irlande du Nord suscite au mieux la moquerie, au pire un regard noir qui incite à déguerpir.

« Northern Ireland ? » Ici, il y a un mot de trop. Ryan Gallagher et Harry Gregg tirent nerveusement sur leur clope à l’entrée de l’An Diabhal Tearg (Le diable rouge) – sur Falls Road, la plupart des pubs ont un nom gaélique. L’accent français attendrit ces deux gueules de cinéma : en 1999 à Belfast, les Bleus champions du monde avaient essuyé les sifflets nourris de certains supporters de l’Irlande du Nord, qui les percevaient comme les représentants d’un pays catholique. Pour Ryan et Harry, les ennemis de leurs ennemis sont leurs amis.

On ose : « Si j’entre dans tous les pubs du quartier, ai-je une chance de trouver un supporter de l’Irlande du Nord ? » Ils sourient : « Aucune chance. Nous sommes irlandais. L’équipe d’Irlande du Nord, c’est un truc de protestants. On les regardera quand même à la télé... en espérant qu’ils se fassent battre. »

Chaque habitué qui pousse la porte est montré du doigt : « Tiens, lui, il supporte l’Irlande du Nord. » Comme on dirait dans un bar du Vieux-Port, à Marseille, pour humilier un client : « Tiens, un fan du PSG. » « Non, vraiment, insistent-ils, si tu veux trouver des supporters nord-irlandais, marche jusqu’au bout de cette rue et traverse le rond-point. »

En suivant ce GPS à l’accent à couper au couteau, on pénètre dans « The Village ». En fait de village, une carte postale de Belfast, un grand pâté de maisons basses en briques rouges, au fronton desquelles flotte parfois un Union Jack élimé. La reine Elisabeth II – jeune – pose sur le visiteur un regard autoritaire. Sous le grossier portrait s’étale cette légende : « This we will maintain » (« Ça, on le gardera »). Les murs du quartier rendent aussi hommage aux forces paramilitaires loyalistes.

Les toits incurvés du nouveau Windsor Park, qui sera achevé à l’automne, se dessinent au bout de ce quartier profondément loyaliste et



ouvrier. Les immigrés, étudiants et infirmières de l’hôpital voisin ont renouvelé la population ces dernières années.

« Nous sommes irlandais. L’équipe d’Irlande du Nord, c’est un truc de protestants. On les regardera quand même à la télé... en espérant qu’ils se fassent battre »

RYAN GALLAGHER ET HARRY GREGG
habitants du quartier Upper Falls, à Belfast

Windsor Park abrite, outre le siège de la Fédération nord-irlandaise (IFA) et tous les matchs de l’équipe nationale, le club historique de Belfast, Linfield. Celui à l’identité politique la plus affirmée, à travers les couleurs – rouge et bleu, comme l’Union Jack et les Glasgow Rangers – ou les peintures murales, qui associent systématiquement Linfield à l’équipe nationale.

Lorsque des équipes historiquement catholiques viennent jouer à Linfield, les joueurs et leurs supporters découvrent Windsor Park par une autre entrée, évitant de traverser The Village. Que la fédération ait pris racine dans ce quartier, et renouvelé en 2012 l’accord avec Linfield et son stade, fait dire à certains qu’il est difficile pour des catholiques, même modérés politiquement, de soutenir l’Irlande du Nord. Surtout que l’IFA a choisi de le rebaptiser, pour les matchs internationaux, « the National Park », un nom piégé puisque toute une partie de la population considère qu’il n’y a pas de nation nord-irlandaise.

« Windsor Park aura beau être le plus merveilleux des stades, tu sais où tu es quand tu arrives dans le quartier. Il n’y a qu’à lire sur les murs », souligne Stephen Bloomer, chercheur spécialiste du conflit nord-irlandais et fin connaisseur du médiocre championnat local.

« C’est sans aucun doute l’un des quartiers les plus loyalistes de Belfast. C’est un choix politique de ne pas avoir déménagé le stade. »

En 2008, le projet de créer un stade omnisports – football, rugby et sports gaéliques – sur le lieu d’une ancienne prison avait capoté en raison de l’opposition des partis loyalistes et des supporters de l’équipe de football. Le gouvernement avait finalement opté pour le statu quo et financé la modernisation des trois stades. En foi de quoi le stade de football n’a pas quitté son bastion loyaliste, le stade des sports gaéliques n’a pas déménagé du quartier nationaliste et l’équipe de rugby d’Irlande unifiée ne joue jamais à Belfast.

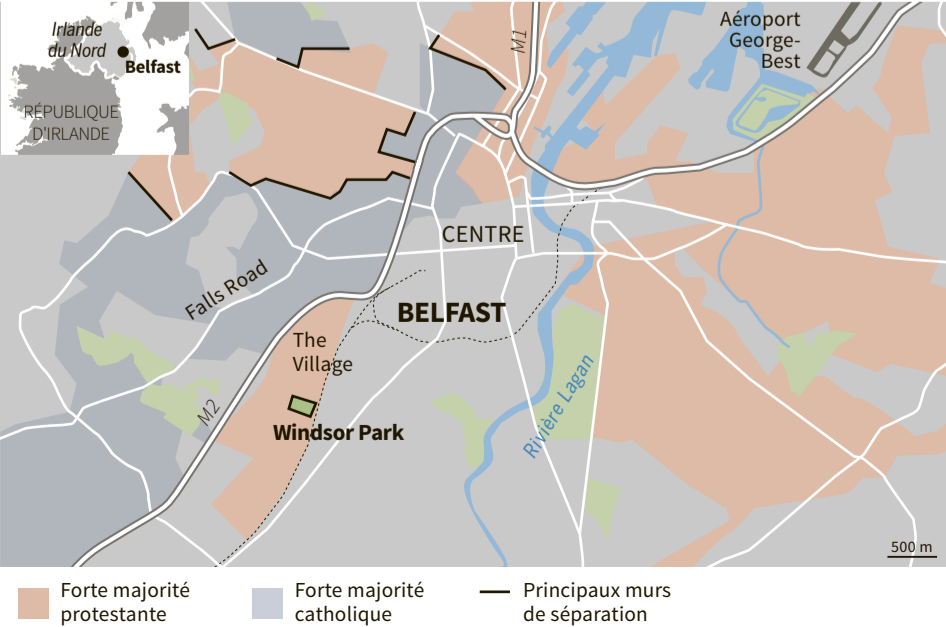
« Dis-toi qu’on a été éduqués toute notre enfance à éviter certains quartiers. Ce n’est pas un réflexe que l’on va oublier pour aller voir une rencontre de sport », tranche Stephen Bloomer en sirotant son café, dans l’une de ces chaînes internationales qu’il exècre pour avoir normalisé le centre-ville de Belfast.

Le football, dans la capitale nord-irlandaise, se vit une carte routière à la main, et si possible dans une tenue neutre. Dans les quartiers catholiques, le vert et blanc de l’équipe d’Irlande mais surtout du Celtic Glasgow se porte fièrement, tandis que le rouge et bleu des Glasgow Rangers fait l’unanimité dans les coins protestants.

Dans de nombreux pubs du centre-ville, quartier mixte, le port des maillots est tout simplement interdit, pas seulement pour des raisons de standing. « Tout le monde sait ce que le port de l’un ou l’autre maillot signifie politiquement », décrypte le chercheur, recommandant d’éviter de se balader avec le maillot de l’Irlande du Nord trop tard le soir, à l’heure où les gosiers ne sont plus à sec.

La communauté catholique nord-irlandaise a longtemps eu l’impression d’être poussée hors du football local. Il ne reste en première division qu’un seul club – Cliftonville – dont les supporters soient majoritairement catholiques.

Le Belfast Celtic, club phare de la communauté avant-guerre, s’est autodissous à la suite d’affrontements violents à Windsor





Des supporters avec un drapeau de l'équipe nationale commémorant les soldats nord-irlandais morts en France en 1916. WILLIAM KELLY POUR « LE MONDE »



Fresque à l'effigie du Cliftonville FC, seul club de première division dont les supporters sont majoritairement catholiques. WILLIAM KELLY POUR « LE MONDE »



L'attaquant Kyle Lafferty, avec des fans à l'issue de la victoire contre la Biélorussie (3-0), le 27 mai, à Windsor Park. WILLIAM KELLY POUR « LE MONDE »

Park en 1948, lors d'un choc contre Linfield. Derry City a quitté le championnat il y a quarante-cinq ans pour des raisons de sécurité et trouvé refuge auprès de la Ligue irlandaise au moment de sa renaissance dans les années 1980. Rien n'indique que la deuxième ville d'Irlande du Nord retrouvera un jour le championnat de son pays. Elle est devenue un symbole pour les nationalistes qui rêvent d'unifier l'île.

Croire que le football nord-irlandais est une affaire strictement protestante serait pourtant simpliste. Sur les terrains, la majorité des joueurs sont de culture catholique et nationaliste. Sur le banc de l'Irlande du Nord, durant l'Euro, est assis Michael O'Neill, un catholique de Ballymena qui, à sa nomination en 2012, se fixait pour mission de « rendre l'équipe nationale ouverte à tous ». Prié de dire s'il avait été choisi pour sa religion, O'Neill avait répondu : « Je ne suis pas là pour dire la messe mais pour faire une équipe. »

Sur le mont Rushmore du football local, on sculpterait le visage d'un autre catholique, un autre O'Neill, Martin. Actuel sélectionneur de l'Irlande, mais capitaine de l'équipe ayant donné aux Nord-Irlandais leurs plus grands frissons sportifs : celle qui, en 1982, avait atteint les quarts de finale de la Coupe du monde en battant l'Espagne chez elle. Le buteur, Gerry Armstrong, était un enfant de Falls Road. Lui aussi est devenu une légende locale. Divine époque où, malgré les troubles, la question de supporter une autre sélection que l'Irlande du Nord ne se posait même pas.

« Il y a encore trente ans, les deux communautés soutenaient l'Irlande du Nord, principalement parce que la République d'Irlande n'avait pas une bonne équipe, se souvient Jim Rainey, 64 ans et un premier match en tribunes qui date de 1957. Puis la montée de la violence a coïncidé avec la montée en puissance de l'équipe d'Irlande, et les nationalistes se sont mis à la soutenir. Ça laissait penser que seuls les loyalistes soutenaient le Nord. »

Après la Coupe du monde 1986 – élimination au premier tour –, tous les éléments se réunissent pour favoriser la division footbal-

listique des deux communautés, se souvient le sociologue du sport David Hassan, spécialiste du football nord-irlandais à l'université de l'Ulster : « Beaucoup de joueurs ont pris leur retraite internationale, essentiellement des catholiques – Pat Jennings, Martin O'Neill, Gerry Armstrong ; un développement politique majeur s'était produit un an plus tôt avec la signature de l'accord anglo-irlandais, rejeté par les nationalistes comme par les unionistes, et l'équipe d'Irlande de l'entraîneur Jack Charlton montait en puissance, en se qualifiant pour l'Euro 1988 et la Coupe du monde 1990. »

Sur le banc de la sélection nord-irlandaise durant l'Euro est assis Michael O'Neill, un catholique de Ballymena qui, à sa nomination en 2012, se fixait pour mission de « rendre l'équipe nationale ouverte à tous »

Soutenir l'Irlande du Nord prend alors une signification de plus en plus politique et, alors que le processus de paix prend forme, l'équipe nationale devient une bouée pour les militants loyalistes et unionistes, qui en font « un outil de promotion de l'identité britannique du pays ». Windsor Park se transforme en salle de meeting, où flotte l'Union Jack et où retentissent alternativement *God Save the Queen* et chants antinationalistes.

« Les tribunes chantaient souvent Billy Boys, où il est dit : "On a du sang de catho [Fenian en version originale, un terme péjoratif désignant la communauté catholique] jusqu'aux genoux" », se souvient Jim Rainey.

« Windsor Park était devenu une "no-go zone" pour la communauté nationaliste, et les

chants sectaires ne faisaient qu'aggraver la situation, admet Keith Gibson, responsable du programme « Football pour tous » (entendre : pour toutes les communautés) de l'IFA. Nous n'avions plus qu'un noyau de supporters. Les gens ne venaient plus parce que l'atmosphère n'était pas festive. L'équipe n'était pas bonne non plus. On avait touché le fond. La presse nous demandait pourquoi la fédération n'agissait pas pour mettre fin au sectarisme dans les tribunes. On a reconnu notre erreur, et on s'est mis au travail. »

En 1999, après des années de laisser-faire, l'IFA, en lien avec des groupes de supporters emmenés par Jim Rainey, commence à faire la chasse aux banderoles sectaires, à encourager la mixité dans les clubs, et donne les moyens aux supporters les plus ouverts de noyer les chants insultants. « Ils ont réalisé que la société nord-irlandaise changeait, mais aussi qu'ils avaient du mal à trouver des sponsors et que les affluences étaient faibles », observe Gary McAllister, président de l'Association des supporters d'Irlande du Nord.

« L'IFA voulait créer un environnement apolitique, confirme David Hassan, parce que rester sur la touche ne pouvait plus suffire et qu'elle a réalisé qu'elle devait vendre son sport aux télévisions et au gouvernement pour qu'il finance la construction du stade. »

Le mouvement s'accélère après 2002, à la faveur d'un incident qui bouleverse le pays : Neil Lennon, déjà sifflé lors d'un match à domicile, met un terme à sa carrière internationale après avoir reçu des menaces de mort, à la veille de son premier match comme capitaine de l'Irlande du Nord. Les extrémistes considéraient comme une souillure le fait de laisser un joueur du Celtic Glasgow, catholique et partisan d'une équipe d'Irlande unifiée, incarner la sélection.

Quatorze ans plus tard, il ne reste quasiment rien du poison sectaire qui envenimait l'atmosphère de Windsor Park. Le répertoire de chants a été renouvelé, en prenant garde de ne vexer personne – même l'expression « Ulster », qui recouvre deux réalités différentes selon les communautés, a fait l'objet d'un débat.

La chasse au rouge et bleu a été ouverte, afin de recouvrir le stade de vert et blanc, les couleurs historiques du maillot nord-irlandais, que personne n'achetait auparavant car ce sont aussi celles du Celtic Glasgow. Jim Rainey se souvient s'être fait tabasser en centre-ville, en 1981, par... des loyalistes qui lui reprochaient le port d'une écharpe vert et blanc pour un match de la sélection. Désormais l'équipe et ses supporters ont adopté le surnom de « Green and White Army » et le maillot commence, très lentement, à se faire une place en tribunes.

Pour les nationalistes, le processus sera long. Même si, pour la première fois en 2011, une élue du Sinn Féin, l'ancienne branche politique de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), a assisté à un match à Windsor Park en tant que ministre des sports.

« Il reste une hostilité dans certains quartiers envers l'équipe d'Irlande du nord, et je pense que la majorité des supporters sont toujours protestants, car il y a un lien historique, dit John Bell, auteur d'une thèse sur les supporters de l'équipe nationale. Mais des choses ont changé, en particulier au stade, où les catholiques sont aujourd'hui plus à l'aise. »

L'hymne *God Save the Queen* reste un repoussoir et le débat pour créer un hymne nord-irlandais prend de l'ampleur, si bien que l'ancienne idole Gerry Armstrong pronostique qu'il ne sera plus joué « dans cinq, six ans ».

Quitte à heurter les supporters historiques de l'Irlande du Nord, la fédération finira peut-être par éliminer toutes les traces du conflit au sein de la sélection. En dehors, ce n'est pas de son ressort, souligne Jim Rainey en roulant le long des *peace walls* qui séparent quartiers catholiques et protestants : « On ne peut pas demander au football de réussir là où tout le monde a échoué depuis un siècle. Si l'équipe d'Irlande du Nord fait un bon parcours, les gens viendront pour le défilé sur un bus à impériale, parce qu'ils aiment faire la fête. Mais le soir même, ils retourneront dans leurs ghettos communautaires, séparés par des murs. » ■



Des supporters suédois à la sortie du Stade de France (Seine-Saint-Denis) après le match nul (1-1) de leur équipe contre l'Irlande, lundi 13 juin. PATRICK KOVARIK/AFP

La fête quand même

A M B I A N C E | Si le début de la compétition a été marqué par des incidents violents, notamment à Marseille, l'Euro est surtout un moment de partage pour les supporters étrangers venus soutenir leur équipe

YANN BOUCHEZ ET SERVICE SPORT

A ffreux, sales et méchants, les supporters ? Une semaine que l'Euro a commencé, et les voilà déjà affublés de toutes les tares. A la télévision, à la radio ou dans les journaux, ils sont accusés de tous les maux et les vilains mots sont de sortie : ébriété, rixes, débordements, interpellations, gardes à vue, condamnations... Accablée par une météo morose, un conflit social et un risque terroriste toujours bien présent (comme l'a encore rappelé l'assassinat barbare d'un couple de fonctionnaires de police), la France, en pleine sinistrose, s'est trouvé un nouvel épouvantail avec la menace hooligans. Par le truchement d'amalgames, la psychose grandit autour des fans de football, que l'on craint excessifs, voire dangereux. Non sans raison, parfois.

Dès le deuxième jour de la compétition, samedi 11 juin, de très violents affrontements en marge du match Angleterre-Russie ont fait 35 blessés, dont deux restent dans un état préoccupant. Jeudi 16 juin, trois supporters russes ont été condamnés de un an à deux ans de prison ferme par le tribunal correctionnel de Marseille, notamment pour « violence avec usage ou menace d'une arme dans le cadre d'une manifestation sportive ». Trois jours plus tôt, six Anglais, un Autrichien et des Français ayant participé aux bagarres avaient aussi été condamnés à de la prison ferme. A Lille, où les supporters russes et anglais se sont de nouveau croisés, des heurts ont eu lieu, sans atteindre la gravité observée à Marseille. Au total, depuis le début de la compétition, 323 personnes ont été interpellées en marge de l'Euro, indiquait jeudi le ministère de l'intérieur. Beaucoup plus que le nombre de buts marqués.

Le même jour, la rencontre entre l'Angleterre et le Pays de Galles, à Lens, cristallisait toutes les inquiétudes. Certaines chaînes d'info en continu avaient renforcé leur effectif, au cas où.

L'Allemagne déçoit, l'Angleterre souffle

Les Allemands, champions du monde en titre, ont déçu, jeudi 16 juin, en concédant le match nul (0-0) face à la Pologne au Stade de France à Saint-Denis. Quelques heures auparavant, l'Irlande du Nord réalisait la belle opération de la journée. Pour leur premier Euro, les joueurs de Michael O'Neill décrochaient un succès historique face à l'Ukraine, battue 2-0 au Parc OL de Lyon. Enfin, l'Angleterre s'est finalement sortie du match piège face à ses voisins gallois grâce à un but de Daniel Sturridge (2-1) inscrit dans les arrêts de jeu au stade Bollaert à Lens.

Mais d'incident grave il n'y eut pas, ni avant le match, remporté (2-1) par les Anglais, ni après. Boulevard Emile-Basly, l'une des principales artères de la ville, la foule a envahi le bitume, et les drapeaux à la croix de saint Georges côtoient ceux du dragon rouge. Bière à la main, les supporters chantent plus fort les uns que les autres, sans animosité, sauf à l'égard des Russes, souvenir du 11 juin oblige. Ambiance bon enfant, le promeneur pourrait se croire à une gigantesque kermesse. « La rivalité est là, mais ce n'est pas violent », résume Andrew, 52 ans. Venu de Cardiff « avec cinq amis », il était à Bordeaux, lors du premier match des Gallois face à la Slovaquie. Avant d'aller à Lens, il a effectué un petit détour par « Monte-Carlo et Nice », histoire de voir du pays : « Cela donne envie de revenir ici sans le football. »

A dire vrai, le ballon, pour beaucoup, n'est qu'un prétexte pour faire la fête. Sans vouloir minimiser la gravité des violences à Marseille, ni celle des heurts dans le Nord, sans vouloir non plus cacher cette scène affligeante, à Lille, de supporters anglais avinés se moquant d'enfants roms en leur lançant des pièces, les envoyés spéciaux du Monde ont surtout observé des moments de liesse collective depuis le début du tournoi. Des stades où le chant des hymnes donnait des frissons. Des scènes de joie partagée ou d'heureuses incompréhensions, loin de toute tension. A l'image de cette petite fille à Lyon, qui demandait à sa grande sœur, en regardant des supporters belges : « Tu as vu sa perruque ? Ils sont maquillés. Tu crois qu'ils ont des maladies ? » Réponse de l'aînée : « Non, ils sont juste fous ces Belges. » Sur la place Bellecour, en ce 13 juin, ils ont enchaîné les chants sous la pluie, avant le match des leurs contre l'Italie, allant jusqu'à faire une haie d'honneur à un véhicule blindé du RAID un brin anxigène.

Dans cet Euro placé sous le signe de la sécurité, les fans étrangers – qui seraient environ 1,5 million à avoir fait le trajet jusqu'en France – apportent leur lot de décibels, et leurs déguisements de plus ou moins bon goût,

quand ils ne sont pas torse nu, tous tatouages dehors. Ici on prend des selfies entre Russes et Slovaques, là on tente une blague avec des CRS. Ailleurs encore, à Lyon plus précisément, Ivan, 45 ans, un grand gaillard ukrainien au crâne rasé, fait un tabac auprès des fans nord-irlandais en entonnant un chant où l'on devine quelques « gentilleses » à l'encontre du président russe Vladimir Poutine. Venu de Kiev, vêtu de sandales et d'un bermuda, coiffé d'une casquette militaire, l'Ukrainien ne s'est pas laissé démonter par la deuxième défaite des siens, face à l'Irlande du Nord, jeudi en début de soirée. Vingt minutes après le match, il avait déjà trouvé le moyen de faire le plein de vin rouge. De quoi oublier bien des malheurs.

Les réseaux sociaux se sont régalez de l'anecdote de ces supporters irlandais venus aider un automobiliste en détresse à changer sa roue, à Paris. Ou de cette vidéo montrant d'autres Irlandais fêtant avec un enthousiasme débordant la présence d'un camion poubelle, en pleine grève des éboueurs, toujours dans la capitale. A Marseille, ce sont trois Mexicains qui se sont fait remarquer. Arboquant le maillot des Tigres de Monterrey, le club de l'attaquant français André-Pierre Gignac, ils se distinguaient facilement, mercredi 15 juin, au milieu des supporters albanais et français, communiant dans la furie d'une batucada, à deux heures du match finalement remporté par les Bleus. En grande majorité masculin, le public est aussi parfois familial, avec des poussettes plus nombreuses chez les Suédois ou les Islandais. Ces derniers sont venus à un peu plus de 20 000 en France, soit 7 % de la population de leur pays.

A l'image des Islandais, les supporters des « sélections bizuts » se révèlent souvent les plus réjouissants à voir. Des Albanais avec leur chapeau traditionnel, le « plisat », aux Gallois, en passant par les Nord-Irlandais, qui ont enflammé les tribunes pour leurs deux premiers matchs. Lors de la rencontre face à l'Ukraine, jeudi à Lyon, à la 24^e minute de jeu – 24 comme l'âge de Darren Rodgers, décédé accidentellement dimanche 12 juin à Nice –, ils ont applaudi avant de scander le nom de leur camarade. L'hommage a été partagé par le public ukrainien. Le sort s'acharnant sur les Nord-Irlandais, un autre supporter a succombé à une crise cardiaque pendant que la sélection remportait la première victoire de son histoire à l'Euro.

Dans certaines villes, on est encore loin de la fièvre de la Coupe du monde 1998. Premier tour oblige, l'atmosphère est encore relativement calme, à l'image de Toulouse, où la place

du Capitole a été massivement colonisée par les Espagnols pour le premier match accueilli par le Stadium, le 13 juin, entre l'Espagne et la République tchèque. La Ville rose est devenue or et rouge avec la venue de 10 000 aficionados, presque en famille puisque nombre d'autochtones parlent leur langue et que l'agglomération compte une communauté espagnole estimée à 25 000 individus. En face, les Tchèques filaient doux. Un adjectif qui convient puisqu'ils ont prouvé qu'une consommation de bière aussi astronomique que l'horloge de Prague ne rendait pas nécessairement agressif.

Ces supporters étrangers, venus par centaines de milliers, sont peut-être le remède à l'austérité d'un Euro déjà placé sous haute sécurité. A condition qu'il n'y ait pas de répliques des débordements vus à Marseille. « Tout a été mis en œuvre pour que l'Euro se passe

« On ne voit pas de supporters français dans les rues, on n'a pas l'impression que l'Euro se passe chez eux. Comme si les gens n'aimaient pas le foot ici »

TIM
un supporter allemand

dans un cadre de sécurité, mais s'il vous plaît, parlez de la fête ! », avait supplié Richard Miron, adjoint aux sports de Marseille, lors de l'inauguration de la fan-zone, juste avant le début de la compétition. Les incidents dans la cité phocéenne ont suscité la crainte d'un basculement à tout moment. Même quand l'ambiance est bon enfant. « A Bordeaux, on a essayé d'avoir un taxi, mais dès qu'on a parlé anglais, ils ont raccroché », témoigne Gareth, un fan gallois, qui pense avoir fait peur à son interlocuteur, à cause de la réputation des Anglais.

Près du Stade de France, à Saint-Denis, Tim, un Allemand, assure : « On se sent en sécurité, on n'a aucune angoisse. Par contre, on ne voit pas du tout de supporters français dans les rues, on n'a pas l'impression que l'Euro se passe chez eux. Comme si les gens n'aimaient pas le foot ici. L'atmosphère est différente avec les supporters des autres pays qu'on peut croiser. C'est plus la fête avec eux qu'avec les Français. » Les Français, difficile de le leur reprocher, n'ont pas (encore) le cœur à la fête. ■

Ronaldo dans la piaule

EN TRIBUNE | Teddy De Almeida, 17 ans, nourrit une passion dévorante pour l'attaquant portugais du Real Madrid. Une rencontre devait même avoir lieu samedi, au Parc des Princes, mais elle avait été montée de toutes pièces

ÉLISABETH PINEAU

Bressuire (Deux-Sèvres), envoyée spéciale

En poussant la porte, une sensation de vertige kaléidoscopique. Partout où le regard se pose, son visage ou son prénom en lettres capitales : CRISTIANO. Ronaldo célébrant un but, Ronaldo soulevant le trophée de la Ligue des champions, Ronaldo à l'entraînement... Sur les murs, au plafond, de la porte jusqu'aux contours de la fenêtre, des centaines de silhouettes du joueur portugais. Depuis deux ans, Teddy De Almeida a aménagé sa chambre du pavillon familial, à Bressuire (Deux-Sèvres), en temple dédié à l'attaquant du Real Madrid.

« Tout me plaît chez lui, son style de jeu mais aussi son histoire personnelle, raconte l'adolescent de 17 ans, qui a découvert le footballeur en 2007, alors qu'il jouait sous les couleurs de Manchester United. Teddy, dont le père, Fernando, est né à Porto, s'est rapidement identifié au joueur : « Je m'inspire de sa détermination. Issu d'une famille modeste de Madère, il a tout fait pour accomplir son rêve. Il a une phrase qui dit : "Dans la vie, on ne gagne pas sans faire de sacrifices, il faut prendre des risques." Quelque part, c'est un peu ma devise. »

Pour retracer la carrière de Cristiano Ronaldo, le jeune homme aux faux airs de Justin Bieber a eu l'idée de composer une mosaïque d'un genre un peu particulier : une juxtaposition scrupuleusement conçue de posters, de vignettes et de « unes » de journaux. Principalement celles des deux quotidiens sportifs madridistes, *As* et *Marca*, une quinzaine de *L'Equipe* et quelques-unes du journal portugais *A Bola*. Chaque matin, le jeune homme se livre à un rituel quasi journalistique : « Dès que je me lève, mon premier réflexe c'est d'allumer mon portable et de regarder les "unes" de ces journaux. » Il procède à une sélection puis les imprime en couleur, chez lui... ou au lycée, où il étudie en classe de 1^{re} gestion-administration.

Sa collection ne s'arrête pas là : Teddy De Almeida, qui se présente comme « l'un des plus grands fans de Cristiano Ronaldo au monde », se procure aussi à chaque début de saison les nouveaux maillots (il en possède une quinzaine), les chaussettes assorties, ainsi que casquettes et paires de chaussures – de loin l'équipement le plus coûteux. Sa dernière acqui-

« Dès que je me lève, mon premier réflexe c'est d'allumer mon portable et de regarder les "unes" [des journaux sportifs] »

TEDDY DE ALMEIDA
inconditionnel de Ronaldo

tion ? Des packs de boisson énergisante au nom de son idole, ou plutôt à son surnom, CR7. L'investissement nécessite forcément un petit budget : « Je gagne un peu d'argent comme animateur de soirées privées le week-end pour des fêtes ou des anniversaires », se justifie cet admirateur de Michael Jackson, qu'il a découvert « le jour de sa mort, en 2009, en regardant le journal de Claire Chazal ». Chaque Noël ou anniversaire est l'occasion pour ses proches de compléter l'assortiment de produits dérivés : récemment, Teddy s'est vu offrir l'eau de toilette lancée par Ronaldo, des biographies et le DVD du documentaire qui lui a été consacré.

Ses maillots et ses chaussures ne sont toutefois pas condamnés à prendre la poussière. Il les exhibe à l'entraînement et le week-end lors des matchs disputés avec son équipe de l'Entente sportive Beaulieu-Breuil. Un petit club près de Bressuire où l'adolescent, qui a commencé le football à l'âge de 7 ans, joue « par hasard » ailier gauche et porte « par hasard » le numéro 7.

Chez les Almeida, tout le monde s'est mis à suivre les exploits du Portugais. Depuis que leur fils et petit-fils leur a fait découvrir Cristiano, la mère et la grand-mère maternelle se targuent de ne louper aucun de ses matchs. « Teddy, c'est un rêveur, c'est un passionné », sourit cette dernière, qui l'a affublé d'un surnom de circonstance : « TD7 ». Sa fille, Laurence, renchérit : « Il est entier. Avec lui, il n'y a pas de juste milieu. » Dans le quartier, il n'est

pas rare que des voisins sonnent à la porte pour visiter les 12 m² les plus célèbres du bocage bressuirais. « La pièce nous sert de chambre d'amis, certains invités qui doivent y passer la nuit sont un peu choqués, ils se plaignent d'étouffer », s'amuse la maman, pour qui « c'est une tapisserie comme une autre ».

La vidéo de la chambre-musée a fait le tour des réseaux sociaux depuis sa mise en ligne, en mars, sur les trois principales pages Facebook des supporters français de Ronaldo et du Real Madrid. « Idolâtrie », « fanatisme », « folie ». Dans les commentaires laissés par les internautes, certains jugent cet enthousiasme à l'égard du footballeur un brin excessif. Mais le jeune homme coupe court. Oui, il célèbre ses buts à la manière de Ronaldo, mais non, il « n'essaie pas de lui ressembler : lui, c'est Cristiano, moi, c'est Teddy ». « Mon objectif était de partager ma passion avec les autres fans, pas de faire le buzz », se défend celui dont le « rêve ultime » est, évidemment, de pouvoir ren-

contrer la star. Pour y parvenir, l'adolescent, qui se destine au métier d'animateur télé ou radio, n'a pas hésité à solliciter l'aide des médias. Il en a contacté en tout une cinquantaine.

Le stratagème a plutôt bien fonctionné. Le lycéen a fait la « une » de la presse régionale, est passé à l'antenne sur NRJ et Fun Radio, et sa vidéo a été diffusée dans l'émission « Touche pas à mon sport », sur D8. Même la presse espagnole s'en est fait l'écho : « As a transmis les images de ma chambre au Real Madrid », rapporte le jeune homme, dont l'outrecuidance que l'on pouvait sentir dans ses courriers s'est évaporée soudainement.

Son projet, confiait-il à la mi-mai, était en passe de se concrétiser. Teddy De Almeida avait été contacté quelques jours auparavant par un arbitre du district des Deux-Sèvres, Thomas Ramos, lui-même d'origine portugaise et admirateur de Ronaldo. Celui-ci lui avait expliqué avoir directement approché Noël Le Graët, le président de la Fédération française de foot-

ball (FFF), pour qu'une rencontre puisse être organisée au cours de l'Euro. Le rendez-vous avait même été fixé au samedi 18 juin, à l'occasion du match Portugal-Autriche au Parc des Princes. Contacté par *Le Monde*, M. Ramos précisait même qu'il était prévu que Teddy soit « présenté à l'ensemble de l'équipe, avant de s'entretenir en tête-à-tête une vingtaine de minutes avec Ronaldo soit dans le vestiaire, soit à Marcoussis [Essonne], où les joueurs ont pris leurs quartiers ».

Las, jeudi 16 juin, la belle histoire a connu un tout autre dénouement. Teddy a été berné. « Quand cet arbitre m'a dit que l'UEFA l'avait informé qu'en raison du contexte sécuritaire, toutes les rencontres VIP avaient été annulées, j'ai commencé à me poser des questions. J'ai donc contacté la FFF, qui m'a indiqué qu'ils n'avaient jamais entendu parler de moi et qu'aucune rencontre avec Ronaldo n'avait été organisée, raconte le jeune garçon, inconsolable. C'est un rêve qui se transforme en cauchemar. » ■



Teddy De Almeida, dans sa chambre tout à la gloire de Ronaldo, à Bressuire, le 18 mai. ADRIEN SELBERT POUR « LE MONDE »

« Je m’étais
arrangé pour
être le dernier
des cinq tireurs.
J’étais sûr
de mon coup.
Evidemment,
si Maier n’avait
pas bougé,
je serais allé
pointer à l’usine
le lendemain... »



A Prague, en janvier. ANDREJ BALCO POUR « LE MONDE »

La roulette tchèque

Antonin Panenka remportait, le 20 juin 1976, le championnat d’Europe avec la Tchécoslovaquie en marquant le dernier tir au but contre la RFA. Quarante ans plus tard, le geste porte toujours son nom

BRUNO LESPRI

Prague, envoyé spécial

Les footballeurs qui ont laissé leur nom à un geste se comptent sur les orteils d’un pied. Citons l’« arconada », la bévue du gardien espagnol en finale de l’Euro 1984, la « madjer », le but d’une talonnade inscrit en 1987 par l’attaquant algérien de Porto lors du dernier acte de la Coupe d’Europe des clubs champions (l’ancienne appellation de la Ligue des champions), éventuellement la « papinade », reprise de volée exécutée par Jean-Pierre Papin. Mais aucun n’égale en postérité dans les écoles de foot la « panenka », sans doute l’acte le plus fou jamais tenté sur tapis vert. Il y a quarante ans, dans un monde disparu.

20 juin 1976, finale de la cinquième édition des championnats d’Europe (ancêtres de l’Euro) au Marakana, le stade de l’Etoile rouge de Belgrade. La Yougoslavie, pays hôte de ce tournoi qui ne réunit alors que quatre nations, se disloquera un quart de siècle plus tard. Les deux finalistes connaîtront des destins contraires : l’Allemagne de l’Ouest, tenante du titre et championne du monde, se réunifiera avec sa moitié orientale ; la Tchécoslovaquie, elle, se scindera. Pour l’heure, celle-ci crée la sensation continentale. Après avoir battu en demi-finale, à Zagreb, les Pays-Bas de Johan Cruyff, elle mène 2-0 face à la RFA à la 25^e minute. Egalisation à la 89^e, prolongation, puis séance de tirs au but, la première en finale d’une compétition internationale.

Le huitième tireur, Uli Hoeness, expédie un missile au-dessus de la barre transversale. « Je pense qu’ils n’ont retrouvé la balle que l’année dernière, plaisantera plus tard le Munichois. Il y a eu la guerre là-bas, le stade a été détruit, et ils ont enfin trouvé le ballon. » On récupéra en revanche sans peine l’objet déposé avec délicatesse par Antonin Panenka dans les filets de Sepp Maier. Après avoir plongé sur sa gauche, le gardien du Bayern Munich eut même le temps de se retourner pour voir la balle piquée se diriger à la vitesse d’un ralenti au centre de son but. « Plus elle va lentement, plus c’est jouissif, car on a le temps d’observer sa course, commente son tortionnaire. En Tchécoslovaquie, on se moquait du stupide Maier, mais mon intention n’était pas de l’humilier, juste de transformer ce penalty. On s’est retrouvés depuis à plusieurs reprises. La première fois, Maier n’était pas ravi de me revoir. »

Le projectile avait été effleuré d’une pichenette, une « feuille morte » dans le jargon. Le « chat » Maier n’a rien vu venir de ce coup pendable qui offrit à la Tchécoslovaquie son premier et unique trophée. Dans le rôle de la souris sadique, un moustachu placide qui semblait sans fantaisie, comme la plupart des fonctionnaires footballeurs des pays de l’Est. A 27 ans, Antonin Panenka, meneur de jeu du Bohemians de Prague, était inconnu en dehors de son pays. Il n’allait pas le rester longtemps.

« J’avais préparé ce geste technique depuis deux ans, confie son inventeur dans son bureau de président du Bohemians 1905 au stade Dolicek, un îlot de verdure dans le quartier de Vrsovice, dans le sud-est de Prague. C’était sur cette pelouse, après les entraînements du “Bohemka”. On faisait des concours avec le gardien, en pariant des bières ou des chocolats. Une nuit, dans mon lit, j’ai réfléchi au moyen de le surprendre. Je voyais bien que la puissance du tir obligeait le goal à choisir un côté. Je me suis dit qu’il serait désemparé si le ballon filait doucement au centre du but. Le piège a fonctionné et j’ai grossi avec les bières et les chocolats. Je l’ai utilisé de temps à autre dans le championnat tchécoslovaque et lors des matches de préparation de la sélection. Ça a commencé à se savoir dans le pays. »

« Un fou ou un génie »

A l’âge des réseaux sociaux, l’effet de surprise de la panenka serait réduit à néant. Mais celui que ses amis appellent Tony, né en 1948, année du Coup de Prague et de la soviétisation de la Tchécoslovaquie, est un enfant du rideau de fer. Et de la balle, lui qui a chaussé les crampons sur la pelouse de Dolicek dès 9 ans. Son père est entraîneur au Bohemians, sa mère s’y occupe de la restauration. A l’image de sa mascotte, un kangourou, adopté depuis une tournée en Australie en 1927, le « Bohemka » jouit de sympathies, même auprès des deux rivaux praguais, le Sparta ouvrier et le Slavia bourgeois. « Nous sommes en compétition avec eux mais pas contre eux, explique Panenka. Le Bohemians est un club familial, de la grand-mère au petit-fils, qui a su conserver un esprit ouvert : ici, il n’y a toujours ni gardes du corps ni contrôle électronique. » Avant de devenir un nom commun dans le lexique du football, panenka l’était en tchèque. Le mot signifie « poupée », ce qui, après le marsupial, renforce l’affection pour le personnage.

Après-guerre est créé à Prague le club de l’armée, le Dukla. Cette vitrine du régime communiste profite du service militaire obligatoire pour ravir aux concurrents leurs meilleurs éléments. Panenka y échappe, réformé pour raisons médicales. Il restera un klokan (« kangourou ») pendant presque un quart de siècle. « Au début des années 1970, le Sparta a voulu me recruter quand le Bohemians était en deuxième division, se souvient-il. La direction m’a dit qu’elle me donnait la permission de rejoindre n’importe quelle équipe, à l’exception du Sparta. Six mois plus tard, le Slavia a fait une offre. On m’a répondu : “Tout ce que tu veux, sauf le Slavia”!... »

La finale de 1976 le métamorphose en star internationale. Ebahi par son inconscience, le roi Pelé salue l’œuvre « d’un fou ou d’un génie ». « Sans doute un peu des deux, répond l’inventeur de la roulette tchèque. J’ignore pourquoi mais je m’étais arrangé pour être le dernier des cinq tireurs. J’étais sûr de mon coup. Evidemment, si Maier n’avait pas bougé, je serais allé pointer à l’usine le lendemain... Chez nous, on a évoqué, pour le côté absurde, Le Brave Soldat Chvéïk [le roman picaresque de Jaroslav Hasek et son personnage éponyme, emblématique du burlesque local]. »

Aucune proposition de grand club ne lui parvient après ce coup de poker. La raison en est simple : un footballeur tchécoslovaque doit avoir 30 ans et plus de 50 sélections pour être autorisé à s’expatrier. « Je rêvais de jouer à l’étranger mais j’étais pragmatique, indique Panenka. Avec ce régime, c’était impossible. Alors j’ai essayé d’être heureux ici. » A 32 ans, il est enfin autorisé à signer avec le Rapid Vienne, en 1981. Il remporte en Autriche ses premiers titres en club, deux championnats et trois coupes nationales. Curieusement, les Bohemians ont attendu le départ de leur étoile pour être sacrés champions de Tchécoslovaquie en 1983, une première sans lendemain. Et signent cette même saison leur plus bel exploit en atteignant les demi-finales de la Coupe de l’UEFA (ancien nom de la Ligue Europa) après avoir corrigé (4-0) Saint-Etienne à Dolicek.

Panenka reste quinze ans en Autriche, terminant sa carrière de joueur à 46 ans, dans les divisions inférieures. « C’est tardif, admet-il, mais j’étais toujours apprécié pour mes penaltys. Après 1976, j’ai dû refaire le coup une trentaine de fois. Les gardiens étaient prévenus. Il fallait ruser du regard, dans le mouvement du corps. La première récidive au haut niveau, ce fut en 1979 à Bratislava contre la France, lors des éliminatoires de l’Euro. Il y avait o-o. Ça a marché face à Dominique Dropsy. »

Le héros retourne à Prague en 1996 pour assister à la descente aux enfers du Bohemians. Cette année-là, un club arborant les mêmes nom, couleurs et logo apparaît dans le quartier de Strizkov. Relégué en deuxième division, endetté, puis liquidé en 2005, l’original – estampillé « 1905 », comme marque d’authenticité – sera sauvé grâce à une souscription auprès des supporters. Son plus célèbre joueur en devient le président. « Son nom est une garantie pour les fans et pour les partenaires financiers, explique-t-on à la direction du Bohemians. Et il est connu à l’étranger. » Un magazine de foot espagnol s’est même baptisé ainsi en son honneur.

Peut-être verra-t-on une panenka à l’Euro 2016, auquel participe la République tchèque. « Totti a probablement été le premier à la refaire dans une grande compétition, à l’Euro 2000, relève le concepteur. Je suis fier que les meilleurs l’aient essayée : Zidane en finale de la Coupe du monde 2006, Pirlo et Sergio Ramos à l’Euro 2012, et Messi, le dernier en date, contre Getafe [en avril 2015]. En Tchéquie, on a appelé la sienne une “messinka” ». La panenka, un privilège réservé aux artistes qui aiment jouer avec le feu. ■

Parcours

1948 Antonin Panenka naît le 2 décembre à Prague.

1967 Première apparition dans l’équipe professionnelle du Bohemians de Prague, son club formateur.

1976 Il exécute la « panenka » le 20 juin, en finale des championnats d’Europe, et remporte le trophée.

1981 Il rejoint le Rapid Vienne.

2016 Il devient président du Bohemians 1905.

BREXIT

YES

OR

NO ?

Que serait le Royaume-Uni sans l’Europe ? Avant le référendum du 23 juin, les réponses d’artistes et d’intellectuels, illustrées par les photos de Martin Parr. Pour savoir ce que serait l’Europe sans le Royaume-Uni, retournez ce cahier et rendez-vous en page I



La brasserie The Grainstore Brewery, à Oakham (Rutland) • Martin Parr/Magnum Photos

DE LONDRES À LA LUMIÈRE

L’écrivain **Will Self** votera contre le « Brexit ». Il revendique son attachement à l’Europe

Will Self est romancier. Il a notamment écrit *Le Piéton de Hollywood* (Editions de l’Olivier, 2012) et *Parapluie* (Editions de l’Olivier, 2015).

Vous avez décidé de voter pour rester dans l’Union européenne lors du référendum du 23 juin. Pour quelles raisons ?
Je suis un Européen, un point c’est tout. Comme le sont les Britanniques depuis trente ou quarante ans. J’ai grandi dans l’Angleterre des années 1960-1970, et avant que je parte en

voyage pour la première fois en France mes parents m’ont dit : « *Ne bois pas l’eau là-bas !* » L’Europe continentale était lointaine quand j’étais enfant, c’était un autre monde. Mais, pendant ma vie d’adulte, la réalité a tout simplement changé : nous sommes incroyablement plus liés à l’Europe, à présent. Les gens voyagent dans tous les sens, et il y a plus de Britanniques installés en France ou en Espagne que de Français et d’Espagnols vivant au Royaume-Uni. L’interpénétration culturelle a été énorme. Dans les années 1980, ma blague

favorite sur Londres consistait à raconter ma rencontre avec un ami snob, une espèce de créature cosmopolite. Je demandais : « *Quel est l’endroit le plus proche pour boire un bon café ?* » Il me répondait : « *Paris.* » Voilà ce qu’on pensait à Londres il y a trente ans. Aujourd’hui, nous avons adopté la culture parisienne des cafés. En matière de cuisine aussi, il y a eu une révolution anglaise. Voici quarante ans, il était impossible de faire un bon repas dans cette ville. Aujourd’hui, Londres a plus de trois étoiles Michelin que Paris !

Le choix de voter contre le « Brexit » a donc relevé de l’évidence pour vous, écrivain engagé à gauche ?
Absolument pas. Je me suis obligé à peser les arguments pendant plusieurs semaines afin de parvenir à une position claire. Décider ne fut pas si simple, car ce vote ne ressemble à aucun autre. Le prisme droite-gauche est inopérant : il ne s’agit pas de choisir qui va occuper tel ou tel poste politique, mais d’opter pour une nouvelle manière de faire les choses.

LIRE LA SUITE PAGE 2 ▶

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Quel que soit le vainqueur du référendum, il détiendra un mandat pour agir de façon assez radicale. Si le « Brexit » l'emporte, les vainqueurs auront pour longtemps le pouvoir de mener le Royaume-Uni sur une autre voie.

Pourquoi votre choix a-t-il été si compliqué ?

De mon point de vue, qui est celui d'un homme de gauche, l'Union européenne suscite des sentiments équivoques parce que son principal objet n'est pas de produire de l'égalité sociale. Certes, son projet est démocratique, mais ses institutions, coûteuses et assez inefficaces, encouragent l'attitude élitiste de sa propre bureaucratie. L'UE est une création politique anormale. Généralement, les Etats naissent des guerres et du besoin des gens de s'unir pour assurer leur défense : l'UE, elle, a précisément été créée pour éviter la guerre. C'est ce qui a freiné la création d'une union

« L'Union européenne suscite des sentiments équivoques parce que son principal objet n'est pas de produire de l'égalité sociale »

politique. Le conflit des Balkans, au début des années 1990, aurait pu provoquer cette fusion, mais l'échec de l'Europe à prendre en charge sa propre défense a fait perdre son élan à son projet politique.

Et dans le côté positif de la balance ?

Attendez, il y a encore du négatif ! Ce qui a complètement fait échouer l'UE, c'est son extension à l'Est. Cela a rendu le conflit avec Moscou inévitable, et mis en évidence son extrême fragilité et sa dépendance à l'égard des Etats-Unis. Et puis l'UE ne parvient pas à sortir de son ambiguïté : elle prétend ne pas vouloir devenir un Etat, mais prône une « union toujours plus étroite ». C'est ridicule. Il vaudrait mieux afficher l'ambition de devenir un Etat unifié, peut-être fédéral comme les Etats-Unis, et les étapes pour y parvenir. A cause du refus de la classe politique d'assumer la réalité du projet européen, nos mentalités n'ont pas changé. Alors que notre mode de vie est devenu bien plus proche de celui des Français, des Allemands ou des Italiens que de celui des Américains.

Le fédéralisme ? Mais c'est une idée qui fait dresser les cheveux sur la tête des Britanniques !

Peut-être, mais au moins c'est un mythe consistant, capable d'émouvoir les gens ! L'opinion se sentirait partie prenante de l'UE si son projet était clair et défendu avec suffisamment de conviction. Si l'Europe était unie, imaginez toutes les grandes choses que nous pourrions faire ensemble ! En particulier, se protéger contre les grands dangers géopolitiques du moment. L'Europe devrait être le contrepoids des autres grandes puissances : résister à l'expansionnisme russe, contrôler les intimidations américaines et contrebalancer le pouvoir émergent de la Chine. Sans parler du fondement historique de l'UE, qui est d'empêcher pour toujours le retour des guerres européennes. Quoi qu'on dise, ces guerres relèvent du possible. C'est pour toutes ces raisons que je suis proeuropéen.

Vous faites campagne ?

J'ai du mal à concevoir une rhétorique capable d'attirer les gens. Je ne peux pas dire : « Votez pour rester, et tout va aller bien ! » Ce que j'aurais à dire, c'est : « Votez pour rester ; ce qui nous attend va être sacrément difficile, et le progrès se verra seulement à la marge. » Avouez que cela ne fait pas un très bon slogan de campagne !

Beaucoup d'électeurs britanniques se disent désarçonnés par la question qui leur est posée. Pourquoi ?

Pour la plupart des gens, ce référendum est un objet non identifié, le premier de leur vie d'électeur. Les politiques néolibérales ont diffusé l'idée selon laquelle peu importe qui est

au gouvernement, les politiciens étant tous les mêmes et se faisant élire sur l'empathie plutôt que sur leurs convictions. D'où leur désarroi devant un vote où ils ont une véritable chance de dire ce qu'ils veulent.

Pensez-vous que c'est une erreur d'avoir organisé ce référendum ?

Le problème est que sa tenue elle-même montre l'incapacité de notre système politique à refléter fidèlement la volonté populaire, et celle de nos politiciens à avoir des convictions. David Cameron a décidé ce référendum pour régler son conflit avec les europhobes de son propre parti. Devons-nous quitter l'UE ou y rester ? Il n'en a pas la moindre idée. Je ne pense pas qu'il soit dénué de principes, mais il n'a aucune vision. Le référendum a lieu à cause de la faiblesse de nos institutions politiques, les gens le savent, et cela accroît le phénomène.

Pourtant, le thème abstrait de la souveraineté est très sérieusement débattu dans la campagne...

Dans le passé, il était possible de mobiliser sur le patriotisme, et même de faire mourir pour cela. Les gens pensaient qu'il existait un lien entre leur tête, leur cœur et le destin national. La campagne de ce référendum montre qu'ils ne croient plus à ce mythe politique de l'Etat-nation. Certes, la reine est toujours là, et la Grande-Bretagne se dit toujours maîtresse de son avenir, mais les gens ne ressentent pas cela concrètement. Ceux qui prônent le « Brexit » au nom de la souveraineté britannique oublient d'ailleurs que la première conséquence d'une sortie risque d'être l'indépendance de l'Ecosse. Or, l'acte d'union de 1707 entre les royaumes d'Ecosse et d'Angleterre est le seul texte constitutionnel écrit dans ce pays. Ce qui constitue l'Etat anglais, c'est son union avec l'Ecosse : si celle-ci s'en va, l'Angleterre n'existe même plus.

Que se passerait-il en cas de « Brexit » ?

La raison pour laquelle j'ai choisi définitivement de voter « in » est que j'ai regardé qui faisait campagne pour le « out » : ce ne sont pas des gens que je souhaite voir aux affaires, c'est aussi simple que ça. Je pense aussi

qu'un vote pour quitter l'UE précipiterait un marasme économique. Je ne crois pas que cela sonnerait la fin de Londres comme capitale financière du monde, mais cela interviendrait dans un contexte d'incroyable instabilité financière. Des gens respectables de la City évaluent le risque de krach déflationniste à 40 % dans les cinq ans, à 100 % dans les dix ans. Certes, un vote pour rester dans l'UE n'empêchera pas cette crise. Mais si l'Europe occidentale ressemble à la Grèce dans six ou sept ans, comment lutterons-nous hors de l'Union pour reconstruire notre économie ?

Si le monde est si dangereux, pourquoi tant de Britanniques pensent-ils que leur pays sera plus fort et plus en sécurité en rompant avec l'Europe ?

A cause des liens historiques et de la langue partagée, il y a cette idée stupide selon laquelle les Américains vont toujours se préoccuper de nous. L'illusion que, si nous sommes en difficulté, nous nous sentirons mieux avec les gens de notre espèce, avec lesquels on se comprend. Certaines personnes, comme les gens d'origine indienne ou pakistanaise qui défendent le « Brexit », en attendent des mesures préférentielles pour les ressortis-

« David Cameron a décidé ce référendum pour régler son conflit avec les europhobes de son propre parti »

sants du sous-continent indien. Ils imaginent que la rupture avec l'UE va reconnecter la Grande-Bretagne avec son empire via le Commonwealth.

Et puis il y a ce débat complètement schizophrène sur l'immigration. Alors que le capitalisme est favorable à la libre circulation des personnes et que tout est fait pour faire venir la main-d'œuvre étrangère, le discours dominant des pro-« Brexit » appelle les Britanni-



La fromagerie Websters Dairy, à Saxelbye (Melton Mowbray) • Martin Parr/Magnum Photos

► MARTIN PARR

Les images de ce cahier sont extraites de la série « Brexit Food Story », du Britannique Martin Parr. Le photographe a commenté chaque famille de produit du patrimoine alimentaire britannique : fromage, huîtres, bière, cochon et poisson fumé.

► LE FROMAGE 

Le blue stilton est le fromage que je choisirais pour représenter le Royaume-Uni, spécialement face aux favoris des bookmakers : les fromages français. Cette petite entreprise familiale fabrique le meilleur blue stilton que j'aie jamais goûté. Tout y est très contrôlé, et le lait est livré quotidiennement depuis les alentours.

ques à reprendre le contrôle de leurs frontières. Mais pourquoi les gens viennent-ils à Londres et pas à Paris ? Parce qu'ici la police ne contrôle pas l'identité des gens de couleur, que la loi l'interdit et que les gens le savent. Nous sommes une société plus libre. C'est aussi simple que ça.

Pourquoi l'UE est-elle considérée en France comme ultralibérale et antisociale alors qu'elle est critiquée au Royaume-Uni comme trop dirigiste et bureaucratique ? Parce que le débat sur l'Europe, au Royaume-Uni, a été façonné depuis des années par la droite : ce sont les conservateurs qui ont décidé de la façon de raconter l'histoire. L'autre raison est l'absence de Constitution écrite. La ratification de la Convention européenne des droits de l'homme par la Grande-Bretagne constitue la première codification d'une garantie des droits de l'homme dans notre droit : elle est considérée par certains conservateurs comme une immixtion intolérable dans la souveraineté du Parlement, et Cameron a envisagé de la supprimer. La manière dont l'UE est présentée a ainsi masqué les bénéfices apportés par l'Europe aux droits des travailleurs. Cela apparaît clairement dans le soin avec lequel le gouvernement Thatcher et ses successeurs s'en sont pris aux droits sociaux et au pouvoir des syndicats, dont les effectifs ont diminué de 50 % en vingt ans.

Les abstentionnistes ne risquent-ils pas de faire le résultat ?

C'est un point central très préoccupant : qui va se déplacer pour aller voter ? Aux dernières élections législatives, la participation a été de 62 %. Cette fois, on s'attend à 70 % ou 75 %. Qui sont ces 10 % d'électeurs qui vont sortir du bois, et quelles sont leurs motivations ? Voilà la question à se poser pour savoir à quoi nous attendre. S'agit-il de gens en colère qui pensent qu'en quittant l'UE ils vont renouer avec le destin britannique mythique ? Ou bien de conservateurs qui estiment que, dans un contexte troublé, il vaut mieux ne pas ébranler les institutions en place ? J'espère aussi que des jeunes vont se réveiller en se disant : « Attendez, j'ai des amis estoniens sur Facebook et je vais tous les ans en vacances en Espagne. Pourquoi faire un choix qui va me coincer dans ce pauvre petit pays ? » Mais si ces 10 % sont des petits Anglais sensibles aux arguments poujadistes, alors...

Comment réagiriez-vous en cas de « Brexit » ?

Je serais totalement consterné. Je devrais m'exiler à Paris ! Franchement, cela refléterait une totale incapacité à comprendre les réalités du monde dans lequel nous vivons. ♦

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE BERNARD (À LONDRES)



Richard Enderby et Rob Moore, employés de l'Alfred Enderby Traditional Smoked Fishery, à Grimsby (Lincolnshire du Nord-Est) • Martin Parr/Magnum Photos

► LE POISSON



Le Royaume-Uni s'y connaît vraiment pour fumer les poissons. Ce procédé rehausse le goût de produits comme le hareng ou l'églefin. Le haddock aussi, et c'est la combustion lente de la sciure qui lui donne ces arômes particuliers quand on le laisse à fumer toute la nuit dans une enceinte fermée. Après avoir passé une matinée au fumoir, je me suis trouvé moi-même véritablement enfumé et, dans le bus pour rentrer à l'hôtel, les autres passagers me reniflaient.

CHERS ALICE, EDMOND ET LUKE,

Peu de choses font autant figure de ridicule qu'un homme d'un certain âge lorsqu'il ne comprend pas que son épouse puisse vouloir le quitter après des décennies de vie commune. Son manque de lucidité renforce la conviction qu'elle a bien fait de partir.

Pour rien au monde, donc, votre père ne vous laisserait imaginer que la nouvelle que son pays d'origine envisage de mettre fin à sa longue vie commune avec son pays d'adoption puisse provoquer chez lui la moindre surprise.

Tout est parfaitement compréhensible: déjà, la cohabitation fut, disons, légère depuis le début, car la Grande-Bretagne n'a jamais arrêté de faire les yeux doux outre-Atlantique. Même si ces petites bomban- ces n'ont jamais suscité de vrai retour d'ardeur, je savais parfaitement que son cœur était instable...

Que votre futur premier ministre, Boris Johnson, soit séduit par le toupet roux du futur président Trump (jusqu'à commander le même, selon toute apparence), ça n'a rien d'étonnant. Il y a des années qu'on avait remarqué à quel point Tony Blair mimait les gestes de son hôte George «Dubya» Bush lorsqu'il était reçu par ce dernier à Camp David.

A chacun son goût, n'y voyez aucune jalousie. Les dégâts du mimétisme resteront limités. Même ce projet, dont j'ai entendu parler, d'une muraille contre les immigrés, construite sur les falaises de Douvres et payée par les Français, ne verra jamais le jour: l'Etat français n'est guère plus solvable que l'Etat mexicain. Et les falaises ne sont-elles pas déjà assez hautes?

N' imaginez pas non plus que je sois le moins du monde offusqué de ne plus avoir le droit de vote après avoir vécu plus de quinze ans hors du pays (mais depuis quand, voyons, est-ce devenu la règle?). Ni que cette privation puisse remuer un couteau dans la plaie, laquelle d'ailleurs n'existe pas. Vous voterez puisque vous y avez vécu plus récemment: faites attention à ne pas trop abuser de votre droit d'absence.

LETTRE OUVERTE À MES ENFANTS

POUR L'ÉCONOMISTE BRITANNIQUE **PAUL SEABRIGHT**,
PROFESSEUR À L'INSTITUT D'ÉTUDES AVANCÉES DE TOULOUSE,
LE «BREXIT» EST PLUS UNE AFFAIRE DE CŒUR QUE DE RAISON

Cela dit – voilà, c'est plus fort que moi – je ne la comprends vraiment pas, cette histoire. Que le cœur l'emporte sur la tête dans un réaménagement des alliances, on l'a déjà vu, souvent. Aucune étude sérieuse ne donne raison économiquement aux partisans de la sortie, donc visiblement ce n'est pas le portefeuille qui pèse dans la balance.

Comment se fait-il que le cœur de mes compatriotes puisse battre plus fort pour une vision de leur pays en train de s'enfermer dans l'isolement, aussi splendide soit-il? Comment comprendre cet envoûtement? Que sont devenus les descendants de ces Britanniques qui parcouraient le monde en quête d'aventure (et certes, aussi, de pillage)?

Je vous ai dit que je risquais de faire ridicule, de ne pas comprendre une histoire de cœur. Je me rends compte à quel point ma vie en France m'a éloigné de la compréhension de la psyché de mon pays. C'est sans doute la faute de la rédaction du *Monde*, qui me permet depuis trop longtemps d'écrire des phrases

«La France vous rendra
à son tour, et sans état
d'âme, votre bière tiède,
votre Worcestershire
sauce, votre version
de la crème anglaise
et votre humour
britannique»

trois fois plus longues que celles qui seraient tolérées par le plus indulgent des journaux britanniques.

Puisque c'est comme ça, soyons lucides dans le règlement du divorce. Répartissons nos biens non pas selon la règle pédante de l'égalité, mais en rendant à l'autre ce que l'on n'est pas capable d'apprécier. Je croyais mon pays conscient de la richesse des cultures du monde; il me donne tort. Soit: que le Royaume-Uni rende le chutney, le thé chinois, la bière blonde, les magnifiques currys de Birmingham et de Brick Lane, toute l'excellente plomberie polonaise installée depuis plusieurs années et dont on se servirait bien en France.

Que la belle langue de Sa Majesté soit désormais purgée de tous les gallicismes qui s'y sont infiltrés et dont vous vous passerez facilement, de ses «entrepreneurs» et de ses «attachés», de ses «restaurants» et de ses «garages», de ses «frissons» et de son «déjà-vu», de son «je-ne-sais-quoi» et j'en passe.

Que le quartier de South Kensington devienne un protectorat français (ça y est déjà, presque). Que ces fonctionnaires britanniques qui siègent depuis quarante ans aux institutions européennes, alors même que leurs dirigeants politiques jouent les vedettes intransigeantes, se voient accorder des passeports européens pour pouvoir continuer leur si excellent et pragmatique travail.

La France vous rendra à son tour, et sans état d'âme, votre bière tiède, votre Worcestershire sauce, votre version de la crème anglaise et votre humour britannique, mis à part quelques épisodes des Monty Python que nous ne comprenons pas mais que nous acceptons car ça fait chic. Seulement ne nous demandez pas de vous céder le rugby; ça lancerait une séparation houleuse dont seuls les avocats profiteraient.

Ils ont beaucoup de choses en commun d'ailleurs, nos avocats. Je me demande si ce n'est pas eux qui s'agitent silencieusement en faveur de cette séparation. On ne peut rien attendre d'eux, et je n'arrive plus à parler à la Grande-Bretagne elle-même. Mais vous, les enfants de ce mariage qui bat de l'aile, vous ne pouvez pas faire quelque chose? ♦

KEN LOACH À GAUCHE TOUTE

Pour le cinéaste, Palme d'or à Cannes en 2006 et 2016, il faut sauver le soldat Corbyn (Parti travailliste) et mettre les préoccupations sociales au cœur de l'Europe

La question de l'Union européenne est difficile pour la gauche. L'Union est un projet libéral, qui exige des privatisations, la Commission est entourée de représentants des multinationales qui font pression sur elle dans tel ou tel sens. Ils veulent voir les impôts baisser, ils veulent assouplir la législation sociale. Je sais que c'est un débat en France aujourd'hui: un gouvernement prétendument de gauche va rendre plus faciles les licenciements. Il nous faut affronter l'Union européenne telle qu'elle est: une organisation néolibérale, une organisation patronale.

La question est: comment la combattre? Faut-il le faire de l'extérieur, pour la détruire, ou vaut-il mieux y rester et constituer des alliances avec d'autres forces de la gauche européenne? Dans le débat sur le «Brexit», c'est un argument qu'on n'entend pas du tout, au Royaume-Uni. Une éventuelle sortie suscite surtout la crainte de voir arriver un gouvernement d'extrême droite. Les gens qui

défendent la rupture avec l'Union européenne ne cherchent pas à améliorer les choses, mais à ce qu'elles empirent, avec des mesures plus extrêmes, des lois sociales encore plus violentes, plus de privatisations. C'est à qui sera le pire. Si on laisse l'opinion à ses peurs, on va vers la moins bonne des solutions.

Je crois qu'il s'agit d'une question tactique, pas stratégique. Stratégiquement, nous avons besoin d'une Europe totalement rénovée. J'ai l'intuition qu'il vaut mieux se battre pour cela de l'intérieur et construire un mouvement de gauche, à l'échelle européenne, qui sera contre l'austérité, contre la déréglementation, pour l'écologie, pour les syndicats.

Au Royaume-Uni, nous ne pouvons pas continuer à traiter les gens avec une cruauté délibérée. Ceux qui travaillent dans les bureaux où sont traitées les demandes de pension d'invalidité reçoivent des instructions sur la manière dont il faut se comporter avec des interlocuteurs suicidaires. Ils s'attendent donc à ce que les gens soient suicidaires!

Quel gouvernement avons-nous donc qui pousse au suicide? Et ça concerne des centaines de milliers de citoyens.

Quant à savoir si le Labour de Jeremy Corbyn peut être partie prenante de cette construction européenne... L'élection de Jeremy Corbyn est la meilleure nouvelle venue du Parti travailliste depuis plus d'un demi-siècle. Avec ses alliés, il comprend ce à quoi les travailleurs doivent faire face. C'est un internationaliste authentique. Mais seule la base du parti le soutient vraiment. La haute hiérarchie, elle, lui est profondément hostile et souhaite se débarrasser de lui. Ces gens sont venus à la politique avec Tony Blair, le fauteur de guerre, le champion de la classe dirigeante. Avec John McDonnell, le chancelier de l'Echiquier de son cabinet fantôme, Corbyn doit leur faire face. Il faut l'aider à rester en place. S'il y arrive, il peut régénérer le Parti travailliste, qui serait alors vraiment le parti des travailleurs. C'est une chance, mais cela peut aussi être un danger. On l'a vu en Grèce avec la scission de Syriza. ♦

Robert Tombs est l’auteur de *La France et le Royaume-Uni : des ennemis intimes* (avec Isabelle Tombs, Armand Colin, 2012) et de *Paris, bivouac des révolutions* (Libertalia, 2014).

Vous avez la double nationalité britannique et française. Vous sentez-vous européen ?

Comme tout un chacun, j’ai des identités multiples. Je suis un citoyen français, et j’ai consacré l’essentiel de ma carrière à l’histoire française. Mais, d’un autre côté, j’ai des amis indiens et australiens, et j’appartiens à une communauté qui va au-delà de l’Europe. L’Europe n’est pas mon seul horizon. Donc je me sens britannique, anglais et, d’une certaine façon, français. Cela rend les choix plutôt difficiles. Etre britannique, ce n’est pas la même chose qu’être polonais ou autrichien. L’Amérique du Nord me semble plus proche que bien des régions d’Europe. Dans la vraie vie, nous aimons vivre dans plusieurs mondes. Il est dommage que la situation politique nous oblige à choisir.

Quel est votre choix pour le référendum ?
Je pense voter pour une sortie de l’Union européenne (UE). En partie pour une raison égoïste : parce que l’UE ne va pas dans la bonne direction et que nous devons nous préoccuper d’abord de nous-mêmes. Le constant rafistolage de nos relations avec l’Union n’est bon pour personne.

Au Royaume-Uni, la tentation du « Brexit » progresse depuis des années. D’où viennent les réticences des Britanniques à se sentir européens ?

Dans les années 1950, le continent était considéré avec suspicion, comme un monde extérieur, tout simplement parce que les voyages à l’étranger étaient peu fréquents. Même à l’époque où le Marché commun européen paraissait prospère, dans les années 1960 et 1970, beaucoup de Britanniques le rejetaient parce qu’ils avaient le sentiment d’appartenir à un monde anglophone plus large. Cette époque est révolue, sauf pour les personnes âgées. Mais ce qui reste fort, c’est l’attachement à l’idée d’indépendance (le *self government*) et le rejet d’une Europe fédérale.

Le général de Gaulle affirmait que les Anglais considéraient l’Europe comme une « vaste zone de libre-échange ». Avait-il raison ?

Bien sûr. La plupart des Britanniques ont toujours considéré l’adhésion à l’UE comme un simple partenariat commercial. C’est pourquoi ils ne se sentent pas d’obligation particulière envers elle. S’ils estiment qu’elle ne fonctionne pas et ne sert pas leurs intérêts, ils choisiront de la quitter. Ils ne partagent pas l’idée, commune sur le continent, que l’UE est née des guerres du XX^e siècle et symbolise l’espoir. Cette conception idéaliste s’est affaiblie dans tous les pays, mais, ici, elle a toujours été faible !

Contrairement à la France et à l’Allemagne, le Royaume-Uni ne cherche pas à faire oublier son passé pendant la seconde guerre mondiale. Cette différence explique-t-elle ce moindre besoin d’Europe ?

La Grande-Bretagne n’a pas fait l’expérience de la seconde guerre mondiale sous une forme aussi aiguë que les autres pays d’Europe. Elle n’a pas non plus d’expérience de politique intérieure récente qui puisse l’effrayer, comme les Grecs, qui peuvent craindre le retour des colonels en cas de désintégration de l’UE. Nous n’avons pas ce genre de peur. C’est pourquoi les Britanniques ne prennent pas très au sérieux David Cameron lorsqu’il brandit la menace du retour de la guerre en cas de « Brexit ».

En quoi la tradition britannique, qui met le Parlement au centre de la vie politique, nourrit-elle l’euroscépticisme ?

Nous sommes très attachés au mythe politique selon lequel les décisions sont prises en dernier ressort par le peuple – c’est d’ailleurs ce mythe qui légitime ce référendum. La Magna Carta [*charte*] de 1215 en est le fondement : elle oblige le roi à obéir au peuple. Un tel mythe n’existe pas dans des pays comme l’Allemagne, la France et l’Italie, où les décisions cruciales ont souvent été prises par une élite, qu’il s’agisse des Jacobins, de Bismarck ou du Risorgimento. A chaque fois, un petit

LA TENTATION DE L’ÎLE

L’historien britannique **Robert Tombs**, spécialiste de la France du XIX^e siècle et de la Commune de Paris, penche en faveur du « Brexit ». Selon lui, l’adhésion des Britanniques à l’UE s’est faite dès l’origine à reculons

groupe change le cours de l’histoire nationale et le reste du pays est appelé à suivre. L’Europe repose sur une idée identique : quelques pères fondateurs éclairés ont conçu l’avenir, et la masse de la population doit se convaincre que c’est la bonne direction. Ce n’est pas la manière dont nous considérons la politique. Nous n’attendons pas des responsables qu’ils décident pour nous, mais qu’ils nous laissent décider.

Considérez-vous les fondements mêmes de l’UE comme opposés à l’histoire politique britannique ?

Quand les Allemands ou les Français racontent l’histoire de l’Europe, ils parlent de l’Empire romain, de la Renaissance et des Lumières. C’est une histoire continentale qui laisse la Grande-Bretagne de côté. D’où notre sentiment d’être extérieurs. Nous vivons sur une île : cela peut expliquer pourquoi nous ne nous considérons pas comme membres à part entière de la famille européenne. Le fait que le général de Gaulle ait refusé notre entrée dans la CEE [*Communauté économique européenne*] a aussi constitué un choc.

« Le constant rafistolage de nos relations avec l’UE n’est bon pour personne »

En 1973, au moment de notre adhésion, nous faisions beaucoup plus de commerce hors de l’Europe que les autres pays de la CEE. Accepter les choix communautaires, comme la politique agricole commune, a été perçu comme une sorte de capitulation. C’est pourquoi nous avons toujours voulu changer les choses au lieu de rendre hommage aux succès de l’Europe, comme le font les Français. La Grande-Bretagne a toujours considéré l’Europe comme une entité avec laquelle il fallait garder ses distances. Nous avons refusé Schengen et la zone euro.

Pourquoi la menace d’un affaiblissement du Royaume-Uni en cas de « Brexit » peine-t-elle à convaincre les électeurs ?

Dans les années 1970, la crainte du déclin britannique était une donnée politique essentielle. Mais je ne suis pas sûr que les gens accordent désormais autant d’importance à notre place dans le monde, car notre économie enregistre de nombreux succès. Il y a longtemps que nous ne nous considérons plus comme l’homme malade de l’Europe.

Le complexe de supériorité de l’ancienne puissance coloniale n’est-il pas perceptible dans cette tentation de rompre avec l’UE ?

Les effets de la perte de l’Empire ont longtemps été ressentis, comme en France, mais ils ont disparu. Personne ne se soucie plus du fait que nous ne soyons plus un grand empire. Les partisans du maintien dans l’UE prétendent à la fois que nous avons besoin de l’UE sur le plan économique et que, si nous la quittons, cela causera un grand tort à l’Europe et à la sécurité du monde occidental. Où est la cohérence ?

L’idée selon laquelle le Royaume-Uni serait plus fort hors de l’UE n’a-t-elle vraiment rien à voir avec votre histoire ?

Ce n’est sans doute pas très clair dans la tête des gens. Mais on peut affirmer qu’un pays qui conçoit sa politique de façon indépendante pourrait être plus puissant qu’un pays intégré dans un ensemble de vingt-huit pays. La Grande-Bretagne a joué le jeu international de la SDN [*Société des nations*] à l’ONU et à l’OTAN, dont nous sommes un membre loyal. Mais cela ne semble pas avoir toujours marché. Regardez la France : elle a eu de l’influence en se montrant plus exigeante, plus égoïste et plus agressive politiquement. Nous, nous tendons à faire ce qu’exigent nos alliés, comme ce fut le cas avec les Américains en Irak. C’est peut-être moins efficace.

Rien n’a empêché le Royaume-Uni de faire entendre sa voix dans l’UE...

C’est exact, nous avons fait preuve de peu de leadership. Tous nos premiers ministres

veulent être amis avec les Français et les Allemands. Comme si la Grande-Bretagne n’avait pas sa propre politique.

L’Angleterre pourrait opter pour le « Brexit », contre l’avis de l’Ecosse et du Pays de Galles. Est-ce lié à la montée d’un nationalisme spécifiquement anglais ?

C’est une question fondamentale. La nation est une source d’émotion et d’allégeance. Or la forte immigration réveille les inquiétudes. Les gens ne sont pas forcément hostiles aux immigrés, mais ils pensent qu’ils changent le pays et que leur flux est incontrôlable. Ils agitent des drapeaux frappés de la croix de saint Georges dans les stades de foot, mais pas seulement. C’est un mouvement populaire qui dit que personne ne s’occupe des Anglais. Le nationalisme anglais se nourrit surtout de la montée des autres nationalismes. Autrefois, les gens ne se disaient pas « anglais », mais « britanniques ». Mais, à cause de la montée des nationalismes écossais, gallois et irlandais, les Anglais en sont venus à être les seuls à se dire « britanniques ». Alors ils ont fini par se considérer, de plus en plus, comme « anglais ».

En quoi le débat sur l’UE révèle-t-il ce nationalisme ?

Si la majorité des Anglais votent pour le « Brexit », mais si le résultat est inverse au niveau du Royaume-Uni parce que les Ecossais, les Gallois et les Irlandais veulent rester dans l’UE, il pourrait y avoir une réaction anglaise. Dans le cas inverse, si les Ecossais votent pour rester dans l’UE mais sont obligés de la quitter à cause des Anglais, ils vont demander un nouveau référendum sur l’indépendance. On peut supposer que les années à venir ne seront pas particulièrement stables.

Que répondez-vous aux Français qui sont favorables à un « Brexit » parce qu’ils considèrent le Royaume-Uni comme un obstacle au renforcement de l’UE ?

D’une certaine manière, nous avons été un obstacle, car nous n’avons jamais voulu le genre d’approfondissement souhaité par les Français, tout en soutenant le rapide élargissement de l’Union. C’est à cause de ces réformes voulues par la Grande-Bretagne que l’UE est devenue presque ingouvernable. Si nous restons, nous continuerons à être une sorte de frein.

« Si nous restons, nous continuerons à être une sorte de frein »

Vous croyez que le Royaume-Uni sera plus puissant et prospère hors de l’UE ?

Oui. La démocratie ne fonctionne pas en dehors des Etats-nations, et je ne vois pas l’Europe se développer comme une démocratie multinationale. Le danger est que l’UE devienne un endroit où de plus en plus de gens ont le sentiment que leur voix est ignorée.

Un « Brexit » risque de favoriser les desseins de Vladimir Poutine ou de Marine Le Pen. Cela ne vous refroidit pas ?

Ce sont des gens dangereux. Mais c’est l’OTAN, et non l’UE, qui dissuade les Russes. Quant à Marine Le Pen, c’est le problème des Français. Ce serait étrange pour nous de voter pour rester dans l’UE afin de l’empêcher d’arriver au pouvoir.

Croyez-vous en la victoire du « out » ?

Les Britanniques sont émotionnellement enclins au « Brexit ». Il se peut qu’ils prennent peur et qu’ils votent pour une UE dont ils ne veulent pas vraiment. Ce ne serait pas très bon pour l’avenir. Si les gens pensent qu’on leur a forcé la main, ils ne le pardonneront pas à David Cameron.

Que retiendra l’Histoire de David Cameron si le « Brexit » l’emporte jeudi 23 juin ?

Cet homme intelligent pourrait rester dans l’Histoire comme le personnage qui a ouvert un conflit dommageable avec l’UE et présidé à l’éclatement du Royaume-Uni. ♦

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE BERNARD (À LONDRES)

OU |

OU

NON ?

A close-up photograph of several oyster shells, some of which are open and have names written on them in black ink. The names visible are "Russell", "Malcom", "Bentley", and "Hate". The shells are piled together, showing their rough, brownish exteriors and smooth, white interiors.

Coquilles vides à la ferme ostréicole The Whitstable Oyster Company, à Whitstable (Kent) • Martin Parr/Magnum Photos

LETTRE OUVERTE À UN AMI ANGLAIS

POUR L'ÉCRIVAIN ESPAGNOL **JAVIER CERCAS**, LE « BREXIT »
CONSTITUERAIT LE DÉBUT DE LA FIN DE L'EUROPE

LIRE LA SUITE PAGE II ►

SUITE DE LA PAGE I

Certes, d’aucuns soutiennent qu’une nouvelle guerre en Europe est impossible. Cette opinion me semble d’une grande naïveté. La preuve : il suffit que surgissent des problèmes sérieux, comme c’est le cas depuis le début de la crise économique, pour que revienne de plus belle la cause ultime, la forme et le carburant des dernières guerres européennes. Tu as deviné : le nationalisme. Partout en Europe, des partis populistes attribuent d’une façon ou d’une autre leurs maux nationaux à l’UE et demandent à récupérer leur souveraineté, afin de rendre la dignité à leurs peuples opprimés. D’ailleurs, l’indépendantisme catalan, qui t’intéresse particulièrement, a aussi beaucoup à voir avec cela, sauf qu’il a trouvé près de chez lui le responsable de tous ses malheurs : l’Espagne. Puis-je te conseiller un livre ? Il s’intitule *Sorte dell’Europa* ; c’est Alberto Savinio qui l’a écrit entre 1943 et 1944, quand les vieux ressentiments du vieux nationalisme ravageaient l’Europe. Là tu pourras lire, par exemple : « *Je suis de plus en plus convaincu que les peuples d’Europe ne guériront de leurs blessures profondes que s’ils forment une seule nation unie par des idées communes, des intérêts communs et un destin commun.* »

Mais il y a bien d’autres raisons tout aussi évidentes pour souhaiter une union européenne. J’en citerai deux. Il y a quelques années, on a pu dire que l’Europe n’était plus ce qu’elle était, qu’elle n’était plus le centre du monde et que la seule chose ou presque qui restait à faire aux Européens, face aux grandes puissances émergentes, était de dépérir comme la noblesse déchue entre les ruines d’une splendeur passée, pour paraphraser un grand poète espagnol, Jaime Gil de Biedma. Tout cela est vrai, mais en partie seulement. Même si on considère que presque toutes les grandes puissances émergentes ont en ce moment autant de problèmes que nous (sinon davantage), il n’en reste pas moins que nos pays, pris individuellement, ne pèsent plus très lourd.

Il est tout aussi vrai qu’ensemble, nous avons encore un pouvoir énorme – nous sommes la plus grande puissance culturelle et la plus grande économie du monde – et que si nous étions capables de construire la nation unie dont rêvait Savinio, une fédération ou une confédération de nations capable de concilier l’unité économique et politique avec la diversité culturelle et linguistique, nous pourrions accomplir la promesse que l’UE représentait pour presque tous les analystes, quand tout le monde pensait que nous allions devenir une puissance mondiale imbattable et que le XXI^e siècle serait le siècle de l’Europe.

L’autre raison est encore plus importante : malgré toutes ses énormes insuffisances, une Europe véritablement unie constitue la seule possibilité pour que la politique régule le pouvoir aveugle et dévorant de l’économie ; elle est le seul instrument qui puisse nous permettre de préserver une démocratie digne de ce nom. Tu m’as entendu à plusieurs reprises citer Jürgen Habermas, qui insiste à juste titre sur cette affaire : « *La démocratie dans un seul pays n’est pas à même de se défendre contre les ultimatum d’un capitalisme furieux dépassant les frontières nationales.* »

C’est ce qui, au fond, se joue avec le référendum du 23 juin : non pas le destin du Royaume-Uni en Europe, mais – pour reprendre le titre de Savinio – le destin de l’Europe. Tu me diras que le ton et le contenu de cette lettre dévoilent aussi bien mon incurable anglophilie que mes origines espagnoles, encore plus incurables. Les deux choses sont vraies. La première, parce que je suis incapable d’imaginer l’Europe sans le Royaume-Uni et ce, non seulement parce que l’Europe doit au Royaume-Uni une bonne partie de ce qu’elle a pu créer de meilleur, mais aussi parce que le Royaume-Uni doit à l’Europe une bonne partie de ce qu’il a de meilleur. La seconde, parce que nous, Espagnols, savons mieux que quiconque ce que signifie sortir de l’Europe. Après avoir eu un empire sur lequel le soleil ne se couchait pas, nous avons erré pendant des siècles d’obscurantisme politique, moral et intellectuel avant de la rejoindre.

Cela dit, ce serait un mensonge de ma part de ne pas reconnaître que je comprends très bien les eurosceptiques. Le nationalisme n’est pas une idéologie politique : c’est une croyance. En fin de compte, la nation a été le substitut de Dieu en tant que fondement politique de l’Etat, et en finir avec elle en Europe sera presque aussi difficile que cela le fut d’en finir avec Dieu. Un nationaliste, comme l’a remarqué George

Orwell, est indifférent à la réalité, de sorte que lui prouver par A + B que tout le verbiage anti-immigration de Farage n’est rien d’autre que cela, un verbiage – le délire xénophobe d’une grande gueule – ne servira à rien.

Condorcet a écrit que « *la peur est l’origine de presque toutes les sottises humaines, et surtout des sottises politiques* ». Le nationaliste est un malheureux marqué par la grande peur : pour lui, l’UE est un attrape-nigaud, une vieille chose, distante et impraticable qui l’oblige à vivre exposé aux intempéries, aux côtés de gens bizarres qui parlent des langues bizarres et qui ont des coutumes bizarres. Il préfère vivre avec les siens ou avec ceux qu’il imagine être les siens, protégé par les fausses certitudes de toujours, réfugié dans les identités collectives illusoire, respirant, comme dirait Nietzsche, la vieille odeur de l’étable.

Tu vois donc, cher B., je ne suis pas optimiste. Mais je veux bien l’être ; plus précisément, je n’ai pas envie de ne pas l’être : je veux croire que, le 23 juin, la vocation du bonheur s’imposera à la peur et que le *common sense* vaincra l’ignorance et l’irrationalité. Si cela était le cas, les Britanniques, une fois de plus, nous donneraient une leçon.

Ton ami qui t’embrasse. ♦

Traduit de l’espagnol par Elisabeth Beyer et Aleksandar Grujicic

► LA BIÈRE



Bien que les Britanniques consomment moins de bière qu’avant, le vin devenant lentement la boisson favorite de la nation, la qualité de la bière que nous buvons ne cesse de s’améliorer. C’est essentiellement dû aux micro-brasseries comme celle-ci, à Oakham, qui nous fait apprécier toute la palette des arômes du houblon.



Simon Brannan, brasseur à The Grainstore Brewery d’Oakham (Rutland) • Martin Parr/Magnum Photos

LETTRE OUVERTE À WINSTON CHURCHILL

L’ÉCRIVAIN **CHARLES DANTZIG** S’ÉLÈVE CONTRE LA RAGE ANTIEUROPEENNE
DE L’ANCIEN MAIRE DE LONDRES, BORIS JOHNSON

MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE,

C’est le vieux débat des racines, n’est-ce pas ? L’Europe fait peur, et on tente de faire encore plus peur à ceux qui ont peur au motif qu’elle nous ferait perdre les nôtres. Etre plante verte ou oiseau ? C’est l’une des guerres secrètes de l’humanité. En ce moment, le parti des plantes vertes montre les dents. Ces plantes sont des droséras. Inquiètes, dit-on. De quoi ? L’économie se porte au mieux, l’argent asperge Londres, ce lac de milliardaires. Ce qu’il y a en Grande-Bretagne, comme dans bien des pays du monde, c’est un désir de haine. Etats-Unis, 4,7 % de chômage, et Donald Trump. Grande-Bretagne, toutes les exceptions possibles de la part de l’Europe (« *I want my money back!* », criait Margaret Thatcher), et rage antieuropéenne menée par l’ancien maire de Londres (2008-2016), Boris Johnson. Il a comparé l’Union à Hitler, à Napoléon, à une tentative de domination du monde. Quelque chose dans le genre de l’Empire britannique, en somme. Il a aussi dit, monsieur le premier ministre, que vous auriez été contre la participation de votre pays à l’Europe. Sans doute auriez-vous aussi été contre le gaz à effet de serre, la méthadone, le menu McFirst chez McDonald’s et mille autres choses qui n’existaient pas de votre vivant, vous qui êtes décédé en 1965, mais qui permettent aujourd’hui à Boris Johnson de se faire le ventriloque de l’épouvante.

Votre petit-fils, Nicholas Soames, député (conservateur) du Mid Sussex, a qualifié ses dires de « *stupidités* » et assuré que vous auriez été pour le « *Brexin* ». Et

voilà ce que sont les grands hommes une fois morts : des poupées qui font non ou oui selon les intérêts de qui les manipule. Boris Johnson a écrit ou s’est fait écrire une très hâtive biographie de vous, monsieur Churchill. Il n’est pas le premier des droitiers à vouloir vous tirer de leur côté du lit ; dans aucun de vos livres, on ne trouverait pourtant de déclaration comparable à son insinuation raciste sur Obama, lequel souffre selon lui d’« *une détestation ancestrale et en partie kényane de l’Empire britannique* ». C’est dit par un homme en partie turc, par son grand-père paternel. La Turquie avait un pacte d’amitié avec l’Allemagne nazie. Suivant sa rhétorique spécieuse, monsieur Churchill, dirons-nous que Boris Johnson a un sentiment pronazi lui faisant haïr Bruxelles, où il a passé une partie de son enfance, ou bien est-il un pur démagogue ?

On se moque des blondes, mais ces blonds ! Je vous laisse, monsieur le premier ministre, nous expliquer comment il se fait que tous les tribuns populistes des années 2010 ont cette chevelure jaune en désordre et ces tenues toujours brouillées. Leur mise et leurs dires, ces grosses blagues tournant en dérision tout ce qui est bon et bénéfique, seraient-ils une imitation de Jean-Marie Le Pen jeune ? Sauf erreur, monsieur Churchill, vous n’avez jamais employé le mot « *patrie* » dans aucun de vos discours. Vous étiez trop fier pour utiliser les arguments sentimentaux. Boris Johnson, boxeur béat, ne cesse de les employer. Loin de vaincre vos ennemis par la complaisance du victi-

misme, les plaintes hargneuses et l’excitation des passions basses, vous avez galvanisé l’Europe des combattants de l’humanité en promettant « *blood, toil, tears and sweat* », « du sang, du labeur, des larmes et de la sueur ». A mon sens, nous autres Français avons traduit : « *Du sang, de la sueur et des larmes* » par goût de Racine, qui fait de si jolies rimes avec « larmes ». « Alarme » et « armes », par exemple.

Vous avez porté un grand tort à la connaissance du Royaume-Uni, monsieur Churchill. A cause de votre tenue pendant la guerre, nous autres continentaux avons tendance à oublier le défaitisme de Chamberlain et le fascisme de Mosley. Vous passiez pour un raté, un agité, un intenable. Eh ! c’est simple : quand vous êtes bon, on vous traite de méchant. Vous et vous seul vous êtes élevé contre la diplomatie braillarde où l’aristocratie s’apprêtait à trouver son compte, comme en Allemagne, comme en Italie, cette diplomatie sur laquelle parie avec cynisme Boris Johnson, homme de l’*upper-middle class*, diplômé d’Oxford. Sa mauvaise foi reste invisible aux Anglais. Dressés à un système de caste, ils s’imaginent qu’ils pourraient tous accéder à celle d’en haut, de même que les Américains qui ont trois métiers pour gagner leur vie font confiance aux super-riches en croyant qu’ils pourraient le devenir un jour. Chaque peuple est mené et trahi par un rêve. Boris Johnson touche toutes les cordes du chauvinisme anglais pour mieux tromper ceux à qui il aura menti une fois le référendum passé. Sa seule idée, n’est-ce pas, monsieur le premier ministre, est de renverser le gouvernement pour pouvoir être appelé monsieur le premier ministre.

L’alarme est donnée contre Boris Johnson, car tout ce remue-ménage pourrait réveiller les armes. Quand, comme lui, comme Trump, comme Orban, on se fait populiste de droite, on déchaîne un électorat toujours beaucoup plus à droite que vous. Il veut vous déborder. Quant au raisonnement des gestionnaires selon qui, une fois au pouvoir, ces gens-là seront « *tenus* », c’est ce que, avant 1933, on disait de celui que vous n’appeliez que « *Herr Hitler* ». Il est difficile de discréditer ces discréditeurs, car leur électorat est encore plus de mauvaise foi qu’eux. Il se fiche qu’ils fassent le contraire de ce qu’ils disent, il veut qu’ils sabotent. Sans doute, monsieur le premier ministre, bien des Anglais qui ont lu vos livres voteront pour l’entente avec l’Europe, se rappelant votre lettre à votre femme Clementine, après la guerre de 1914, contre « *ces rois et ces empereurs stupides* [qui] *n’ont pas été capables de se rassembler et de raviver la royauté en sauvant les nations de l’Enfer* ». ♦



Brad Kent et Jamie Gamble, bouchers à The Butts Farm Rare Breeds de Cirencester (Gloucestershire) • Martin Parr/Magnum Photos

► LE COCHON

Les végétariens disent souvent que la seule chose qui les tente est un sandwich au bacon. Pour cela, rien de mieux que les cochons de cette ferme, élevés en plein air. J’aime le fait que ces cochons n’aient rien d’autre en tête que manger et retourner la terre autour d’eux. Plus ils font de l’exercice, meilleurs ils sont.

MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE,

Je ne sais si le souvenir de vos passages au 10 Downing Street, à une époque où le locataire de cette illustre résidence était l’homme le plus puissant du monde, est présent dans la mémoire des Britanniques. Pour ma part, bien que beaucoup d’eau ait coulé sous le pont de Londres depuis votre décès, en 1898, je reste un de vos fervents admirateurs. Aussi ai-je décidé de faire appel à vous.

La reine Victoria, votre reine, avait pour sujet un habitant de la planète sur quatre. Au train où vont les choses, son arrière-arrière-petite-fille, Elisabeth II, risque de ne même plus régner sur l’Ecosse... Pour conjurer cette évolution, les partisans du « Brexit » brandissent la notion d’« anglosphère ». De quoi parlent-ils ? D’un réseau associant des pays démocratiques et commerçants partageant les valeurs anglaises. On y trouve la Nouvelle-Zélande, qui a refusé d’abandonner son drapeau incorporant l’Union Jack, l’Inde et le Pakistan, devenus des maîtres au cricket et qui viennent de fournir à Londres un nouveau maire, mais cet ensemble ne comprend ni les Etats-Unis ni une Ecosse aux nostalgies celtiques et en mal d’alliances continentales.

Ont-ils conscience que, même si le jour anniversaire de la reine Victoria est resté férié au Canada et que l’Australie refuse de devenir une république, le Royaume-Uni vit désormais au rythme de l’Europe ? Ses partenaires dans l’Union représentent 55 % de son commerce extérieur.

Vous qui fûtes, à la fin du XIX^e siècle, un chancelier de l’Echiquier exceptionnel, au point que chacun de

LETTRE OUVERTE À WILLIAM GLADSTONE

L’ÉCONOMISTE **JEAN-MARC DANIEL** EN APPELLE À L’ANCIEN
PREMIER MINISTRE DE LA REINE VICTORIA POUR DÉNONCER
LES APPROXIMATIONS DES PARTISANS DU « BREXIT »

vos successeurs brandit votre cartable, la « valise de Gladstone », lorsqu’il présente le budget, vous devriez dire à George Osborne, l’actuel chancelier, combien ses calculs sur le coût du « Brexit » (il a avancé le chiffre de 4300 livres [5500 euros] pour chaque Britannique) sont fantaisistes et combien leur annonce est maladroite. Car beaucoup seraient tentés de se dire que le prix à payer ne paraît pas si élevé. Se défaire de la bureaucratie bruxelloise, que l’on présente comme tatillonne et bornée, vaut bien 4300 livres !

Certes, il faut se méfier de ce George Osborne, qui est conservateur quand vous étiez libéral et qui a remisé

l’authentique « valise de Gladstone » au musée pour en brandir une copie... Sa politique budgétaire est d’ailleurs une pâle copie de la vôtre, car le déficit britannique était encore de 4,4 % du PIB l’année dernière alors que vous aviez en votre temps brillamment théorisé la nécessité de l’équilibre. L’éventualité du « Brexit », rendant les marchés fiévreux, les pousse à se montrer de plus en plus exigeants quand il s’agit de financer ce déficit. Le taux des emprunts anglais pour une durée de dix ans (1,6 %) est désormais supérieur à celui de l’Espagne et à celui de l’Italie. Il est même, humiliante infamie, le double de celui de l’Irlande. Il

est clair que le « Brexit » aggraverait cette tendance, ce qui se traduirait par un alourdissement rapide de la charge d’intérêt et un nouveau retard dans le retour à l’équilibre des finances publiques.

Vous qui avez renoncé à votre poste de premier ministre en 1894 pour ne pas avoir à augmenter le budget de la Royal Navy, car vous considériez que l’Europe avait mieux à faire que se lancer dans des guerres, vous pourriez rappeler que votre message était en l’occurrence le même que celui des pères fondateurs de l’Union européenne.

La reine Victoria, que votre éloquence effrayait, disait que vous lui parliez comme à une foule dans un meeting. Vous devez donc revenir car les dirigeants européens d’aujourd’hui ont perdu ce sens de l’éloquence et sont incapables de parler aux foules, du moins avec la clarté et la détermination qui portaient vos discours. Notamment quand il s’agit de l’avenir de l’Europe. Ils ne parlent alors que par esquives et faux-fuyants.

Si les électeurs britanniques se laissent aller le 23 juin au coup d’éclat, il est certain que l’absence de réponse de la part des partisans de la construction européenne à la question de savoir ce que l’Europe peut et doit être y aura grandement contribué.

Vous avez refusé en 1855 de rejoindre le gouvernement Palmerston, car vous trouviez sa politique étrangère fondée sur un principe que vous jugiez trop cynique : « *If you can’t beat them, join them.* » Expliquez donc à vos compatriotes qu’ils doivent rester dans l’Europe, non pour la pervertir de l’intérieur, mais pour la réformer et la renforcer, à un moment où la France s’efface et où l’Allemagne s’inquiète. ♦

NOUVELLE FRONTIÈRE

Geneviève Fraisse,
philosophe et ancienne députée
européenne (1999-2004),
évoque les échanges fructueux
entre le Royaume-Uni
et l’Union européenne

Dehors/dedans. Dedans/dehors. 1991, guerre du Golfe : un long séjour aux Etats-Unis me donne le regard américain sur l’Europe, sur les « forces alliées ». A regarder la télévision, l’Europe, c’est Londres. Evidemment, la langue anglaise est plus aisée pour parler des « alliés », mais dans mon souvenir, je suis stupéfaite de l’abstraction ainsi produite : aucun autre pays du continent n’est évoqué. Est-ce pour cela que Barack Obama est venu récemment soutenir l’Europe en Grande-Bretagne, ou la Grande-Bretagne en Europe ?

Les années 2000 : siégeant au Parlement européen, j’observe les députés britanniques qui affichent leur euroscepticisme. Ils sont toujours là, d’une présence et d’une activité remarquables. Les eurosceptiques ne sont ni paresseux ni désintéressés. Il est vrai, c’est peut-être la meilleure façon de protéger les intérêts de leur pays : être toujours là au bon endroit, au bon moment. Ils se prennent au jeu d’une passion démocratique qui se traduit, à cet endroit-là de l’Europe, ses institutions, par l’acceptation du mélange des langues – plus que dans notre monde global de l’anglais hégémonique. Les députés britanniques aiment l’Europe et acceptent de pratiquer avec amabilité la rééducation linguistique.

Après, on peut voir comment s’est travaillé l’échange entre l’île et le continent, sur le

fond. Deux exemples : la directive sur l’inversion de la charge de la preuve, en 1997, et la Charte des droits fondamentaux, établie en 2000. Pour une plainte, disons d’inégalité de traitement salarial, dans notre tradition latine, c’est au plaignant de faire la preuve du tort. Dans la tradition britannique, ou *common law*, c’est au supposé responsable de la discrimination, l’employeur, de démontrer l’absence d’injustice. L’Europe, en 1997, choisit la culture anglo-saxonne. On remarque alors, avec intérêt, l’effet politique : le fait d’être discriminé se trouve dissocié du poids du soupçon en illégitimité propre à toute dénonciation d’injustice. Vu de France, c’est un changement d’imaginaire.

Toujours dans le domaine du droit, la Charte des droits fondamentaux, qui marque un nouveau socle de pensée – l’Europe avait commencé avec la Convention européenne des droits de l’homme de 1950, peu offensive en la matière –, est un étrange objet pour la culture britannique, peu encline à parler de droits sociaux. J’entends encore la présidente du Parlement européen, heureuse d’avoir accompagné cette charte, expliquer comment ce texte a très vite servi sur le sol judiciaire des Anglais. Il était au départ non contraignant, mais l’usage s’est répandu et le fait d’y faire référence a permis la démonstration, le renforcement de la démonstration, du ou des droits, y compris outre-Manche.

Des allers-retours de fond, c’est intéressant à suivre. Contamination des façons de penser et d’agir, l’époque est à la circulation des idées, comme des biens et des personnes. Circulation justement, celles des personnes.

Calais, 2016, la « jungle » : les associations, oui, bien sûr. Le magasin Warehouse, la Refugee Community Kitchen, l’implication des associations britanniques pour la construction des bâtiments, tout cela, oui. « *No borders* », clame-t-on au moment où la forteresse Europe oublie son chant d’ouverture au monde. Alors, elle se fait comment, la frontière de la Manche, unique frontière maritime de l’Europe ? Une simple affaire de douane, pour filtrer les personnes ? Au compte-gouttes, les experts permettent aux enfants de Syrie et d’ailleurs de rejoindre leurs familles. Mais que penser des accords franco-britanniques sur le sujet ? Ont-ils une valeur européenne ? Car, désormais, on ne dépense pas l’argent public pour accueillir, on le dépense pour ne pas accueillir : « *17 millions de livres sterling* » donnés à la France en ce printemps 2016 pour renforcer la frontière.

Lancinante expression européenne : « *La libre circulation des biens et des personnes.* » Les biens toujours, les personnes, cela dépend. Europe ou pas, « Brexit » ou pas, il y a une frontière qu’il faudrait infranchissable. La porosité des idées politiques, ici évoquée, se cogne à l’actualité. ♦

Pauline Schnapper est l’auteure de *Le Royaume-Uni doit-il sortir de l’Union européenne*? (La Documentation française, 2014) et de *La Grande-Bretagne et l’Europe : le grand malentendu* (Presses de Sciences Po, 2000).

Pourquoi les Britanniques se considèrent-ils différents des continentaux ?

La dimension insulaire, que certains mettent en avant, me paraît insuffisante pour expliquer la différence britannique : l’Irlande, elle aussi, est une île, mais son identité européenne est beaucoup moins problématique que celle des Britanniques. Les raisons historiques sont plus convaincantes. Il existe une tradition, en politique étrangère britannique, qui a toujours été, non pas le « splendide isolement », mais l’entretien d’un jeu d’équilibre entre les pays européens pour éviter une menace qui viendrait du continent. Elle repose sur l’idée que la Grande-Bretagne est extérieure à l’Europe, mais qu’elle est concernée par ce qui s’y passe et soucieuse d’éviter toute dégradation de la situation qui pourrait devenir une menace pour ses intérêts. Ce sentiment a été renforcé par l’expérience impériale : elle a montré que les liens culturels les plus forts n’étaient pas forcément ceux que l’on nouait avec ses voisins immédiats.

La seconde guerre mondiale et la résistance aux tentatives d’invasion de l’Allemagne ont en outre contribué à diffuser l’idée, en grande partie mythique, que le Royaume-Uni n’avait pas besoin du continent pour survivre. Il faut ajouter à cela l’expérience du déclin économique dans les années 1970 : parce que l’entrée du Royaume-Uni dans la Communauté économique européenne [CEE], en 1973, a coïncidé avec la crise économique, elle ne s’est accompagnée d’aucune amélioration immédiate du niveau de vie – ce qui n’a pas contribué à rendre l’Europe populaire. Aux yeux des Britanniques, le continent apparaît ainsi davantage comme une source de problèmes que comme un espace dans lequel on a intérêt à se fondre.

Lors du référendum de 1975, les Britanniques ont voté contre la sortie de la CEE. Pourquoi ce scrutin tout juste deux ans après l’adhésion ?

Le parallèle avec la période contemporaine est intéressant. A l’époque, le Labour était très divisé sur les questions européennes. Une partie du parti exprimait clairement sa frustration que le pays soit entré dans la CEE contre son gré. En 1973, le leader travailliste Harold Wilson, un proeuropéen sans grand enthousiasme, promet donc à ses troupes que si son parti revenait au pouvoir aux élections de 1974, il renégocierait l’accord conclu par son adversaire conservateur Edward Heath et organiserait un référendum sur la sortie de la CEE. On voit bien où David Cameron est allé chercher son inspiration. En 1974 comme aujourd’hui, la promesse de référendum est un outil de politique intérieure censé permettre de résoudre des difficultés de court terme.

La société britannique était-elle divisée, comme aujourd’hui ?

Oui, tout à fait. Le contexte politique et social était toutefois très différent. Il y avait encore une déférence envers les institutions qui a complètement disparu aujourd’hui. Les premiers sondages ont montré que l’opinion publique était opposée au maintien dans la CEE, ce qui n’était pas le cas du parti conservateur, de la moitié des travaillistes, des médias et des organisations patronales. Mais au cours de la campagne, l’opinion a basculé : à l’arrivée, le vote en faveur du maintien a obtenu les deux tiers des voix. Ce ne sera pas le cas cette fois-ci.

Les pro-« Brexit » affirment aujourd’hui que le Royaume-Uni sera plus fort en dehors de l’Union européenne (UE). Cet argument rencontre-t-il un écho ?

La peur du déclin a été une obsession britannique dans les années 1960-1970. La grande force de Margaret Thatcher, dans les années 1980, a été de la renverser en mettant en avant la fierté nationale. Il s’agissait d’affirmer que la Grande-Bretagne était de nouveau une grande puissance. A cet égard, la guerre des Malouines, en 1982, a eu un effet remobilisateur.

Depuis, le Royaume-Uni a affronté la crise économique, mais dans l’ensemble les Britanniques sont convaincus que le Royaume-Uni reste un grand pays. Les eurosceptiques jouent d’ailleurs sur l’idée que la Grande-Bretagne est assez forte pour rester en dehors de l’Union

DÉSUNION LIBRE

Pour Pauline Schnapper, professeure de civilisation britannique contemporaine à Paris-III, le Royaume-Uni pense ne pas avoir besoin du continent pour survivre

européenne. Ils affirment que si elle sortait de l’UE, elle disposerait de toute manière de tous ses circuits traditionnels – les Etats-Unis, le Canada, l’Australie – et des pays émergents, avec lesquels elle pourrait signer des accords.

La question du déclin du Royaume-Uni est aujourd’hui à peu près absente du débat. L’idée sur laquelle insiste Nigel Farage, le chef du Parti pour l’indépendance du Royaume-Uni [UKIP, *populiste*], c’est qu’il faut se dégager de cette Europe déclinante sur le plan économique et se libérer de son emprise bureaucratique et régulatrice.

« Les eurosceptiques jouent sur l’idée que la Grande-Bretagne est assez forte pour rester en dehors de l’Union européenne »

Le Royaume-Uni, qui est volontairement en dehors de l’espace Schengen et de la zone euro, conteste depuis 1973 le montant de sa contribution au budget européen, critique le fonctionnement de l’Union et s’oppose à une intégration politique et sociale plus poussée. N’a-t-il pas toujours refusé l’Europe ?

Non. Tout d’abord, il y est entré : c’est la preuve qu’il n’a pas refusé l’Europe. Il a certes refusé d’adopter l’euro et d’entrer dans l’espace Schengen, qui sont les deux pôles les plus importants de l’UE aujourd’hui, mais la contri-

bution britannique à la construction européenne ne doit pas être oubliée, que ce soit pour la mise en place du marché unique, l’élargissement après la fin de la guerre froide, la coopération en matière de politique étrangère ou plus généralement la question de la démocratie à l’échelon européen.

Que répondez-vous à ceux qui, comme Michel Rocard, pensent que le Royaume-Uni est un obstacle à l’UE et qu’il vaudrait mieux qu’il en sorte ?

Vous remarquerez que c’est toujours lui que l’on cite. C’est le seul homme politique, dans les milieux français et européens, qui affirme une chose pareille. L’idée est séduisante, certes : puisque les Britanniques ont toujours été un frein, il suffirait de s’en débarrasser pour enfin réussir le grand saut fédéral. Cela supposerait que les Britanniques soient le seul obstacle à ce saut, mais c’est loin d’être le cas : quand on regarde les difficultés de l’UE aujourd’hui – les crises, le manque de leadership, la montée des populismes et le rejet de l’Europe dans les opinions publiques –, cette idée paraît naïve.

Quelles seraient concrètement les principales conséquences d’un « Brexit » ?

Les conséquences seraient importantes sur le plan économique. A court terme, la sortie de l’UE entraînerait très probablement une chute de la livre, une chute de la Bourse et une hausse des taux d’intérêt – le Trésor britannique prévoit une année de récession. A moyen terme, tout dépend des accords qui seront conclus avec l’UE. Si le départ du Royaume-Uni est essentiellement symbolique, si des accords sont trouvés sur la libre circulation des personnes (ce qui me paraît difficile), le marché

unique et la place du Royaume-Uni à la table des négociations, les conséquences économiques seront peut-être limitées. Si, en revanche, l’accord trouvé réduit les échanges commerciaux entre le continent et le Royaume-Uni, ce sera beaucoup plus embêtant. Le Royaume-Uni pourra subir une chute des investissements étrangers, dont son économie est très dépendante. Sur le plan politique et diplomatique, une sortie de l’UE affaiblira et isolera le Royaume-Uni. Mais elle affaiblira aussi l’UE : le Royaume-Uni, qui dispose d’un siège au Conseil de sécurité de l’ONU, est une puissance nucléaire. Ces liens resteront-ils les mêmes après un tel divorce ? Rien n’est moins sûr.

David Cameron est-il tombé dans un piège ?

David Cameron a commis une erreur politique majeure. L’ironie, c’est qu’au départ il s’intéressait peu aux affaires européennes. Sa vision, dans la mesure où il en avait une, était eurosceptique : il a fait sortir les députés conservateurs du Parti populaire européen tout en ne souhaitant pas sortir son pays de l’UE. Mais la pression est devenue tellement forte chez les conservateurs qu’il a fini par promettre un référendum. Aujourd’hui, il est le chef du camp du maintien, ce qui n’est pas très crédible quand on a passé des années à critiquer l’Europe.

David Cameron est désormais dans une position peu confortable, quel que soit le résultat du scrutin. Si les Britanniques se déclarent en faveur de la sortie de l’UE, il devra démissionner. S’ils se prononcent pour le maintien dans l’Union, les députés conservateurs favorables au « Brexit » pourraient voter une motion de défiance afin de le contraindre à partir.

Cameron avait déjà pris un risque énorme lorsqu’il avait organisé le référendum sur l’indépendance de l’Ecosse, en 2014, mais il n’avait pas vraiment le choix : une majorité d’électeurs soutenaient clairement le SNP, le parti qui demandait le référendum. Cette fois-ci, c’est un piège dans lequel il s’est enfermé lui-même. Personne ne l’obligeait à faire cette promesse. S’il sort affaibli de ce référendum, il en sera le premier responsable. ♦

PROPOS RECUEILLIS PAR
ANTOINE FLANDRIN

► LES HUÎTRES

Les huîtres élevées en Grande-Bretagne, plus petites et plus goûteuses que les françaises, sont un délice. Elles ont connu un retour en grâce ces dernières années, et on ne peut trouver mieux que celles venant de Whitstable. La demande est telle que les ostréiculteurs n’arrivent pas à élever leurs huîtres assez rapidement pour y faire face.



Dans les parcs à huîtres de la Whitstable Oyster Company, à Whitstable (Kent) • Martin Parr/Magnum Photos